

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 7

JUILLET-AOÛT 1984

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : France: 25 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (6 numéros) France : 120 F — Etranger : 150 FF

Périodique bimestriel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66
www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- S O M M A I R E - RECRUTEMENT DE BOURSIERS
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
- TOURNÉE THÉÂTRALE, EN FRANCE,
DE LA "TROUPE POPULAIRE"
 - EXPOSITION DE PHOTOGRAPHIES
A ATHENES, EN OCTOBRE
 - NOUVELLES DE LA DIASPORA
 - ACTIVITES ET COURS
-

BOURSES

Afin de donner une impulsion au développement des Sciences Humaines kurdes et pour former des cadres culturels, l'Institut Kurde recrutera chaque année des boursiers d'Enseignement supérieur.

Pour l'année universitaire 1984-1985, HUIT boursiers seront sélectionnés, par voie de concours. Ce concours est ouvert à tous les étudiants kurdes, sans distinction d'origine géographique ou d'appartenance politique.

Les bourses, d'un montant mensuel de 2000 francs, sont d'une durée de 3 à 5 ans, selon la discipline et le cycle d'études choisis. Cette durée inclut une année de préparation linguistique.

Six bourses seront accordées par priorité aux candidats souhaitant se former dans les Sciences Humaines (linguistique, histoire, ethnologie, sociologie, musicologie, etc.), en vue de contribuer à la connaissance et à l'enrichissement du patrimoine culturel kurde.

Deux bourses seront réservées aux formations de documentaliste-bibliothécaire et d'animateur socio-culturel.

Une commission de sept membres, composée d'enseignants et de chercheurs kurdes originaires d'Irak, d'Iran, de Turquie et de Syrie, examinera les dossiers de candidature. Une quinzaine de dossiers seront sélectionnés, et les candidats seront conviés à Paris, pour une série d'entretiens.

La liste définitive des candidats retenus sera connue début octobre.

La priorité sera accordée aux femmes, aux candidats ayant une bonne maîtrise de la langue kurde, aux candidats déjà titulaires d'un diplôme universitaire et désirant entreprendre des études de doctorat, ainsi qu'aux candidats les plus jeunes.

CONDITIONS :

- Les candidats ne doivent pas bénéficier déjà d'une bourse ou d'une allocation d'études d'un autre organisme public ou privé.
- Ils doivent s'engager à compléter leurs études universitaires par une collaboration pratique régulière avec l'Institut Kurde.

DOSSIERS DE CANDIDATURE :

Ils doivent être déposés avant le 20 septembre 1984, date limite, et doivent comporter les pièces suivantes :

- lettre manuscrite de candidature, précisant le programme d'études envisagé,
- curriculum vitae (activités professionnelles et académiques),
- photocopie des diplômes, avec traduction certifiée en anglais ou français,
- photocopie d'une pièce d'identité (extrait d'acte de naissance, passeport ou carte de séjour).

TOURNÉE THÉÂTRALE
DE LA "TROUPE
POPULAIRE"

A l'automne, la TROUPE POPULAIRE, troupe théâtrale kurdo-turque, présentera en France une pièce de théâtre "Les Fleurs de Newroz", de Mahmut BAKSI et Ayşe EMEL.

Cette pièce a déjà été jouée en Allemagne et en Suède, où elle a rencontré un accueil très favorable.

Les représentations auront lieu à Paris, au Forum des Halles, les 22 et 23 septembre, puis à Dijon, Strasbourg et Montbéliard.

L'Institut Kurde est heureux d'avoir pu apporter son concours à cette entreprise. C'est en effet la première fois qu'une troupe théâtrale kurde se produit en France. Nous espérons qu'elle remportera un vif succès.

EXPOSITION DE PHOTOGRAPHIES

Une exposition de photographies sur les Kurdes et le Kurdistan sera organisée à ATHENES, en octobre prochain, par la Ligue Internationale pour le Droit des Peuples.

DIASPORA

A Dijon, RADIO K LIBRE, qui émet sur 87,9 MGH, diffuse désormais trois fois par semaine une émission intitulée "LA VOIX DU KURDISTAN".

Les mardi et vendredi, de 14h à 17h, LA VOIX DU KURDISTAN est consacrée à la musique traditionnelle kurde, à la civilisation et à la société kurdes.

Le dimanche, de 10h à 12 h, LA VOIX DU KURDISTAN traite de la situation des immigrés turcs, kurdes et arméniens.

Pour tout renseignement, écrire à RADIO K LIBRE, BP 1418, 21051 DIJON Cédex. Téléphone 41 67 87.

A SIGNALER

- Une étude intitulée "KURDISTAN : una nazione proibita che non si rassegna", dans le numéro d'avril 1984 de la revue "Valados Usitanos", périodique quadri-mestriel édité par le Centro Studi e iniziative Valados Usitanos, de Turin.

- Le Bulletin CRIDEV, édité par le Centre Rennais d'Information pour le Développement et la Libération des peuples, publie dans son numéro de juin-septembre 1984 un article intitulé : "Comment peut-on être kurde ?"

- Le 31 juillet dernier, le film "LE TROUPEAU", de Yilmaz Güney, a été diffusé sur TF1.

- ETATS-UNIS : Concert de Musique populaire kurde.

A l'invitation de KURDISH PROGRAM, le barde populaire TEMO, qui réside en France, vient de donner une série de six concerts à l'American Museum of Natural History de New York.

ANIMATION, COURS

- Les cours de français et de kurde reprendront à l'Institut au début du mois d'octobre.

- Il en est de même pour les activités d'animation et de week-end, ainsi que pour les réunions du groupe des femmes.

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques et cassettes. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande ci-dessous, avec votre règlement, par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne sera fait contre remboursement.

LIVRES	LES KURDES, de Basile Nikitine	110 F
	LES KURDES ET LE KURDISTAN, ouvrage collectif, Maspéro	35 F
	KURDISTAN UND DIE KURDEN, ouvrage collectif, en allemand	40 F
	LE KURDISTAN IRAKIEN, ENTITE NATIONALE, de I.C.Vanly	90 F
	LETTRE A L'UNESCO, de Beşikçi, en turc	20 F
	MA VIE DE KURDE, de N. Zaza	70 F
	LES CHAMPS DE YUREGHIR, de Y. Güney	85 F
	GRAMMAIRE KURDE, de Bedir Khan et Lescot	125 F
	MANUEL DE KURDE SORANI, de J. Blau	80 F
	ANTHOLOGIE DE LA POESIE POPULAIRE KURDE	35 F
DISQUES	TEMO, BARDE DU KURDISTAN	70 F
	CHANTS ET MUSIQUES DU KURDISTAN, Groupe KOMA ZOZAN	55 F
CASSETTES	BANGIN Û JIYAN	
	BÊRTÎ WERGÊR	
	BIRÎNDAR, N° 1,2,3	
	DILGEŞ	
	FEQIYÊ TEYRA, N° 2	
	GULISTAN, N° 1,2,3	35 F
	ŞIRIN, N° 3	
	ŞIVAN, N° 1,2,3,4,5,7	
	THE VOICE OF KURDISTAN, musique des peshmergas	
	ZILFÎ, N° 3	
ŞIVAN, N° 8,9	40 F	
CARTES-AFFICHES	Cartes postales couleur (2F), noir et blanc (1F)	
	Affiches de l'Exposition & de l'Inauguration	20 F
BROCHURES-REVUE	Mizgîn N° 1 et 2	15 F
	Hêvî N° 1 et 2	40 F
	Studia Kurdica N° 1	40 F
	Bulletin de l'Institut (numéros précédents)	15 F

LIVRES ET PERIODIQUES EN LANGUE KURDE

POESIE	<i>Cigerawîn</i> : RONAK	}	35 F
	ZEND-AVISTA		
	SEFAK		
	HÊVÎ		
	<i>Firat Cewerî</i> : DÊ ŞÊRÎNE			25 F

LIVRES D'ENFANTS	M.E. Bozarslan : MEYRO	}	35 F
	MÎR ZORO		
	GURÊ BILURVAN		
	M. Bakst : KEÇA KURD ZOZAN		
	ZAROKÊN IHSAN		
	A. Lindgren, I. Wikland : BELÊ LOTTA KARE BAJO		
G. Bergstrom : MA TU TIRSONEK Î ALFONS OBERG	}	35 F	
L. Ferick, J. Carlbrand : MA GAKÛVÎ KÛCIKAN DIXWIN			
	KINO DIGOT ALIKARÎ BIKIM		
	ALFONSÊ ŞÎT		

PERIODIQUES	<i>Hêlîn</i> (n° 1 à 8)	6 F
	<i>Hêvt</i> (n° 1 à 11)	6 F
	<i>Kultîk</i> (n° 1 à 11)	10 F
	<i>Roja Nû</i> (revue artistique et culturelle) (n° 1 à 4)	12 F
	<i>Tîrêj</i> (n° 2 à 4)	20 F

ROMANS	<i>Ereb Şemo</i> : DIM DIM	30 F
	<i>Mahmut Bakst</i> : HÊLÎN	25 F
	<i>Birîndar</i> : XANÊ	15 F
	SORO	30 F

BON DE COMMANDE

N° 7

Je désire recevoir les publications suivantes :

.....	Nombre	..... x	..... F =	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F =	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F =	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F =	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F =	..... FF

Je joins un chèque de F, représentant le montant de ma commande.

NOM :

ADRESSE :



BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde.
Je vous envoie un chèque de F.

Je souhaite recevoir régulièrement le bulletin de l'Institut.
Je vous envoie un chèque de **80 F**, représentant l'abonnement annuel.

NOM :

ADRESSE :

BON DE COMMANDE HÊVÎ (revue culturelle en langue kurde)

Je souhaite recevoir exemplaires de HÊVÎ, au prix unitaire de 40 FF (pour la France) ou 6\$ (pour l'étranger).

Je souhaite souscrire abonnements à HÊVÎ (2numéros par an), pour le prix unitaire de 80 FF (pour la France) ou 12 \$ (pour l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP, mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de L'INSTITUT KURDE DE PARIS.

NOM :

ADRESSE :

BON DE COMMANDE Etudes Kurdes (revue bilingue arabo-persane)

Je souhaite recevoir exemplaires de ETUDES KURDES, au prix unitaire de 40 FF (pour la France) ou 6 \$ (pour l'étranger).

Je souhaite souscrire abonnements à ETUDES KURDES (2 numéros par an). pour le prix unitaire de 80 FF (pour la France) ou 12 \$ (pour l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP, mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de L'INSTITUT KURDE DE PARIS.

NOM :

ADRESSE :

il manifesto

TELEGRAMME DE BREST

Liberation

LE SOIR

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

La Republique des Pyrenées

Midi
Nouveau

DIE BRÜCKE

LE MATIN
DE PARIS

Народна **КВАТРА**

LYON MATIN

Le Monde

Die Grüner

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÉ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

LA CROIX
THE TIMES
LA GAZETTE
DE LAUSANNE

LE FIGARO
SEMAINE PROVENCE

THE GUARDIAN
vie culturelle

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

Cumhuriyet
LE MONDE
diplomatique

Le Parisien

CROIRE **Hürriyet**

africaine
asiatique

L'Humanité

Telérama

FINANCIAL TIMES

vie culture



AZADI KURDISTAN

HUMANE FOUNDATION

Committee to Operate Exclusively for Charitable and Educational Purposes
P.O. BOX 5267 SOUTH SAN FRANCISCO, CALIFORNIA 94083

Volume 1, No. 2

May, 1984

\$2

Kurdish Institute of Paris



Pour la defense d'une cultural millenaire en peril

Rue La Fayette 75010 Paris, France Tel
824 64 64

This issue of Azadi is dedicated to the Kurdish Institute in Paris. Outside Kurdistan, the opening of this Institute is perhaps the most important single event in the last few decades for the Kurdish nation. An advertisement from the Institute are reprinted in this issue. Kurdish communities in other countries such as Great Britain, The Netherlands, Belgium, Sweden and Germany have been inspired enough by the success of this Institute in Paris to think about opening similar institutes in those countries. AZADI invites Kurds and friends of Kurdish people to contact us regarding the establishment of a similar institute in the United States in a city where a large, active Kurdish community exists such as perhaps Washington or Los Angeles. Meanwhile, everyone and friends of Kurdistan are encouraged to please contact and support the Kurdish Institute in Paris both financially and otherwise by writing to them directly at the address shown in this newsletter.

The Kurdish Institute of Paris is designed to study and make known to the public at large the historical, cultural, national and social dimensions relevant to the issue of the 26 million Kurds in the Near East.

It is fit to recall that Kurdish culture is the object of a systematic stifling or even destruction on the part of the authorities who have a share of Kurdish territory.

The policy of wide spread cultural genocide maintains the Kurdish people in a dreadful state of cultural underdevelopment, on the waste side of the 20th century world. Whereas, due to poor schooling, 75% of Kurds do not know the official language of the States that dominate them, and all publications and artistic expressions in the Kurdish language remain under ban.

All financial assistance subscriptions articles contributions inquiries should be sent directly to Institut Kurde de Paris 106

The Millenary Culture of the 26 Million Kurds Is in Danger Of Dying.

Banished, suffering a systematic destruction from the States which have divided the Kurdish nation, this unique part of the world's cultural heritage thus incurs the risk of disappearing forever. Confronted with this peril, the Kurdish artists, writers, historians and linguists now living in exile in Europe aware that a people deprived of its culture is doomed to die slowly, have just created a Kurdish Institute to prevent the genocide of their culture. Faced with the silence and inactivity of international organizations (UNO, UNESCO, etc.), the Kurdish people whose very existence is threatened, needs the help of other people. Your cooperation is vital.

A Banned Language

The spelling book is presently banned in Turkey. Its author, after several years of imprisonment and prosecution, had to exile in Europe, as did hundreds of other Kurdish intellectuals.

As the 20th Century draws to an end, this European State, a member of NATO and the European Council, continues with impunity to deprive one fourth of its population of its most essential cultural rights.

This advertisement originally appeared in the International Herald Tribune, Tuesday December 21 1982 on behalf of Kurdish Institute Paris

10. 6. 1984

تأسيس المعهد الكردي في باريس

تمخضت الجهود المكثفة لعدد من المثقفين الاكراد في اوربا عن تأسيس مركز للابحاث في باريس لدراسة قضايا الشعب الكردي من مختلف الجوانب السياسية، الاقتصادية، الاجتماعية، والثقافية. وقد اطلق عليه اسم «المعهد الكردي» وقد ساهم في دعم هذه الفكرة عدد من الكتاب والمفكرين التقدميين العرب والاوربيين من اصداقاء الشعب الكردي، والمتضامنين مع نضاله ومن بينهم محمود درويش، سميح القاسم، مارتن فان برونس، ماكسيم رودانسون، جبرار شاليان، جويس بلو، فرد هاليداي، كوردوييف، هادي العلوي، وعشرات غيرهم. ويأتي تأسيس «المعهد الكردي» في باريس ليشكل خطوة متقدمة نحو تطوير وتعزيز البحث العلمي في دراسة ومناقشة كافة القضايا المتعلقة بالشعب الكردي وثقافته، وليساهم الى حد بعيد في التقريب بين المثقفين والباحثين المختصين في المسألة الكردية، وذلك من خلال تحفيز نقاش عام واسع حول مختلف المسائل المثارة والمتعلقة بمستقبل شعوب المنطقة. وقد اخذ المص على عاتقه مهمة عرض القضية الكردية للعالم كقضية قومية عادلة لشعب محروم من حقوقه القومية والثقافية والديمقراطية، قضية شعب بلغ تمداده اكثر من عشرين مليون نسمة بين دول المنطقة. وقد باشر المعهد نشاطاته باصدار مجلة فصلية بعنوان «دراسات كردية»، وهي ثمرة جهد مجموعة من الباحثين والمثقفين الاكراد - رغم اختلاف ميولهم واتجاهاتهم الفكرية.

Dortmunder Zeitung

Freitag, 8. Juni 1984



Präsentieren das Programm für die Veranstaltungen zu der Kurden-Tagung: Dr. Karl Faulenbach vom Auslandsinstitut (von links), Dipl.-Päd. Adnan Agca und Prof. Konrad Pfaff. Foto: Laryea

Tagung, Ausstellung, Filme zur Situation der Kurden

Eine wissenschaftliche Tagung mit dem Titel „Passion der Kurden“, zu der ein umfangreiches Rahmenprogramm gehört, findet vom 13. bis 15. Juni an der Universität Dortmund, Gebäude Emil-Figge-Straße 50 statt. Bei dieser Tagung, die jeweils um 9.30 Uhr im Horsaal 1 beginnt, soll über die kulturelle und historische Lage der Kurden berichtet und reflektiert werden.

In Dortmund leben schätzungsweise 6000 Kurden des 20 Millionen-Volkes, das in der Türkei, im Iran und Irak und in Syrien eine nationale Minderheit bildet. Die Veranstalter des Kongresses, die Uni, die Rheinisch-Westfälische Auslandsgesellschaft und das Kurdische Institut, wollen für eine Verständigung zwischen Deutschen und Kurden werben. Wissenschaftler aus Frankreich, Schweden, der Schweiz und der USA werden über die Lebenssituation der Kurden berichten. Zu den prominenten Kongressrednern gehören der Publizist Jürgen Roth und die Schriftstellerin Ingeborg Drewitz.

Im Großen Haus der Städtischen

Bühnen werden vom 12. bis 30. Juni Werke kurdischer Maler gezeigt. Der bedeutendste Vertreter ist Reza Topal, der in der Osttürkei geboren wurde und nach dem Selbststudium Schüler des Münchner Prof. Rudi Tröger wurde. Während diese Malerei im Exil entstand und sich an der europäischen Moderne orientiert, gibt eine Fotoausstellung im Pavillon des Westfalenparks Einblick in das traditionelle Leben der kurdischen Stämme.

Der kurdische Film ist durch Yilmaz Güney („Die Herde“ und „Yol“) zu Weltrang gelangt. Diese und weniger bekannte Filme werden vom 5. bis 8. Juni im Fritz-Henßler-Haus gezeigt. In der Rudolf-Steiner-Schule am Tierpark findet am 14. Juni um 20 Uhr ein kurdischer Folklore- und Musikabend statt.

Die kurdische Kultur wurde bis zum heutigen Tag in ihrem Heimatgebiet unterdrückt, was bis zum Verbot der Sprache ihre Situation in Europa beschreiben Kurden als „Getto im Getto“.

مروری بر «مطالعات کردی»

نخستین شماره به اسماعیل بیشکچی روشنفکر ترک که به جرم دفاع از خلق کرد و ترکه در زندان به سر میبرد، هدهد گردیده و شماره بعدی علاوه بر مقالات عربی و فارسی، مقالات به زبان ترکی به طبع خواهد رسید. بر مقاله به روشنفکران غیر کردی که به خواسته های خلق کرده دیده گراشات حد اثنی طلبا نه مینگرند پاسخ میدهد:

«چرا نسا بد کردها کشوری از آن خود داشته باشند. این برای ما درک شدنی است که گروهی از روشنفکران

با همه مطالعات کردی مجموعه اسب از مفلاتی که بوسله معالسن حشش خلق کرد تهیه و به تاریخ دوماه ۱۳۶۲، از طرف مرکز تحقیقات انستیتو کردیای ریس میبشروا خیرانه دست ما رسیده است. اس گاهتا مه، حاصل خشهای طولانی سن گروهی از روشنفکران مستقل کردی ترکمه، عراقی و ایرانیست که به لحاظ عوامل باشی، ارسه بعد مختلف "مساله کرد" یعنی اسعاد کردی، منطقه ای و بین المللی کرده ام آمده اند.

فاطما به از حواس های استقلال طلبا به حوامعی که جمعیشان از یک شهر کردیشن... نشر نیست پیشما سی میکنیدا ما حواس مشا نه کردها را انکار میکنید." سوال در اسحاسب که درک اس عمل آما برای یک روشنفکر عسر کرد، نسا بد فقط در کرومیا رزات خلق کرد، بلکه در بیان آن ما را با معنی معالبت روشنفکران کرد سرچشم بخورد؟ مکتوب بودن اس سوال که "آما منو" از کردها معنوا نیک عامل اتحاد در حوا ورمیا نه سخ گفت؟" نیز از همس حاشی شده ما سخ آن نه در آینه س که در امرو زست، با ید کوشیده که کرد و غیر کرد بر بستن آزادی، در نبردا یده ها درگیر شوند.

فرمی که سر مقاله، به روشنفکران غربی انتقا دکرده که با وجود آنکه "گویا از استقلال فکری برخوردارند ولی به جهت فرعی نگاشتن کردستان، با حکومت های خودم گامند" حاکی از عطش روشنفکر کرد و درک او از اهمیت کسار سبنا المللی است. این آعا زخوی میتواندا شد سر تدا و م آنچه در انقلاب ایران، بکمار، در حشش زنان به شخل انتقا سبوا لسم انقلابی، ولو برای مدتی کوتاه تجربه شد. مطالعه تک تک مقالات مدرج در مطالعات کردی را توصیه میکنم.

مفهوم دموکراسی و اصل خودمختاری از مها سادی، رومیادهای ارومیه و کردستان شمالی از انیال منسی، محقق فرانسوی، تحلیل طبقاتی و جامعه عراق از حنا بطا طو، نگرش کوتاه در منشأ کردها از ن. بیکیس کتا بشناسی کردی و ما حبه ما یلما زگونی، مطالعه ای هستند که در این شماره، به فارسی به چاپ رسیده اند.

در زمینه بعد کردی، سر مقاله به... فعدان متخصصین کرد و آزادی اندیشه، بر سر راه تحقیق علمی توسط خود کردها اشاره میکنند و میآورد: "ما اگر کردها همواره اولین قربانیان حکومت های خودکامه و ور میانه بوده اند آیا میتوان گفت که خودشان از آدمشانه رفقا ر کرده اند؟" سر مقاله برای اصل کنه اگر کردها خواهان کسب اعتبار بین المللی و منطقه ای هستند، رهبران شان باید در عمل نشان دهند که رقابت ها را... نا دیده گرفته و اتحاد ملی بوجود آورند."

یک سوال حیاتی را مطرح میکنند: "نقش روشنفکر تحصیل کرده کرد در این روند چیست؟" و در پاسخ آنچه میآید علاوه بر ضرورت نوعی "انتقا دا ز خود" نوعی دعوت به پیوستن به مبارزات خلق کرد است. سوال در اینجا است که شرکت روشنفکر در جنبش بر چه اساسی استوار باید باشد آیا یکبار دیگر روشنفکر باید کار تنها کردها، یا علاوه وظيفه اصلی خود یعنی کار روی پروراندن ایده های آزادی، که هر آینه، همچون آتش از معدن جنبش بالفعل تودهای کردستان زبا نه میکشد. بیان و ارتقا آنها تا به حدیک فلسفه رها بی بخش عمل نماید؟

انتقا مطالعات کردی و دعوت روشنفکران کرد و غیر کرد، تلاشی بوی و عالست، اگر در زمینه بعد منطقه ای و در انقلاب ایران، وحدت کنگرت توده ها خود را به شکل شورای سراسری خلقهای ایران شان داده چرانزد روشنفکران چنین نباید؟ متد مطالعات کردی، حمایت توام با انتقا دست.

مباحثه با یلما زگونی تهیه کننده فیلم یول

تکبه کنند. ما بلم بعنوان مثال شما را به قضیه فلسطین رجوع دهم. بیست سال و حتی پانزده سال پیش کدا مییک از حکومت های اروپا بی، آنده یک دولت فلسطینی را میپذیرفتند؟ اما امروز بیش از هر چیز به برکت مبارزه خلق فلسطین، وضع فرق کرده است.

بهر روفر ا موش نکید که کردها برخلاف فلسطینی ها که بزور از کشور خودشان رانده شده اند. در سرزمین های خودشان زندگی میکنند و بنا بر این در موقعیت استراتژیکی بر مراتب مناسبتی قرار دارند.

یلما زگونی در مورد اینک، کردها در ایران و عراق خواستار خودمختاری در چارچوب دولت های موجود کنونی هستند و ما له دولت مستقل کرد میگوید:

یلما زگونی شهرت خود را مدیون ساختن فیلم یول میباشد. اما در این مباحثه بیانی روشن و صریح به علل مبارزات و انگیزه های مردمی میدهد که همین و آخر ۱۸ تنش ان در زندان دیدار بکر، برای شراعتصا ب غذا، جان خود را از دست دادند. وی در مورد مفهوم دولت تک ملیتی ترکیه، مبارزه کردهای ترکیه و رابطه کردستان و فلسطین چنین میآورد:

دولتی را که شما در باره آن صحبت میکنید، دولت "ترکیه" نیست بلکه دولت ترکها است؛ این درست است که طبقه

ل بنظر من خواستهای کردها، چه در ترکیه، چه در ایران، چه در عراق و غیره... تنها میتوانند از گال یک پروسه تحقق یابند. ما انتظار می کشیم تا ببینیم از "خودمختاری" در ایران و عراقی چه بدست میآید. به دیگر سخن من، هیچ راه حل "سها فی" یا قطعی پیشنها دنمیکم. این خلصق کرد است که در پروسه مبارزه خود با یدن راه مزیت وزیا ن این بی آن راه حل تصمیم بگیرد. تا آنجا شیکه به "ترکیه" مربوط میشود من در مرحله کنونی، فکر میکنم بهترین

آنست که برای یک جمهوری متحده کردها و ترکها مبارزه شود اما من این مرحله را چون یک مرحله گذرا میبینم، زما نیکه موقعش رسدوا سن مبارزه مشترک به پیسروردی برسد. آنگاه کردها حق انتخاب و تصمیم گیری در مورد سرنوشت خویش را خواهند داشت که به همزیستی با ترکها ادا مه داده یا دولتی مستقل تشکیل دهند.

کا رگران و دهقانان و بخش بزرگی از طبقات متوسط در همه "ترکیه" ستم روا میدارند، با وجود این ستم اجتماع سیاسی که امری همگانی است، ستم مضاعفی بر کردها اعمال میشود، یعنی حقوق آنها به مثابه یک گروه قومی جداگانه پامال میشود. من با این حرف موافقم که یکی از اساسی ترین گردن کشی ها، در مقابل رژیم نظامی کنونی زحانب کردها است. اما فکر میکنم نادرست خواهد بود اگر تصور شود که این تنها مبارزه است. از این روستم چشم انداز مثبت برای جنبش کرد، مبارزه ای مشترک با دیگر نیروهای اپوزیسیون است. کردها به پشتیبانی فعال این نیروها نیاز دارند و بالعکس. در این صورت اگر ما بخواهیم این همکاری ثمردهد، اپوزیسیون غیر کرد باید بپذیرد که دولت ترکیه بخشی از کردستان را که در میان جندن کشور در منطقه تقسیم شده است اشغال نموده و ستم عمده خود کردها است. ببینید، من "ترکیه" یعنی را "ترکیه کردستان" مینامم زیرا اعتقاد دارم که آنها دو کشور جداگانه و مردمی متفاوت هستند.

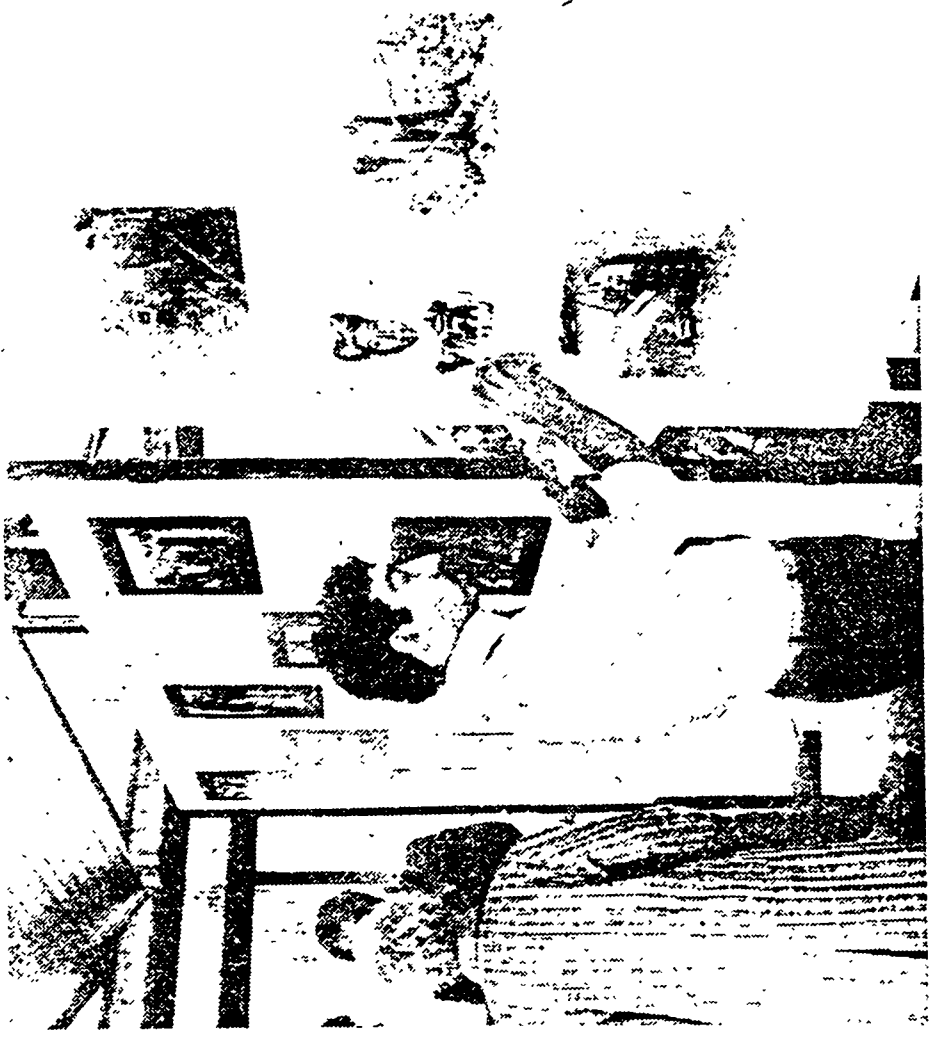
و با لخره در مورد نقش سیاسی خود و فعالیت هنری من بعنوان فیلم ساز میگوید:

حششهای سیاسی از مردمانی تشکیل شده اند که شامیل همه اقشار و طبقات جامعه میشوند، در اس حششها، میتوان کا رگران، معلمان، دهقانان، هنرمندان و غیره را مشا هده نمود. من شخصا همیشه هنر را بعنوان وسیله ای مهم در مبارزه خلق برای آزادی اش تلقی کرده ام اما وجود این نسا ید، این دورا با هم مخلوط کرد: هنر میتواند به عمل سیاسی کمک کند اما نمیتواند جایگزین سیاست گردد.

با ید این را پذیرفت که نیروهای زیاد در "ترکیه" نیستند که حاضر به قبول استقلال کردستان باشند. در منطقه خاور میانه تمام دولت های موجود حتی از کمترین اشاره ای به اسن موضوع دچا روخت میشوند. اتحاد شوروی نیز با چنین طرخی مخالف است. در اینجا شاید ما سب اشککه به موضع حزب نوده در ایران اشاره شود که علیرغم تحت تعقیب قرار گرفتن از طرف ملاحا، همان مواض کا ملامفی خود را در فبال جیش کرد حفظ کرده است. کردها برای دست آوردن حقوقشان باید بر نیروی خودشان

Mittwoch, 13. Juni 1984

WAZ



BIS ZUM 18. JUNI AN DER BUSCHMÜHLE: Die Fotoausstellung „Passion der Kurden“ wurde gestern im Pavillon auf dem Teich eröffnet. waz-Bild: Horst Müller

Fotos zeichnen Kurden-Alltag

Bis 18. Juni Ausstellung im Westfalenpark

Schon während die Foto-Ausstellung „Passion der Kurden“ im Insel-Pavillon am Buschmühlenteich aufgebaut wurde, fanden sich die ersten interessierten Betrachter ein. Die Aufnahmen der Fotografen Jean Bertolino, Ann Erikson, Gerard Guitot und Chris Kutschera et Reza faszinierten sie so sehr, daß sie sich bald mit einem der Helfer in ein Gespräch über die Kurden, ihre Lebensweise und ihre Mentalität vertieften.

Damit haben die Veranstalter - die Rheinisch Westfälische Auslandsgesellschaft, das kurdische Institut Bonn und die Uni Dortmund - genau das Ziel erreicht, daß sie sich gesetzt haben, nämlich die deutschen Bürger auf einen Volksstamm aufmerksam zu machen, den viele nur aus Karl Mays „Durch's wilde Kurdistan“ kennen.

Die meisten der Ausstellungsbilder stammen von Jean Bertolino, Chefredakteur beim französischen Fernsehen. Auch die anderen Fotokünstler sind keine Kurden. Doch daß sie voller Sympathie für dieses seit Jahrhunderten vom

Unrecht verfolgten Volkes sind, zeigen ihre stimmungsvollen Aufnahmen.

Kinder mit großen braunen Augen auf dem Arm ihrer Mutter oder in der Schule über ihren Buchern sitzend - sie gehören zu den liebsten Motiven der Fotografen. Tanzende Frauen in farbenprächtigen Trachten vervollständigen das bunte Bild.

Doch auch die weniger romantische Seite des Lebens der Kurden ist im Bild festgehalten worden - Frauen, die sich damit abmühen, einen dünnen Acker urbar zu machen. Die Ausstellung läuft noch bis zum 18. Juni.

Mittwoch, 13. Juni 1984 **WAZ**

Feiernde Bauern zarte Landschaft und Melancholie

Kurdische Künstler im Foyer des Theaters

Einen Querschnitt durch die zeitgenössische kurdische Malerei liefert die Ausstellung im Foyer des Großen Hauses der Städtischen Bühnen. So unterschiedlich wie die Herkunftsländer aus denen die 14 Künstler kommen, sind auch die Motive, die sie zu ihren Bildthemen bestimmt haben. Die Ausstellung läuft parallel zu dem wissenschaftlichen Kongreß „Passion der Kurden“ an der Universität Dortmund.

Die zeitgenössische kurdische Malerei unterliegt nicht nur dem speziellen Einfluß, der durch ihre Volkszugehörigkeit bedingt ist sondern auch den Kunst-Strömungen unserer Epoche.

Obwohl er schon seit 1978 in der Bundesrepublik lebt, sind Metinis bevorzugte Motive dörfliche Szenerien aus der türkischen Heimat. Seine surrealistisch gepragten Bilder drücken eine sehr melancholische Stimmung aus.

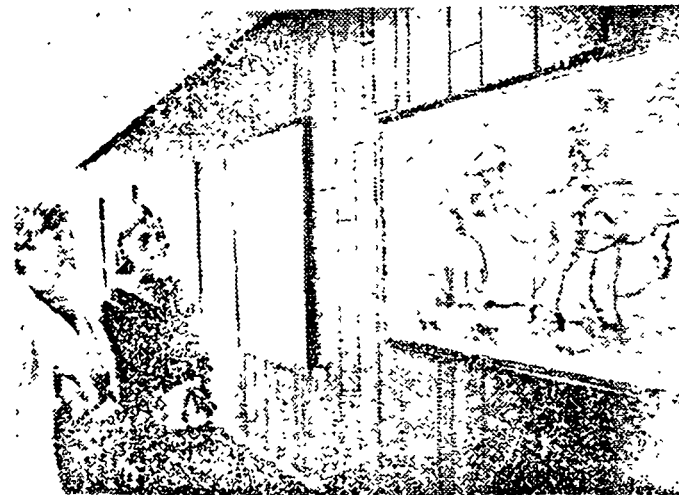
Dörfliche Fröhlichkeit zeigen die Werke von Ghazizadeh, ein den Hyper-Realisten

verwandter Maler. Seine feiernden Bauern sind jedoch nicht nach Foto-Vorlagen entstanden – wie sonst bei Hyper-Realisten üblich – sondern im direkten Kontakt mit der Wirklichkeit.

Zarte Aquarelle sind das Markenzeichen von Rasti, einem kurdischen Architekten, der zur Zeit in Algerien lebt. Seine Landschaftsbilder zeugen von sicherer Reife in der Kunst des Aquarellierens. Die Ausstellung, die dazu gedacht ist, den Dortmunder die kurdische Kultur nahezubringen, läuft bis zum 30. Juni. al



TOD UND VERFOLGUNG der Kurden symbolisiert dieses Bild des aus Syrien stammenden, in Frankreich lebenden Malers Isa.



Im Theater-Foyer: kurdische Ausstellung (WR-Bild Pruy)

Malerei aus „wildem“ Kurdistan: Künstler stellen im Theater aus

Stadtmitte. (ju-) Impressionen aus dem „wildem“ Kurdistan, so konnte die am Pfingstmontag von Professor Theo Uhlmann eröffnete Ausstellung moderner kurdischer Malerei betitelt werden. Vom 12. bis 30. Juni stellen das Kurdische Institut Paris und die Rheinisch-Westfälische Auslandsgesellschaft im Foyer des Großen Hauses der Städtischen Bühnen Werke junger Kurden aus.

Die kurdische Malerei hat sich stark an die moderne mit-

teleuropäische Ausdrucksweise angelehnt. Farbgebung und besonders der den Bildern zugrunde liegende Gefühlsausdruck zeigen jedoch die Einflüsse der Heimat. Gleichzeitig drücken die Bilder die Suche nach einer kulturellen Identität aus. Nie hatten die Kurden einen eigenen Staat, ihre Kultur wurde und wird noch verboten. Nicht zuletzt deshalb müssen die Künstler ihre Werke im Ausland zeigen. Geöffnet ist die Ausstellung täglich von 19 bis 22 Uhr.

KOMMUNALES KINOTHEAT

Volks-Hochschule Dortmund

Eintritt 4,- DM (Schüler/Studenten 2,- DM)
☎ 02 31 / 5 42-2 47 07

OmU = Originalfassung mit Untertiteln
Of = Originalfassung

SESAM KURD

Haus der Jugend
Eintritt 1,- DM
☎ 02 31 / 5 42-2 32 67

Filme im Fritz-Henßler-Haus · Filme im Fritz-Henßler-Haus

	19.30	Uhr	Juni '84	19.30	Uhr	
Mo	4		Kommunales Kino YOL - DER WEG (Yilmaz Guney/Zeki Okten, Türkei 1982, 111 Min.) Vom 13. bis 15. Juni findet in der Universität Dortmund die internationale Tagung „Passion der Kurden“ statt. Dazu zeigt eine Filmreihe, beginnend mit „Yol“ des Kurden Yilmaz Guney.			Mo
Di	5		Kommunales Kino SÜRÜ - DIE HERDE (Zeki Okten, Türkei 1979, 129 Min.) Neben „Yol“ und „Sema“ (für den Guney das Dreifache gestrichelt hat) auf die Kurden die Fortsetzung Filmbeim. Die Hauptdarstellerin Melike Demirag wird dargestellt.			Di
Mi	6		Kommunales Kino DIE STIMME KURDISTANS (Kurdistan Film Collective, GB 1980, 62 Min.) ein Dokumentarfilm über Kurdistan und die kurdische Befreiungsbewegung hauptsächlich in der Zeit von 1974 - 1979 umfaßt.			Mi
Do	7		Kommunales Kino DIE ARMEN (Yilmaz Guney/Atif Yilmaz, Türkei 1972, 90 Min.) Der Film zeigt die ersten Erfahrungen, die sich vor dem Leben draußen fürchten. Als Guney 1972 zum ersten Mal verhaftet wurde, wurde der Film von Atif Yilmaz fertiggestellt.			Do

„Passion der Kurden“ – Kurdische Filmtage

Vom 13. bis 15. Juni findet in der Universität Dortmund eine Tagung statt „Passion der Kurden“ – Tagung zur kulturellen Einheit aller Kurden. Mehrere Länder sind die Dortmunder Universität, die Rheinisch Westfälische Auslandsgesellschaft und das kurdische Institut in Bonn.

Das Kommunale Kino zeigt anfalls in der Tagung in der Woche vorher, der Woche vor Pfingsten, eine Reihe von Filmen, die bereits als türkische Filme bekannt sind. Nur die wenigsten wissen jedoch, daß der berühmte Yilmaz Guney ein Kurde ist und sich auch dazu bekümmert, daß seine Filme von kurdischen Problemen handeln. Sein persönliches Schicksal auch etwas damit zu tun hat, daß er Kurde ist.

Vordaher sind seine Filme „Sema“ (Personen) und „Yol“ (wie der Bezugspunkt für diese Filmtage) allein gerade so bekannte Filme wie „Yol“ und „Sema“ (für den Guney das Dreifache gestrichelt hat) auf die Tatsache hinzuweisen, daß es nicht nur um Strukturprobleme der Türkei geht, sondern um dringende ethnische Probleme, um die Unterdrückung einer Minderheit.

Mehr als vierzig Jahre nach Kemal Ataturk dem Gründer der modernen Türkei, und die Kurden immer noch die verlorene ethnische Gruppe im türkischen Staat so wenig wirklich beherrschte Volksgruppe wie im Iran oder im Irak. Gerade unter den derzeitigen politischen Bedingungen der Militärdiktatur bzw. der von der Militärkommandierenden paratürkischen Föderation ist das Kurden Problem ein Tabu in der Türkei, sind vor allem Kurden der Unterdrückung ausgesetzt. Man erinnere sich an die Episode in „Yol“, die in dem ost-anatolischen Gegendort spielt, wo die jungen Männer vom Militär abgegraben werden.

Die mehrheitliche Partei der Kurden, wie er will hat dazu eine einmalige Gelegenheit in Dortmund vom 13. bis 15. Juni Tagung, prospektive und Anmeldeformulare liegen an der Kasse der Kommunalen Film- und Schallplatte-Anforderung bei: RWAG / Institut für Politische Bildung, Pflanzlichkeit, Straße 14, 4600 Dortmund 1.

Kurdistan- Kongress in Dortmund

Internationaler Kurdenkongress in Dortmund

„Wir sind ein eigenständiges Volk“

Dienstag, 19.6.84 taz

Dortmund (taz) - Die Forderung nach Anerkennung als eigenständiges Volk war das wichtigste Anliegen der Abschlussresolution eines internationalischen Kongresses, der am Wochenende in Dortmund zu Ende ging. Auf Einladung der Universität Dortmund fand hier drei Tage lang der erste wissenschaftliche Kongress auf deutschem Boden statt, der sich mit der Situation in Kurdistan und vor allem der Lage der kurdischen Emigranten in Westeuropa beschäftigte. Da die Kurden als viergrößte ethnische Gruppe im Nahen Osten seit dem Ende des ersten Weltkrieges auf die Länder Türkei, Iran, Irak und Syrien aufgeteilt sind, werden sie in der Emigration vor allem als Angehörige dieser Staaten wahrgenommen. Die Konsequenzen daraus für die Kurden in der BRD deutlich zu machen, war eines der Hauptanliegen des Kongresses.

Die knapp 400.000 in der BRD lebenden Kurden, die überwiegend die türkische Staatsangehörigkeit haben, werden hier noch gibt es im Rahmen der Ausländerbetreuung kurdischsprachige Angebote. Helfing kritisiert wurde auch, daß die Fernseh- und Rundfunkanstalten sich bislang weigern, eine kurdischsprachige Sendung in ihr Programm aufzunehmen. Die Bundesrepublik, so lautete das offizielle Fazit des Kongresses, macht sich bis heute, im Gegensatz etwa zu Frankreich und den skandinavischen Ländern, zum Erfüllungsgehilfen der türkischen Regierung, die die Kurden brutal unterdrückt.

„Wir, das heißt die Kurden in der Bundesrepublik, mußten erst einmal ein Forum finden, von dem aus wir uns artikulieren konnten. Sich bemerkbar machen zu können, das ist doch der erste Schritt zur Identität

ität.“ Dr. Yekta, Mitarbeiter des seit Ende letzten Jahres in Bonn existierenden kurdischen Instituts, das wesentlich an der Vorbereitung des Kongresses beteiligt war, macht keinen Hehl daraus, wie froh er darüber war, daß die Universität Dortmund sich als Forum zur Verfügung gestellt hat. Das kann, so hoffte er, eine Signalwirkung haben, den Kurden zukünftig auch in der Bundesrepublik zunächst einmal im wissenschaftlichen Bereich die ihnen gebührende Aufmerksamkeit zu sichern.

Genährt wurden solche Hoffnungen z.B. durch den Vizepräsidenten der Dortmund-der Uni, der in seiner Begrüßung darauf abhob, daß die angeblich so wertfreie Wissenschaft im Engagement für die in der Bundesrepublik bislang kaum beachtete Minderheit der Kurden eine wichtige Funktion übernehmen könnte.

Es war eine historische Stunde für die kurdischen Emigranten in der Bundesrepublik, endlich einmal aus „benütem“ Munde zu hören, daß man sie nicht mit dem Fiktiv ihrer meist unfreiwilligen Staatsbürgerschaft als Türken, Iraker, Syrer oder Iraker wahrnimmt, sondern ihnen ihre Identität als Volk zubilligt.

Lange genug hat es ja gedauert. Seitdem die alliierten Siegermächte nach Beendigung des ersten Weltkrieges die Landkarte des Nahen Ostens in ihrem Interesse neu ordneten, ist das Siedlungsgebiet der Kurden auf vier Nationalstaaten aufgeteilt, von denen drei in der heute existierenden Form erst zu diesem Zeitpunkt entstanden. Syrien und Irak als französisches und englisches Mandatsgebiet und die Türkei als Forso des vormals osmanischen Reiches. Geradezu beschwörend wurde während des Kongresses immer wieder darauf verwiesen, daß angesichts der 3.000jährigen Geschichte des kurdischen Volkes diese von außen aufgezwungenen willkürlichen Grenzen nicht akzeptiert werden und für die Identität der Kurden keine

Bedeutung haben. Doch alle historischen Rekurse, so unter anderem von einem der bekanntesten kurdischen Intellektuellen, Dr. Ismet Serif Vanly, der detailliert die kurdische Geschichte bis zu ihren Ursprüngen im antiken Mesopotamien mit Chr. aufzählere, konnten nicht darüber hinwegtäuschen, daß die Kurden heute, im Zeitalter der Nationalstaaten, den Anschluß verpaßt haben.

Ökonomische und strategische Interessen der Großmächte auf der einen, Uneinigkeit der Kurden auf der anderen Seite haben in den 20er Jahren dafür gesorgt, daß die Kurden, obwohl ethnisch die viertgrößte Gruppe im Nahen Osten, sich heute als Minderheit in anderen Nationalstaaten wiederfinden. Die Uneinigkeit untereinander ist bis heute einer der wesentlichsten Gründe, daß die damals über ihren Kopf getroffene Entscheidung nicht revidiert werden konnte. An begrenzten Aufständen und Rebellionen hat es seit den 20er Jahren nicht gemangelt - was fehlte und auch heute noch fehlt, um den Traum eines eigenen Staates zu verwirklichen, ist eine über die Grenzen hinausgehende Organisation und Koordination auf ein einheitliches Ziel hin. Bestes Beispiel, das in verschiedenen Diskussionsbeiträgen immer wieder auftaucht, ist die Lage der Kurden vor dem Hintergrund des Golfkrieges. Die iranisch-irakische Grenze teilt das südliche Kurdistan ziemlich genau in der Mitte.

Die Kriegserklärung des Irak an den Iran wäre aus der Sicht der Kurden eine einmalige Chance gewesen, den ihnen aufgezwungenen staatlichen Rahmen zu sprengen. Bekanntermaßen wurde die Chance vertan - ein Unisand, für den kritische Stimmen unter den Kurden durchaus die Uneinigkeit und Konkurrenz verschiedener Befreiungsbewegungen verantwortlich machen.

Langfristige Emigration

Angesichts dieser Situation war es schon ein erfreuliches Zeichen, daß in Dortmund nahezu alle kurdischen Organisationen vertreten waren und auch konstruktiv miteinander diskutierten. Dabei verlagerte sich das Gespräch immer mehr weg von der politischen Diskussion über die Situation im „Heimatland“ hin zu den Fragen des Exils und der Emigration. Ursache dafür ist die sich stärker durchsetzende Erkenntnis, daß der ursprünglich als kurzfristiges Exil - sei es als angeworbener Gastarbeiter oder als politischer Flüchtling - gedachte Aufenthalt in Westeuropa sich zusehends mehr in eine langfristige Emigration umwandelt. Ein Ausdruck dieser Erkenntnis ist das oben erwähnte kurdische Institut in Bonn, eine Folgegründung des ein Jahr früher entstandenen kurdischen Instituts in Paris. Die Intention dieser Institute ist vor allem die kulturelle und soziale Betreuung der in Europa lebenden Kurden, ein Versuch, einen ersten Ansatz für das zu schaffen, was andere Staaten über ihre ausländischen Vertretungen herstellen. Dr. Kendal Nezan, Physiker und Präsident des Instituts rechnet dem Auditorium einmal vor, wieviele Kurden eigentlich bereits in der europäischen Diaspora leben. Angefangen von fast 400.000 Kurden in der BRD, über die dann jeweils kleiner werdenden Gruppen in Frankreich, Holland, Österreich, Belgien, Schweiz und Skandinavien, leben mehr als eine halbe Million Kurden allein aus dem kurdischen Teil der Türkei in diesen Ländern.

Am weitestgehenden als eigene Volksgemeinschaft anerkannt sind die Kurden in Skandinavien. Es gibt kurdischen Sprachunterricht via TV und mehrere schwedische Volksbücher wurden ins Kurdische übersetzt. Auch in Frankreich hat sich mit Amisakrit der Regierung Mitterrand die Situation spürbar verbessert. Nicht zuletzt durch Gelder aus dem französischen Kultusministerium ermöglicht.

„Differenzen unerwünscht“

So konzentrierte sich die Debatte dann darauf, wie auch in der BRD - mit dem überwiegenden Anteil der kurdischen Emigranten - eine mit Schweden vergleichbare Situation herbeigeführt werden könne. Eine Podiumsdiskussion, an der Vertreter der Bundestagsfraktionen der SPD und der Grünen teilnahmen, brachte zwar ein Fülle von Anregungen, allerdings kaum Möglichkeiten der Realisierung. Die Versprechungen des SPD-Mannes stießen zurecht auf tiefe Skepsis, da die Regierungspartei SPD nicht die kleinsten Konzessionen gemacht hatte. Über die Ursachen brauchte nicht lange gerätselt zu werden. In dankenswerter Offenheit hatte z.B. der Regierungspräsident von Arnberg in Nordrhein-Westfalen die Verantwortung für die großen deutsch-englischen Kurdenfestivals bereits 1979 darauf hingewiesen, daß eine „Differenzierung türkischer Staatsangehöriger nach kurdischer und nicht-kurdischer Herkunft“ unerwünscht ist. Insbesondere „im Falle des NATO-Mitglieds Türkei“ wurde ein: solche Forderung separatistischer Bewegungen, „dem deutschen Sicherheitsinteresse zuwiderlaufen“. An dieser Einschätzung, die über das Bundesinnen- und -außenministerium lanciert wurde, welche wiederum auf Beschwerde der türkischen Botschaft aktiv geworden waren, hat sich bis heute sicher nichts geändert. Wie ein Vertreter der kurdischen Exilorganisation „Komkar“ betonte, lehnten der WDR und das ZDF noch im letzten Jahr mutmaßlich gleichlautender Argumentation kurdische Sendungen auch dann noch ab, nachdem ihnen „Komkar“ eine entsprechende Forderung, die von 20.000 Kurden unterschrieben war, vorgelegt hatte. Solange die Kurden von der bundesdeutschen Öffentlichkeit nicht stärker unterstützt werden, wird sich an dieser Situation auch nichts ändern.

Jürgen Gottschlich

UNE NOUVELLE DE HASSAN MELA ALI QIZILJI

LES murs fraîchement crépis, les trois fenêtres lavées avec soin, le *diwakhana* (1) avait été meublé et de beaux tapis déroulés sur le sol. On n'avait cependant pas jugé utile de faire beaucoup de frais pour l'office. Il ne fallait pas s'attendre à ce que les aghas, avec leurs serviteurs, y fassent halte très souvent pour y être reçus, les uns au salon, les autres à l'office. Il faut dire que Mirzarahman, commerçant de Sablagh, Mahabad, était un agha de fraîche date... seulement depuis qu'il avait arraché le village de Qajir aux fils de Hama Salehkan, en échange de leur dette et de ses intérêts.

Agha Mirzarahman n'appartenait ni à une tribu ni à un clan. Il n'était pas non plus issu d'une grande famille ni propriétaire terrien. Bien qu'à l'heure actuelle il fût plus riche que tous les propriétaires des environs, les aghas de Daibokri et les *beg:adé* des Faizullabegi n'en continueraient pas moins à le considérer comme un marchand d'étoffes de Sablagh : il n'était pas de leur rang. De plus, agha Mirzarahman n'était ni assez bon cavalier ni assez habile chasseur pour être admis dans leur cercle et avoir l'honneur de leur visite, de temps à autre, après une partie de chasse... Le seul univers sur lequel agha Mirzarahman avait régné jusqu'à présent était sa femme *khanim*, le cuisinier de la maison et l'apprenti qui le secondait dans la boutique.

Promu aujourd'hui propriétaire terrien, il a sous son autorité soixante à soixante-dix familles paysannes. « Je ne vaudrais pas moins qu'eux, se dit-il. Malgré mes origines citadines, de Sablagh, et de vendeur d'étoffes, me voilà maintenant un vrai propriétaire terrien. J'exerce autorité légale sur tout le village et j'en suis maintenant le personnage le plus puissant. Il me faut donc ouvrir un *diwakhana* pour impressionner les paysans et mettre fin aux railleries des aghas et des *beg*. »

Et il aménagea le *diwakhana*. Il embaucha deux palefreniers et un *chaychi*, recommanda que l'on mette quelques tapis dans l'office, dressa une grande et lourde table sur laquelle furent disposés un samovar, une théière de porcelaine rouge, une ou deux douzaines de verres à thé, des soucoupes, un plateau pour les verres à thé, des sucriers, des boîtes à thé, des pincettes à charbon, des soufflets, des seaux, du charbon de bois et bien d'autres choses...

Le *mollah* du village, les sages, les *kokha* de Qajir, deux par deux ou par petits groupes, vinrent souhaiter la bienvenue et féliciter le nouvel agha. Ils n'arrivaient jamais les mains vides : qui apportait un chevreau, qui un pot de beurre, qui une jarre de fromage, ou une poule, ou quinze à vingt œufs...

Quand il se vit comblé de toutes ces largesses, agha Mirzarahman enfla de plaisir. Il gonflait par couches successives et bientôt n'eut plus de place sous la peau pour la moindre couche supplémentaire... Avec des gestes d'agha et de *beg*, il criait :

- Holà ! Il y a quelqu'un ?
- Oui, oui, agha !
- Apportez du thé !

Le *chaychi* versait le thé dans un beau verre à thé, le déposait sur un petit plateau qu'un serviteur portait au *diwakhana*. Il le plaçait devant le visiteur assis le plus près de l'agha, puis repartait chercher un autre plateau de thé. Il n'était pas question de se conduire comme si l'on était dans un *chaykhana*, où l'on vous présente deux à trois verres de thé à la fois ! L'usage, dans les *diwakhana* des aghas et des *beg* est très strict : on ne sert qu'un seul verre de thé à la fois.

Rasu avait déjà été *chaychi* dans des *diwakhana*. Le cérémonial du thé lui était familier. Bien avant le lever du jour, il chauffait le samovar et ne le laissait s'éteindre que très tard dans la nuit, lorsque tout le monde était couché. Tout au long de la journée et une partie de la nuit, quand l'agha réclamait le thé, Rasu le versait sans perdre une seconde. Jamais de retard, sous aucun prétexte...

QUELQUES mois passèrent ainsi. Agha Mirzarahman s'initiait aux manières des aghas. Il découvrit que les paysans étaient faciles à vivre, qu'ils se conformaient aux instructions données. Si bien qu'un jour il décida que le cérémonial du

Le thé du diwakhana



(Dessin de Youssef Salih)

(1) *Diwakhana*, « salle d'audience », vieille institution et marque spécifique de l'aristocratie kurde. Plus la salle, est grande et le nombre d'invités importants, plus les aghas (titre réservé jusqu'aux chefs de tribus) possèdent d'influence et de rayonnement.
Beg:adé, « fils de *beg* », titre de noblesse.
Chaychi, personne en charge du service du thé.
Mollah, dignitaire religieux.
Kokha, maire d'un village.
Chaykhana, salle de café.
Sofi, mystique.
Toman, monnaie persane, environ 1,50 franc. Le *grana* est le dixième d'un *toman*, le *chayri*, le centième d'un *grana*.
Doyur et *chafrem*, soustraites de poivre.

thé n'avait plus sa raison d'être. Fini le temps des cadeaux de bienvenue et des étrennes ! Les paysans ne venaient au *diwakhana* que pour y déverser leurs plaintes... le bœuf de *sofi* Rahim piétine le champ de Hama Karim... la période d'irrigation du champ d'un tel a été détournée en faveur de tel autre, et maintes et maintes affaires de

Hassan Mela Ali Qizilji est né en 1914 à Turujan (Kurdistan d'Iran). Il a participé à la création de l'éphémère République kurde de Mahabad (1946). Après la chute de la République, il se réfugie en Irak, où il publie des nouvelles dans diverses revues kurdes. La plupart ont été traduites en arabe. Il s'exile ensuite en Bulgarie. Au lendemain de l'effondrement du régime du chah, il revient dans son pays natal. Il est arrêté et est actuellement emprisonné à Téhéran.

« Le thé du *diwakhana* » est extrait de *Mémoires du Kurdistan*, anthologie de la littérature kurde réalisée par Joyce Blau, à paraître en juillet aux éditions Findakly, 11, avenue Jean-Aicard, 75011 Paris (préface de Maxime Rodinson).

Peintre et dessinateur, Youssef Sahih, né dans le Kurdistan irakien, vit actuellement à Paris. Ses œuvres ont été exposées à l'Institut kurde de Paris, dans le cadre d'une exposition consacrée aux peintres kurdes du 3 au 26 novembre dernier.

cette sorte... Pour des causes aussi peu rentables, est-il bien nécessaire d'offrir encore du thé à tout ce monde ?

Un beau soir, agha Mirzarahman, resté chez lui, réfléchissait à ses affaires. Toutes ses facultés étaient centrées sur la solution à apporter au problème du thé. Il se disait : « Voilà à quoi toute leur intelligence a mené ces aghas et ces *beg*, pourquoi, écrasés de dettes et des intérêts de celles-ci, ils voient leurs biens fondre au soleil ! Dans nos boutiques, quand un client passe une commande de tissus pour cent ou deux cents *toman*, nous faisons un bénéfice de deux *giran* par *toman* et notre profit s'élève à 20 %... C'est alors que nous offrons le thé. Ici, aujourd'hui, un bonhomme s'amène pour dire que *sofi* Rahim a été lésé, et je lui fais donner du thé ? C'est tout à fait stupide ! »

Khanim interrompit les réflexions de son époux pour annoncer :

« Agha, il ne reste plus de sucre et de thé que pour deux ou trois jours encore. Il faut envoyer quelqu'un en acheter à Bokan avant qu'il ne soit trop tard. »

« Comment, s'écria l'agha, tout est déjà épuisé ? J'en ai acheté tout récemment. »

« Est-ce bien toi qui parles ainsi ? dit Khanim. Tu te crois encore en ville ! Nous consommons aujourd'hui, en quinze ou vingt jours, plus de sucre que durant toute une année en ville. A ce rythme, en moins de deux ans, nous aurons dilapidé le profit que nous avait valu notre commerce. Et pas question de repartir pour la ville, nous n'en avons plus le courage ! »

Agha Mirzarahman savait bien que sa femme avait raison, mais il ne voulait pas l'admettre.

« Khanim, n'oublie pas une chose capitale : nous ne sommes plus des commerçants de Sablagh, nous sommes des aghas, des propriétaires terriens, du même rang que ces aghas ou ces *begzade*. La noblesse requiert de la fortune, comme disaient nos ancêtres. Voilà pourquoi il faut que notre porte soit grand ouverte, que nous ayons un *diwakhana* et que la table y soit dressée... Il y va de notre réputation ! Le grain n'a pas encore germé. Laissons-lui le temps de mûrir, et tu connaîtras alors les avantages de la propriété : près du quart des revenus de ce village, avec ses soixante ou soixante-dix familles, est à nous. La propriété vaut mieux qu'un trésor puisqu'elle est intarissable. »

KHANIM était silencieuse. Mirzarahman se disait en lui-même : « Soit, la propriété est un trésor, mais les comptes sont les comptes ! A-t-on jamais vu, au bazar, un commerçant, fût-il millionnaire, faire cadeau d'un *chayi* ? D'accord, je ne suis pas comme ces aghas et ces *beg* qui ont acquis leurs biens sans effort. Ma fortune est le fruit de ma peine, le sang de mes veines, amassée *giran* par *giran*, *chayi* après *chayi*... Si ce *diwakhana* avait été un simple *chaykhana*, en ville, au lieu de perdre de l'argent chaque jour, on aurait pu faire un beau profit. Après avoir payé le *chaychi*, les serveurs, il resterait un bénéfice... Il faut trouver une solution à ce problème : si je ferme le *diwakhana*, cela n'empêchera pas les paysans de venir... Ils continueront de se plaindre et de se lamenter... et cela en présence de ma femme et de mes enfants... Non, ce n'est pas possible ! Il suffirait que je fasse ranger le samovar et les accessoires de thé pour qu'un personnage influent arrive à l'improviste ! Comment faire alors pour ressortir le tout ? Non seulement les paysans me mépriseraient, mais je deviendrais la risée des aghas et des *beg*... »

Tout à coup, le visage d'agha Mirzarahman, comme celui d'un philosophe aux prises avec un problème inextricable et soudain inspiré, s'illumina. Un sourire de bonheur sur les lèvres, il s'exclama :

« Khanim, tout va bien. Demain, j'enverrai quelqu'un acheter du thé et du sucre. Nous ferons attention. »

Le lendemain, comme à son habitude, il se rendit au *diwakhana*. Une ou deux personnes l'y attendaient déjà. Il demanda à Rasu d'apporter du thé. Ils burent ensemble, discutèrent de leurs affaires. Lorsqu'il fut à nouveau seul, agha Mirzarahman fit venir Rasu et lui dit :

« Mon fils, mon petit... Dorénavant, chaque fois que je te demanderai du thé, il ne sera plus nécessaire de le faire sur-le-champ. Tu diras, par exemple, il n'y a plus de sucre, je dois aller en chercher à la maison... Une autre fois, tu diras : il n'y a plus de thé, ou encore : je viens à peine de remplir le samovar, et l'eau n'a pas encore bouilli... Enfin, trouve une excuse chaque fois que je demanderai du thé. »

« Bien, agha. Certainement. »

A partir de ce moment-là, le thé et le sucre devinrent denrées rares, sacrées, inaccessibles, introuvables... Rasu n'avait plus qu'à se reposer. Ses fonctions de *chaychi* se limitaient à annoncer : « Il n'y a plus de sucre, il faut aller en chercher à la maison... Je viens de remplir le samovar... Il faut que j'aille chercher du thé... L'eau est encore froide... »

Pendant quelque temps, agha Mirzarahman fut rassuré au sujet du sucre et du thé. Rasu continuait à dire : « Oui, agha... » ou quelque chose comme ça. Rien de plus.

UN jour, vers midi, les chiens se mirent à aboyer plus fort que d'habitude. Des étrangers arrivaient au village. Agha Mirzarahman se mit à la fenêtre du *diwakhana* et aperçut une demi-douzaine de gendarmes montés sur la place du village. Celui qui était en tête n'était pas armé et paraissait être l'officier de l'escouade. Agha Mirzarahman dépêcha Rasu à la maison pour annoncer l'arrivée des gendarmes et demander de leur préparer une collation. Lui-même, accompagné de ses serviteurs, descendit à leur rencontre. Il demanda aux paysans qui se trouvaient là de prendre soin des chevaux. L'officier et les gendarmes mirent pied à terre. Agha Mirzarahman leur fit mille politesses et s'effaçant devant eux, les invita au *diwakhana*. Pendant le trajet, il se creusait les méninges pour retrouver les quelques mots de persan qu'il avait appris dans son

enfance afin de leur souhaiter la bienvenue et leur faire des compliments. Mais subitement son front se dérida et un large sourire illumina son visage. L'image d'un homme ravi par une présence très bienvenue. De temps à autre, comme un bœuf de trait malade de la fièvre aphteuse, sa langue s'enroulait dans sa bouche et ses lèvres se pinçaient, des mots en persan en sortaient, inarticulés, saccadés, incohérents... Il essayait de faire comprendre à l'officier que ses aïeux n'avaient pas l'habitude de se nourrir de *donne* et de *chelume*, qu'ils n'étaient pas inférieurs aux Persans de Kachan. Il répétait sans cesse : « Soyez les bienvenus, soyez les bienvenus... Vous m'honorez de votre présence. Je suis votre serviteur. »

En même temps, il dit à Rasu :

« Apporte-nous du thé. »

« Agha, répond Rasu, il n'y a pas de sucre. Il faut que j'aille en chercher à la maison. »

« Sincèrement, ajoutait agha Mirzarahman en se tournant vers ses hôtes, si vous ne veniez pas de temps à autre au village, les malfaiteurs, les voleurs, les bandits emporteraient tout... »

A Rasu :

« Rasu, dépêche-toi, apporte le thé. »

« Agha, il n'y a plus de thé. Je vais en chercher chez votre femme... »

« Oui, oui, votre Grâce, si vous n'étiez pas là pour surveiller le pays, si de temps en temps vous ne nous honoriez pas de votre visite, les paysans se soulèveraient et ne nous obéiraient plus. Seule la crainte des autorités les retient. Ils ne craignent même pas Dieu... Rasu, le thé ! Dépêche-toi ! »

« L'eau est froide ! répondait Rasu. Le samovar n'est pas assez chaud. »

A ce moment-là, l'officier échangea un regard d'intelligence avec un des gendarmes. Il semblait dire : « Ce bonhomme débite des fadaïses et je commence à croire qu'il n'a pas l'intention de nous offrir la moindre tasse de thé. » L'expression de l'officier saisit agha Mirzarahman aux tripes. Il savait que pour les gendarmes rien n'est plus facile que de trouver un prétexte pour des tracasseries : sortir de la pièce pour enfouir une douzaine de cartouches dans un trou de mur, ou dans la mangeoire de l'écurie, ou au beau milieu d'une botte de paille... On ordonnerait une perquisition et on découvrirait les cartouches ! Il faudrait alors le prix de trois à quatre années de sucre et de thé pour se tirer d'affaire.

Soudain, comme s'il venait d'être mordu par un serpent, agha Mirzarahman bondit vers l'office et dit, en maîtrisant sa voix :

« Fils, Rasu... Dans quel malheur es-tu en train de nous entraîner ? Qu'est-ce que c'est ? Le sucre et le thé sont là ! Sers le thé, mon ami, le thé... le thé... Je t'en conjure. Je te le jure, par Dieu, je te parle tout à fait sérieusement, je t'en fais le serment... Sers le thé... le thé ! »

(Traduction de Joyce Blau)

Iraq and the Kurds

Near to a breakthrough

from Thomas Stauffer *Vienna*

The final stages of a new peace agreement between Saddam Hussein's government and Kurdish insurgents is now being hammered out in the fourth - and perhaps final - round of negotiations in Baghdad, its outcome could materially affect the course of the Iraq-Iran war. The agreement, now hinging only upon minor issues, promises substantive autonomy to Iraqi Kurdistan, but also affects the geopolitical balance between Iran and Iraq and hence is actively opposed by the ayatollah's government. If the autonomy talks succeed, Iraq can withdraw sizable forces from the Kurdish areas and redeploy them against the Iranians, a critical consideration given Iran's massive manpower advantage.

The terms of the agreement are in part simply *de jure* concessions to reality, but they also involve major transfers of authority which would offer Iraq's Kurds more political rights than are enjoyed by Iraq's Arab population. Iraq has, significantly, agreed to financial autonomy for the Kurdish region, paralleling the political autonomy. Baghdad will assign one-fourth of the country's non-military budget, including - implicitly - a proportionate share of the oil revenues, for disbursement by the local Kurdish legislative council. This is approximately the region's pro rata share based on its population, and the parties are silent concerning the Kurds' prior claims to "Kurdish" oil in the north.

It is unclear how the council of the autonomous region will be designated - by the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) or through some form of election - but guerrilla units now responsible to the PUK will be re-mobilised as the "People's Militia" and their designation of "Pesh Marsa" will be abandoned as a sign of recon-

ciliation. They will remain under the sole authority of the local legislative council and will be permitted to retain even their heavy weapons, including artillery and rocket launchers.

The region will enjoy full internal autonomy and Kurdish cultural institutions and publications, suspended for almost the last 10 years, will be permitted to reopen. Bilingualism - equal status for both Kurdish and Arabic - is promised within the autonomous region.

The autonomous region includes the strategic province of Kirkuk, significant because it straddles the key transportation routes to the north, including the road lifeline to Turkey, and also the major oilfields which are still in production, after the closure of Rumaila and other fields in the south. A major breakthrough involves the status of the city of Kirkuk itself. This had stymied earlier negotiations, but the Kurdish and Iraqi teams agreed that the city and its immediate environs will be jointly administered by representatives of the local Arab, Kurdish, and Turkoman populations. The status of the city vis-à-vis the central government in Baghdad, however, remains unclear; it might become its own governorate.

One has a certain sense of déjà vu because rather similar terms were granted by Iraq in 1970, only to founder almost immediately in new rounds of fighting. But circumstances now are different. First, the ceasefire agreed upon last December is still holding, marred only by occasional incidents; second, the Iraqi army now is "war-weary and must concentrate its forces against Iran", in 1970 it was militarily fresh and unblooded. Several obstacles do remain. Iraq wants to retain the key towns of Dokan and Surdash and is reluctant to allow Kurdish peasants, who had earlier been resettled in the south away from their home villages on the Turkish border, to return. The PUK imputes this resistance to growing

mai-juin 1984

pressures from Turkey.

Both Turkey and Iran view a viable peace between the Iraqi government and the Kurds as a serious threat. Ironically, Ayatollah Khomeini's Islamic government finds itself bound to continue the identical policy of the shah, hearkening back to the early 1960s and the three-way Iranian-Israeli-Kurdish axis. One Kurdish splinter group, led by the son of the late Mustafa Barzani, is now based in Iran near Urumia and is allegedly again receiving financial and logistic support from the Khomeini government.

Turkey, along with Iran, is manoeuvring to undercut any settlement because Kurdish autonomy is a dangerous and most unwelcome precedent vis-à-vis its own large Kurdish population. Unrest is rife in the Kurdish areas of Eastern Anatolia, and, more ominous yet, Kurdish nationalists make up a large part of the volatile *secekondu* (slums) in all of Turkey's cities. Turkish fears were not reduced by statements that the PUK, once ensconced in its own region, intend to support fraternal independence movements elsewhere.

Turkey can exercise real leverage over Iraq, which depends upon Turkey for its sole oil export pipeline (Kirkuk to Iskenderun) and also for its major road transport link to Europe. Turkish pressures include energetic demarches, as well as recent deep border raids. On the other hand, Turkey, strapped for cash, cannot easily jeopardise the transit revenues it earns on truck traffic to Iraq, nor the soft currency oil it gets from Iraq, and the power balance is obscure.

The PUK, which claims to represent the bulk of Iraq's Kurds and which is the sole counterpart of Saddam Hussein's negotiators, is optimistic that the accord will be signed, although Iraq wants to downplay any subsequent publicity. It is concerned that Ba'athists and other Arab nationalists will accuse it of having sacrificed an Arab birthright.

Le Kurdistan iranien bombardé par l'Irak

On dénombrait hier plusieurs centaines de morts

Un bombardement de l'aviation irakienne, le premier depuis plus d'un mois contre une ville d'Iran, a fait 600 tués et blessés, selon un bilan provisoire à Baneh (Kurdistan iranien), tandis que l'Arabie Saoudite a annoncé que son aviation avait abattu un « objectif aérien » au-dessus de ses eaux territoriales. Après le bombardement de Baneh, l'Iran a annoncé des représailles contre onze villes irakiennes. Un communiqué de l'état major iranien, cité par la radio, a demandé à la population de onze villes de l'est de l'Irak d'évacuer « au plus vite » ces cités. Aussitôt après, un porte-parole militaire irakien, cité par l'agence « Ina », a menacé, hier de représailles contre quinze villes iraniennes au cas où les villes irakiennes seraient attaquées par l'Iran.

Rassemblés sur une place

A 10 h 30 locales (7 heures

GMT), les bombes irakiennes sont tombées en huit points différents à Baneh, notamment sur une place où la population était rassemblée pour écouter un discours, a indiqué un représentant des autorités de Sanandaj, capitale du Kurdistan iranien. Des incendies ont éclaté dans la ville, privée d'électricité et de téléphone. De très nombreux blessés ont été transférés par hélicoptères de l'armée vers Sanandaj.

Baneh est située à quelques kilomètres de la frontière avec l'Irak, au sud-ouest de Saqqez. Elle a déjà été bombardée plusieurs fois au cours de cette guerre, mais cette attaque semble la plus meurtrière qu'elle ait connue. Les habitants célébraient, comme le reste de l'Iran, le 21^e anniversaire des manifestations provoquées, le 5 juin 1963, par l'arrestation de l'ayatollah Ruhollah Khomeiny par la police du shah.

Le bureau de l'ayatollah a

indiqué que ce dernier avait adressé à cette occasion un message aux combattants du front, affirmant que « le 5 juin est une journée historique ».

« Le 5 juin : journée historique »

Le bureau de l'imam Khomeiny a démenti que cette phrase soit un signe du déclenchement hier de l'offensive irakienne attendue sur le front sud. Les observateurs notent toutefois qu'il est exceptionnel pour l'ayatollah Khomeiny de s'adresser directement aux combattants et constatent, autre fait inhabituel, que son message n'a pas été rendu public par les médias iraniens. Ils rappellent que jusqu'ici les forces iraniennes n'ont jamais attaqué dans la journée, préférant lancer leurs opérations durant la nuit pour éviter les bombardements de l'aviation irakienne.

Un avion abattu par la chasse saoudienne

Au même moment, le ministre saoudien de la Défense annonçait qu'un « objectif aérien » avait été abattu par la chasse saoudienne au-dessus de l'espace aérien saoudien. Il s'agissait probablement d'un avion iranien, estiment les observateurs à Téhéran.

Lundi, le président iranien Ali Khamenei avait brandi la menace de « représailles » à la suite de l'attaque d'un pétrolier turc par l'Irak.

C'est dans ce contexte particulièrement tendu que s'est achevée la visite de 24 heures à Téhéran d'un émissaire algérien, le président de l'Assemblée nationale Rabah Bitat. Il a quitté la capitale iranienne après avoir remis un message au président Chadli Benjedid au président Khamenei et s'être longuement entretenu, lundi soir, avec l'ayatollah lam Hachemi Rafsanjani, son homologue iranien.



Les trois Français à l'aéroport de Vienne. A l'extrême gauche Yves Moi et Jean-Christophe Lefas, et à l'extrême-droite Robert Laurent

IRAK : LES OTAGES DES KURDES ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

Arrivés hier en Europe, les trois techniciens français détenus pendant près de huit mois ne se sont pas plaints de leurs « hôtes », au contraire

LIBÉRÉS par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), les trois techniciens français employés par Thomson pour la construction d'une station de radio, qui étaient gardés en otages depuis le 2 décembre dernier dans les montagnes au nord du Kurdistan irakien, sont arrivés hier à Vienne en même temps qu'un Autrichien et un Allemand de l'Ouest. Interrogés à leur descente d'avion par Christian Fillitz, journaliste au service ondes courtes de la radio autrichienne, ils semblaient certes soulagés d'être rentrés en Europe mais dépourvus de toute acrimonie envers ceux dont ils se sont déclarés les « hôtes » plutôt que les otages.

Leurs conditions de vie pendant ces sept mois et demi ? Les mêmes que celles des peshmergas (les combattants kurdes), qui les avaient enlevés alors qu'ils étaient al-

les se promener dans la montagne pour « faire des photos pittoresques ». Libres de leurs mouvements à l'intérieur du camp, ils partageaient la table frugale de leurs « hôtes » (essentiellement riz, pain, haricots et œufs) et avaient accès au hammam à volonté. Courrier et colis des familles étaient transmis, si bien qu'ils avaient livres et journaux, et on leur avait même prêté une radio. « Nous étions privilégiés par rapport aux détenus de droit commun qui, eux, étaient soumis à des travaux forcés », a conclu Robert Laurent.

« Les Kurdes vous ont-ils convaincus ? » demande Christian Fillitz. « Ah, il faut avouer qu'a priori, c'est sympathique », répond tout de go Yves Moi, approuvé par les deux autres. Et de poursuivre : « Ce sont des gens qui ont été opprimés d'une manière épouvantable ; on a vu

par exemple des villages démolis, complètement dynamités. Les gens avaient été déportés dans des villages construits de manière totalement artificielle au sud de l'Irak. On nous a affirmé — et je pense que c'est vrai — que beaucoup de Kurdes habitués à vivre dans la montagne sont morts après avoir été ainsi transplantés dans le désert, avec la chaleur épouvantable. » Ont-ils eu peur ?

« Les messages de nos familles et des autorités, transmis par radio et par lettres nous ont aidés : ça montrait que la fourmière était en marche ! », répond Jean-Christophe Lefas qui signale pourtant qu'à plusieurs reprises, on a consigné les otages en prévision d'une attaque irakienne.

Bref, le phénomène classique, observé aussi bien en politique qu'en droit com-

mun, a joué et les otages, à force de partager la vie de leurs ravisseurs, ont fini par éprouver de la sympathie pour eux et comprendre leurs motifs. Opération réussie, donc, pour les Kurdes irakiens qui ont assorti cette « libération sans condition » d'un communiqué rappelant qu'elle était due à l'intervention du Vatican, de Georges Marchais et du gouvernement autrichien et appelant « tous les étrangers travaillant en Irak à ne pas pénétrer dans les zones d'opérations militaires du Kurdistan ». Comme en écho, Jean-Christophe Lefas s'exclamait hier à la radio autrichienne : « C'est quand même un peu fort de penser que tous les gens, ou à peu près, qui viennent en Irak ignorent tout du problème kurde. Et ce au point de pouvoir aller au Kurdistan se jeter dans la gueule du loup sans savoir même qu'il y a un loup ! »

LES RÉSISTANTS KURDES FACE A 150 000 SOLDATS IRANIENS

Le second front de l'imam Khomeiny

Reléguée à l'arrière-plan par la guerre du Golfe, la guérilla qui oppose quelque 15000 pechmergas kurdes à 150000 soldats de l'imam Khomeiny continue depuis le territoire de la révolution islamique en 1979. La lutte pour l'autonomie du Kurdistan iranien est un élément important du conflit qui oppose Téhéran à Bagdad. Le Docteur Bernard Kouchner, président de l'association Médecins du monde, qui rentre du Kurdistan, témoigne.

A portée de tir des katiouchas iraniennes, ils attendent l'offensive. Derrière leurs rochers, de Kermanschah à Rowanduz, à chaque aube nouvelle, ceux qui résistent à l'imam Khomeiny se préparent à une attaque massive. Le sort des armes entre l'Irak et l'Iran dépend aussi de ce peuple kurde oublié des Occidentaux et qui joue encore une fois son destin et une partie du nôtre. Qui succédera à l'imam et quel sera alors le régime politique de l'Iran ? Un séjour au Kurdistan, cette région montagneuse à la frontière de l'Irak où se trouvent regroupées, avec la complicité de Bagdad, les diverses résistances armées au régime de Téhéran, éclaire certains éléments de la réponse.

Fort de plus de quinze millions d'individus dispersés dans cinq pays, mais unis par une langue, une religion et des traditions communes, le peuple kurde forme une communauté délaissée par l'histoire. Sa revendication à l'autonomie complique encore l'imbroglio politique de la zone et pèse sur les stratégies d'un affrontement de quarante-six mois particulièrement meurtrier. On ne peut réduire ce conflit à ce que les Occidentaux nomment la guerre du Golfe et qui les alerte de manière aussi égoïste qu'éphémère.

Cent cinquante mille militaires iraniens sont bloqués au Kurdistan face aux rebelles. Encadrés par des membres de l'armée régulière, des pasdarans et des gardiens de la révolution, devenus depuis quatre ans des guerriers décidés, et surtout des bassidjes (volontaires), des paysans et des chômeurs enrôlés autoritairement, affrontent les résistants.

La tactique des généraux irakiens s'en trouve singulièrement facilitée : cet abcès de fixation leur permet de concentrer le gros de leurs efforts sur le sud du pays, là où les satellites d'observation américains ont détecté une concentration de quatre cent

par BERNARD KOUCHNER (*)

mille soldats iraniens. Le nouvel assaut est attendu en quatre points du front, notamment dans le secteur de Bassorah et dans la montagne kurde que protègent solidement les pechmergas.

Pourtant, il y a dix mois, les soldats de Téhéran ont repris, malgré de fortes pertes, le contrôle des villes et des routes du Kurdistan. Ils se sont enfoncés profondément dans les vallées et ont installé des fortins sur les sommets de ce qui fut, depuis la chute du chah, le premier territoire « libéré » iranien. La nuit n'est pas sûre pour les militaires, qui se retirent dans leurs abris, et la montagne redevient le domaine des pechmergas et de leurs alliés du moment. Qui sont ces Iraniens qui se battent contre l'imam Khomeiny ? La visite des trois camps établis dans le sanctuaire de la guérilla, en territoire irakien, montre qu'il s'agit de groupes bien différents.

Une barrière de bois gardée solennellement se lève, et nous pénétrons dans le « territoire libre » du Kurdistan administré par le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI). Une pagaille bon enfant, peu de signes extérieurs de respect, des militaires efficaces mais cordiaux, le goût du débat d'idées, le meilleur boudoir de la région et, parfois, un verre de whisky : le PDKI n'a rien d'un parti dogmatique. Majoritaire au Kurdistan d'Iran, c'est un mélange de vieux sages libéraux et de jeunes militants.

Les élections lui donnaient régulièrement plus de 60 % des voix.

Son origine remonte à l'éphémère République kurde de Mahabad, en 1946, et son idéologie l'incline plus vers une social-démocratie que vers un marxisme figé. Bien implanté dans le pays, administrant depuis longtemps avec mesure une large part de la vie quotidienne des villes et des villages — et surtout la justice, — le PDKI met en permanence l'accent sur la pratique démocratique : un bureau politique et un comité central qui ne se renouvellent et ne fonctionnent pas sur des majorités automatiques, des congrès qui se tiennent malgré les combats, une structure médicale (1), une radio qui émet trois fois par jour, des journaux et des textes théoriques.

Les événements ont contraint les très pacifiques dirigeants du PDKI à se doter d'une force militaire devenue très vite la première de la région avec ses douze mille volontaires. Ces pechmergas du PDKI sont, à notre connaissance, les seuls guérilleros du tiers-monde à proposer la démocra-

tie au sens le plus européen du terme. Ils expliquent inlassablement la signification de ce mot, aux dépens même de l'efficacité, et s'attachent sans cesse, dans chaque village, à appliquer ce concept aussi simple que révolutionnaire dans un tel environnement. Et cela malgré les difficultés du terrain et les rémanences du tribalisme.

Abdulahman Ghassemloou, secrétaire du PDKI, est un économiste formé à Prague. Ce libéral, tolérant les idéologies adverses si elles s'expriment sans opprimer, respectant la religion mais combattant le fanatisme, partisan de l'émancipation des femmes, vit actuellement avec son état-major et le bureau politique au Daftar, à deux heures de marche de la frontière. Une école de guerre, la prison et un hôpital fonctionnent tant bien que mal. La ligne politique du PDKI est limpide : « Démocratie pour l'Iran, autonomie pour le Kurdistan. » Pas de revendications aventuristes d'indépendance.

A cinq heures de marche du Daftar, l'ambiance change. Un drapeau rouge levé tous les matins à 6 h 30 sur des combattants respectueux et bien en ligne, des femmes touchantes et belles qui espèrent en l'égalité marxiste, des slogans entendus dans toutes les révolutions du monde : nous sommes dans les trois camps impeccables du Komala. Sous les portraits de Marx, Engels et Lénine, les dirigeants reprennent le discours léniniste traditionnel. Gênés par l'évolution du monde socialiste, ils affirment ne plus vouloir se donner de modèle.

Même Cuba ne fait plus recette. Les dirigeants du Komala et leur secrétaire général Ezedine affirment donc que tout doit être réinventé et s'attachent à construire une cinquième internationale. Le mouvement, qui aligne 2000 combattants, souhaite étendre son influence à tout le pays à partir de son implantation au Kurdistan. Son fondateur, Illakansadeh, né d'une grande famille kurde, est surnommé « Mohtadi ».

Les nombreux intellectuels de Téhéran venus les rejoindre dans les montagnes donnent à ces camps une atmosphère très particulière. Il y a surtout des femmes, convaincues que l'idéologie du Komala est un rempart contre les tendances traditionnelles à l'oppression des hommes en général et des fanatiques chiites en particulier.

Le Komala entend poursuivre après la victoire sur l'imam Khomeiny la lutte contre la bourgeoisie libérale représentée par le PDKI. Les militants du Komala reconnaissent néanmoins la nécessité de faire alliance avec les hommes de Ghas-

(*) Président de Médecins du monde.

Le second front de l'imam Khomeiny

semlou et mènent actuellement quelques opérations communes. En revanche, ils considèrent que les Moudjahidines du peuple, qualifiés de « petits bourgeois religieux », qui forment la troisième composante de la résistance armée, suivent et suivront la même voie oppressive que les mollahs de Khomeiny.

lotons d'entraînement. Leur attitude soumise laisse présager comment les moudjahidines pourraient conduire l'Iran de demain.

Dans ce camp, on se prépare à la guérilla urbaine en perfectionnant les mines personnelles et les explosifs originaux, comme la grenade logée dans un verre ou une bombe installée dans une seringue. Des

Ainsi les médecins, ayant recyclé des infirmiers qui suivent les unités de combat, demeurent en relation radio avec eux. Ces praticiens diffusent à distance, pendant toutes les interventions chirurgicales, des cassettes ayant servi lors de l'instruction.

Un accord lie les Moudjahidines du peuple au PDKI au sein du Conseil national de la résistance que M. Bani Sadr vient de quitter.

Quinze mille Iraniens, dont douze mille Pechmergas, est-ce suffisant pour défaire les troupes de Khomeiny ? Le prolongement de la guerre Iran-Irak, l'acharnement des deux belligérants, décideront aussi, pour une part, du sort de l'intégrisme musulman et modifient déjà notablement les rapports de forces dans la région. Le régime khomeiniste a produit un miracle : la lutte commune des deux organisations kurdes, majoritaires de part et d'autre de la frontière, sur un objectif politique clair : l'autonomie pour chacun des Kurdistan.

Pour avoir assisté à la rencontre entre M. Jalal Talabani, président de l'Union patriotique du Kurdistan irakien, hier encore hostile au régime de Bagdad, et M. Ghassemlou, nous pouvons témoigner de la rigueur du projet politique : assurer la protection de plusieurs centaines de kilomètres de frontière contre la reconnaissance de la personnalité du peuple kurde. Il s'agit, sans doute, de la chance historique des Kurdes et également d'une opportunité politique pour le gouvernement du président Saddam Hussein, qui joue la compréhension.

Le mariage de raison entre les revendications des Kurdes et les nécessités de la guerre engendrera-t-il après la fin des combats, les mêmes lendemains sanglants et les trahisons dont l'histoire de la région est coutumière ? La vie des groupes kurdes est un ballet de bravoure, d'obstination et de félonie, chacun s'appuyant régulièrement sur le pays voisin avant d'être trahi.

MM. Talabani et Ghassemlou en sont totalement conscients. L'Irak, seul des Etats de la région, a déjà sagement accordé une autonomie culturelle à ses populations kurdes. Actuellement, une négociation est engagée entre MM. Talabani et Saddam Hussein pour élargir cette autonomie. L'intermédiaire est M. Ghassemlou, l'homme qui, le premier, aura élargi le problème local kurde pour lui donner sa dimension régionale et une résonance internationale. Le conflit Iran-Irak, ce n'est pas seulement une guerre de pétrole.

BERNARD KOUCHNER.

(1) Deux organisations françaises, l'Aide médicale internationale et, plus récemment, Médecins du monde, y envoient régulièrement des équipes médicales et du matériel.



Des terroristes en tchador

Ils sont venus nous chercher à l'heure et un seul d'entre eux parle au nom de tous. En plein Ramadan, ils observent scrupuleusement le jeûne : on ne plaisante pas sur le chapitre de la religion dans le camp retranché des Moudjahidines du peuple, à trois heures de voiture du Daftar. Courtois mais très disciplinés, tels sont les hommes de M. Massoud Radjavi, leur chef réfugié en France après sa fuite en compagnie de M. Bani Sadr, dont le portrait est omniprésent. Ils interdisent aux femmes de participer aux réunions.

Les nombreuses combattantes portent en plein soleil le traditionnel tchador et figurent en queue des pe-

femmes encore, muettes sous le voile musulman, se spécialisent dans cette discipline terroriste où excellent les moudjahidines. Après cette démonstration, on comprend mieux la réponse du commissaire politique à notre question sur l'égalité des sexes : « Plus de 50 % de nos martyrs sont des femmes. Mais nous ne voulons pas bouleverser les traditions. Notre pays est profondément religieux. »

Bien implantés en Iran et surtout dans les villes, les moudjahidines ne sont pas très nombreux au Kurdistan : un peu plus de mille guérilleros répartis en quatre groupes principaux. L'entraînement, très sérieux, voire excessif, rappelle celui des « marines » américains. L'équipement électronique et les communications sont spécialement étudiés

MATCH

13.7.1984

AVEC CEUX QUI DÉFIENT

Dans les montagnes kurdes, un reporter découvre le repaire de 15 000 super-combattants

KHOMEINY



A la frontière nord-ouest entre l'Irak et l'Iran, dans les montagnes kurdes, sont aujourd'hui bases les trois principaux mouvements de résistance armée au régime de Khomeiny. Le photographe Jacques Pavlovsky a rencontré dans ce réduit inexpugnable les peshmergas du parti démocrate kurde iranien, les Moudjahidines du peuple et les marxistes-léninistes du Komala. L'ensemble de

leurs forces compte aujourd'hui 15 000 hommes et femmes qui immobilisent 150 000 soldats iraniens ici, au quartier général du Komala qui réunit des volontaires kurdes et iraniens, une femme s'entraîne à tirer à la mitrailleuse anti-aérienne. Le mouvement, d'environ 2 000 combattants, professe l'athéisme et la révolution pure et dure. Encadré par des intellectuels et des universi-

Le P.d.k.i.,
une véritable école militaire.
heures de marche du centre
central du parti, pour former soldats et
ici, un cours d'armement. En bas,
à g., transport d'un tube de canon de 100 ; au
centre, cours de formation
politique et administrative et, à dr., le menu
des combattants : le riz cuit
sur un feu de camp.

De cette base,
les "peshmergas" lancent
chaque jour des assauts
meurtriers

Dans les rangs du Komala les
femmes combattent avec les hommes. Une d'entre
elles s'entraîne à servir une mitrailleuse
anti-aérienne prise à l'ennemi. Chaque jour Khomeiny
est pendu en effigie. La discipline est
rigoureuse et tous les matins à 6 h 30 est hissé le
drapeau rouge du marxisme-léninisme.

taires formes dans le monde entier, il mêle la tradition de guerilla kurde à un encadrement idéologique rigoureux. Le Komala, qui se déclare indépendant de toutes les organisations communistes du monde, s'est heurté il y a deux mois, les armes à la main, à ses voisins du P.d.k.i. Mais il oublie aujourd'hui les querelles de doctrine pour accorder une priorité absolue à la chute de Khomeiny

Ils avaient perdu, pendant l'été 1983, le contrôle de leur région « libérée » en Iran : les Kurdes iraniens du P.d.k.i. se sont repliés dans le Kurdistan Irako-iranien, au sud-est de leur ancienne capitale, Mahabad. Leur chef, Gassemlou, a rencontré récemment Talabani, leader d'un des deux mouvements kurdes irakiens, qui négocie actuellement son autonomie avec Saddam Hussein. Ainsi, par l'intermédiaire de Talabani qui contrôle les montagnes à l'ouest, les Kurdes iraniens s'assurent la neutralité de Bagdad sans réellement s'allier à l'Irak et donc sans être trahies à l'Iran. Les 12 000 peshmergas de Gassemlou réalisent chaque jour, contre les hommes de Khomeiny, des coups de main meurtriers en multipliant les incursions sur leur ancien territoire où ils restent maîtres de la guérilla. Le P.d.k.i. s'est allié avec les Moudjahidines du peuple, ses voisins, pour y créer un conseil national de la résistance.

Ces femmes-moudjahidines en Tchador ont juré d'abattre l'Ayatollah

Chez les Moudjahidines du peuple, les femmes marchent et s'entraînent sans se mêler aux hommes. Elles portent la tenue habituelle jusqu'au pas de jir (en b. du centre). Un combattant (en b. à g.) s'entraîne à poser une mine anti-personnel en bois, fabriquée sur place.



Fascinés par ce réduit montagneux inaccessible où ils peuvent s'entraîner à l'abri de la police et de l'armée de Khomeiny, mille Moudjahidines du peuple iraniens sont venues y établir leurs bases arrière. Les troupes de Massoud Radjavi, exilé à Paris depuis sa fuite de Teheran en compagnie de Bani Sadr, sont de redoutables adversaires de la tyrannie du régime. Retranchées dans le Kurdistan, jeunes femmes et jeunes gens moudjahidines sont formés à la guérilla urbaine. Un enseignement extraordinairement efficace si l'on songe aux innombrables et spectaculaires attentats montés par eux à travers l'Iran. Autant les Kurdes, à leurs côtés, sont tolérants à l'égard de la religion, autant les moudjahidines sont croyantes et respectent scrupuleusement le Coran. En plein Ramadan, ils s'astreignent à des parcours du combattant harassants et ne boivent pas une goutte d'eau avant le coucher du soleil.

"J'ai vécu dans le sanctuaire des trois quérillas"

C'est devenu le repaire et le sanctuaire de tous ceux qui, en Iran, ont pris les armes contre Khomeiny. C'est le cauchemar de l'Ayatollah, la marmite de tous les diables qui déchaine l'anathème de Teheran. A cheval sur la frontière nord-ouest avec l'Irak, la région est depuis toujours le théâtre de la résistance kurde et chaque pierre y jalonne l'histoire d'une guérilla ancestrale. Depuis sept mois les trois principales organisations de lutte anti-khomeinistes se partagent le terrain : les Kurdes du parti démocrate kurde iranien dirigés par Abdelrahman Gassemlou, les Moudjahidines du peuple de Massoud Radjavi et le Komala, parti marxiste leniniste fondé par le Kurde Mohtadi qui recrute dans l'ensemble de la population iranienne.

Pour arriver dans cette étrange fédération montagnarde de toutes les subversions contre l'inquisition khomeiniste, les déplacements se mesurent en jours de marche et malgré l'exiguïté du territoire, il est évident que toute pénétration pose d'insolubles problèmes à d'éventuels assaillants. Curieusement, ce pays de guerres incessantes est devenu une formidable réserve naturelle. En 1974, les Kurdes irakiens, lâches du jour au lendemain par le Shah qui les soutenait, y avaient subi une cruelle défaite. La population civile avait été évacuée, les puits avaient été cimentés et tout intellectuel qui s'aventurerait dans le no man's land était immédiatement fusillé s'il était pris par les forces de Bagdad. Alors, la nature a repris ses droits. Et quand, il y a sept mois, Bagdad a assisté sans broncher à l'implantation des Kurdes iraniens, les peshmergas ont trouvé là, dans les montagnes, des ressources en gibier et en produits sauvages qui assurent leur survie. La réserve de la nature est devenue celle des trois quérillas. Le P d k i, de Gassemlou représente la plus forte implantation : 12 000 peshmergas ont installé la leur « Daffar », siège de l'état-major, du comité central et du bureau politique. L'accès du terrain est symboliquement fermé par une barrière qui marque la frontière de la liberté. A huit heures de marche, près de Qal'at Diza, ils entretiennent une antenne sanitaire et un hôpital mobile avec l'assistance de médecins français de l'Aide médicale internationale. Il faut souvent de deux à quarante-cinq jours pour acheminer les blessés à dos de mulet. Les hommes arrivent avec les os consolidés de travers et les médecins doivent recasser les membres pour réduire les fractures. Beaucoup meurent en route. Parmi ceux qui ont pu être sauvés, vingt ont été évacués vers l'hôpital Henri-Dunant à Paris. Ici, les hommes, nourris de rations minimum de thé et de riz, portent dans leur chair les traces d'années de lutte. J'ai rencontré un peshmerga de 18 ans qui avait déjà été blessé sept fois, il avait un genou immobilisé, un poignet mort, des éclats de

grenade qui se promenaient dans sa tête. Il demandait à être soigné vite pour repartir au combat.

Les Kurdes naissent avec une Kalachnikov et apprennent très tôt à s'en servir. Les autres armes ont été prises à l'ennemi. A dix heures de marche du « Daffar », l'école militaire forme des spécialistes et les cadres qui acquièrent quelques notions de secours.

La subsistance des prisonniers iraniens, très nombreux, pose un problème considérable. Ils sont parfois libérés faute de nourriture et certains, par peur d'être renvoyés au front, commencent à prendre le maquis. Les peshmergas du P d k i qui se battent avant tout pour une reconnaissance de la nation kurde, ont une vieille tradition de démocratie et sont parfaitement tolérants sur le plan religieux. Ils ont toujours vécu dans la guérilla et ignorent la hiérarchie formelle. Leurs chefs se revelent au combat. A partir du « Daffar », leur radio qui émet trois fois par jour en langue kurde, a protesté récemment contre le massacre de la population civile de Baney, pilonnée par les bombardements irakiens. Tolérés par Bagdad qu'ils soulagent sur le front nord, ils refusent un alignement inconditionnel sur l'Irak.

A quelques jours de marche, je découvre le camp du Komala, devenu « Parti communiste iranien ». Ici, la doctrine se réclame du marxisme-leninisme pur et dur, le mouvement ne se reconnaît aucun modèle et rêve de la création d'une 5^e internationale. A six heures trente précises sont hissées les couleurs, ou plutôt la couleur, un drapeau rouge ne portant ni sigle ni emblème. Discipline de fer, formation doctrinale intensive, athéisme farouche, look intellectuel style commissaire du peuple. Au départ, le mouvement était kurde. Le fondateur, Illekhsadeh, qui signifie en kurde « chef de tribu », a préféré faire oublier les origines féodales de son autorité en se faisant appeler Mohtadi et a été rejoint par les groupuscules révolutionnaires iraniens. Ils sont environ 2 000. Leur radio très puissante inonde le pays d'exégèses marxistes et c'est chez eux que se rencontrent le plus de femmes combattantes. Malgré la rigueur des lieux et de la doctrine, elles se coiffent avec recherche et ont étrangement gardé une certaine coquetterie. C'est là que j'ai rencontré Zohre, ancienne professeur d'anglais à Princeton qui a quitté son mari et Teheran pour rejoindre le maquis Kajal. Elle, était étudiante à la Sorbonne. Quand on lui fait remarquer qu'il faut être kurde pour survivre dans ces montagnes, elle répond : « Ici il faut marcher ou mourir. Alors, je marche ». Les relations du Komala et du P d k i, ne sont pas toujours fraternelles. Il y a deux mois, un accrochage a fait trente morts (12 P d k i et 18 Komala) mais, depuis, un accord de cohabitation est intervenu. Le voisinage est plus serein avec les Moudjahidines du peuple qui arborent les dra-

peau vert, rouge et bleu de l'Iran. Leur chef Radjavi, qui vit en France, a créé un Conseil national de la Résistance avec le P d k i et Bani Sadr, son beau-père, qui depuis a quitté l'Union. Les quelque mille combattants, hommes et femmes du mouvement qui se sont réfugiés dans le sanctuaire sont loin de leurs bases et se préparent surtout à la guérilla urbaine. Ils ne font que passer dans les montagnes. Ils se proclament démocrates et islamiques. Les femmes portent le voile et le pantalon sous la jupe. Malgré les longues marches, le Ramadan est scrupuleusement respecté et en opération personnelle n'absorbe une goutte d'eau pendant la journée. La plateforme démocratique préconise l'égalité des sexes mais hommes et femmes s'entraînent séparément. L'égalité en revanche existe au martyrologe. La moitié des victimes du mouvement sont des femmes et partout fleurissent les portraits de la première épouse de Radjavi tuée il y a deux ans.

Les Moudjahidines sont les artisans de la résistance. Les instructeurs, qui ont fait leurs preuves en pulvérisant 80 notables de l'élite khomeiniste lors de l'attentat contre Behehti et qui ont détruit cent trente véhicules pendant l'été 1983, enseignent aux combattants appelés à opérer à l'intérieur de l'Iran comment fabriquer des pièges et des bombes. Les spécialités nees de leur esprit inventif : des mines de bois indétectables, mises à feu par l'enfoncement d'une simple seringue contenant de l'acide, des grenades fabriquées dans des verres et qui explosent au choc. Enfin des pains de TNT mélangés à de la ferraille, qui sont incurvés pour projeter leurs éclats jusqu'à treize mètres.

Les Moudjahidines sont les mieux équipées sur le plan sanitaire. Les combattants sont toujours en relations radio avec un médecin. Une vingtaine de blessures-typiques ont été recensées et après diagnostic une cassette pré-enregistrée indique aux secouristes sur le terrain les gestes d'urgence à accomplir. Leur radio équipée d'une antenne de 25 mètres arrose tout l'Iran et joue un rôle essentiel dans la résistance.

Aujourd'hui, les trois mouvements, malgré les tirs des katiouchkas (orgues de Staline) iraniennes, plus ou moins réglées sur leurs principaux camps, tiennent le terrain et en font une base d'assaut permanente de la guérilla. Saddam Hussein, le Premier ministre irakien, qui essaie de recoudre ses problèmes avec ses propres Kurdes (dont certains trouvent un appui à Teheran), sait ce qu'il doit à ce réduit océanique. Les 15 000 combattants du sanctuaire mobilisent 150 000 soldats iraniens. Et surtout à l'intérieur de l'Iran, pour tous ceux qui résistent dans la clandestinité, ce morceau de montagne est devenu la grande réserve de tous les espoirs. ■

19.6.1984

L'Libération

IRREDUCTIBLES

Turquie: mort de quatre prisonniers en grève de la faim

Décès embarrassants pour les autorités qui avaient lancé une campagne de réhabilitation des prisons. Ils protestaient contre la torture...

Ankara (de notre correspondante)

Quatre morts pour une grève de la faim d'arrière garde. Quatre militants d'extrême gauche qui attendaient toujours d'être jugés. Quatre irréductibles sûrement. Il en fallait du courage en effet pour se lancer le 11 avril dans un tel combat contre la torture en prison. Deux jours avant seulement, une commission d'enquête officielle proclamait que les mauvais traitements n'existaient pas dans les prisons militaires, enterrant du même coup tous les mouvements de protestation du printemps à Ankara et à Diyarbakir dans l'Est Kurde et, concluait un ministre « les prisons en Turquie ne sont pas pires qu'ailleurs ».

Pas le moins du monde convaincus, 266 détenus des prisons militaires de Sogmalcilar et Metris à Istanbul, eux poursuivaient leur grève de la faim. Dans l'indifférence totale. Peu à peu leur nombre s'est réduit et il n'est plus resté qu'un petit carré de jusqu'aboutistes de quelques dizaines de prisonniers. Début juin, une vingtaine d'entre eux ont été transférés à l'hôpital militaire d'Haydarpasa. Là ils ont été, selon toute vraisemblance, alimentés de force et plusieurs détenus ont pu être ramenés à la prison. Mais 4 de ceux qui étaient dans un coma critique sont morts depuis vendredi : Abdullah Meral, dont le corps a été rendu hier à sa famille, Mehmet Oktulmus, ce week end, Haydar Basbag et Sermet Parken hier. Tous étaient membres des organisations d'extrême gauche qui avaient lancé le mouvement Union révolutionnaire communiste (TIKB) et Dev Sol (gauche révolutionnaire). Un sym-

bole, leur dernière volonté a été d'être enterrés ensemble dans une même sépulture. Un de leurs camarades hospitalisé est dans un état critique selon sa famille.

Le décès de ces 4 militants accusés d'actes terroristes et emprisonnés depuis plus de trois ans n'avait pas encore été confirmé officiellement hier soir. Mais, pratique inhabituelle, le commandement de l'état de siège s'appretait à faire une déclaration à ce sujet. C'est que depuis deux mois les militaires ont changé de tactique. Alors que les grèves de la faim de Diyarbakir (qui a fait onze morts début mars selon les familles) et de Mamak à Ankara ont été le plus étouffées possible, l'armée a annoncé en avril le début de la grève de la faim d'Istanbul, une première pour l'état de siège.

Plus généralement, le gouvernement civil a lancé une campagne de réhabilitation des prisons. Pilier de cette téméraire entreprise : la commission d'enquête qu'il a formée. Selon le rapport de cette instance exclusivement composée d'officiels et de militaires, la torture n'existe pas ou elle est sévèrement réprimée. Pour mettre fin aux informations sur les décès dans les prisons, la commission a admis que 53 personnes étaient mortes en prison depuis 1978 dont 2 seulement sous la torture et 7 après grève de la faim. Les autres décès se partagent entre morts naturelles et suicides. Par la suite, le gouvernement a entrouvert la porte des prisons de Diyarbakir et Mamak pour une délégation du conseil de l'Europe

et descendu en flamme le rapport impitoyable d'Amnesty International

sur la torture « systématique » dans les prisons. Les personnes citées par l'organisation internationale — a démontré cas par cas un ministre — n'ont soit jamais porté plainte, ou leur plainte pour mauvais traitements s'est révélée infondée. Et finalement, dernier épisode de cette campagne, les journalistes ont été invités lors d'une visite « spéciale fêtes des mères » à Mamak à Ankara. Là, sous l'oeil attentif des soldats et de leurs chiens, ils ont pu constater qu'aucun prisonnier n'avait le coeur à se plaindre. Cette nouvelle « politique de l'information carcérale » s'est d'ailleurs accompagnée, il faut le souligner, d'une véritable amélioration des conditions de détention à Mamak : plus de bestonnade, les repas de « fête » devenus l'ordinaire et le droit de visite régulièrement respecté.

A Istanbul, en revanche, peu de changement semble-t-il. Les prisons de Sogmalcilar et Metris ont longtemps été coupées du monde, les visites ayant été suspendues pour de longues périodes. Ce sont surtout les « fêtes dures » de gauche, les prisonniers les plus revendicatifs qui sont très durement traités. Les mères de plusieurs de ces détenus n'ont pas vu leurs fils depuis septembre dernier. Pour la fête des mères, elles ont même été privées de visite exceptionnelle. En signe de détresse, ces femmes et d'autres parents ont déposé une gerbe toute noire devant un monument d'Istanbul. Immédiatement, toute la délégation a été arrêtée. Même le fleuriste qui avait composé la gerbe n'a pas été épargné par cette « raffe ».

Coriane TAOR

Turquie : la faim ou la torture

LE chef du gouvernement d'Ankara, M. Ozal, a confirmé la mort, la semaine dernière, de trois détenus (certains parlent de quatre) d'extrême gauche qui observaient depuis le 11 avril une grève de la faim aux prisons de Sigmalcilar et de Metris à Istanbul pour appuyer leurs revendications : l'obtention d'un statut des prisonniers politiques et la cessation des mauvais traitements et de la torture. Un petit carré de dix irréductibles, dont deux seraient à la limite de la résistance humaine, poursuit ce jeûne à l'irlandaise qui avait démarré avec 266 détenus. Selon M. Ozal, il y a encore en tout 106 prisonniers qui font la grève de la faim dans les différentes prisons de la Turquie.

C'est le quatrième mouvement de protestation dans les prisons turques depuis septembre. En mars, onze Kurdes (selon leurs familles) sont morts après une grève de la faim entamée le 5 janvier avec une trentaine d'autres à la prison militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie). Une commission d'enquête (composée de trois généraux et de six civils) a admis dans son rapport publié en avril que seulement 53 détenus ont trouvé la mort dans les prisons depuis le coup d'Etat de septembre 1980 : sept d'entre eux après une grève de la faim; vingt-trois des suites de maladies; quatorze se sont pendus; deux, sous la torture. Mais, les sept cas restants n'ont jamais été élucidés.

Tout en annonçant que 80 fonctionnaires impliqués dans la pratique de la torture ont été punis, la commission a affirmé qu'« il n'y a pas de mauvais traitements ou de torture systématiques et intentionnels ». Pour M. Mesut Yilmaz, ministre d'Etat et porte-parole du gouvernement, « les conditions dans nos pénitenciers ne sont pas pires qu'ailleurs ». Et le président Evren de

déclarer à l'adresse des « étrangers que s'intéressent à nos prisonniers » : « Rudolph Hess est incarcéré depuis plus de quarante ans et personne ne s'en préoccupe ».

**

Il se fait que non seulement les étrangers ou les « terroristes idéologiques réfugiés en Europe » (pour reprendre les termes de M. Yilmaz) dénoncent la poursuite de la torture, mais également des Turcs en Turquie même. Il y a un mois, 1.260 personnalités du monde universitaire, artistique et littéraire ont remis au président Evren une pétition qui constitue une sorte de requête contre la loi martiale et les diverses lois répressives ajoutées par les généraux à la nouvelle Constitution. Ces concitoyens de M. Evren se sont en outre prononcés pour « un strict respect de la légalité dans la lutte contre le terrorisme et l'arrêt de la torture ».

Le chef de l'Etat a refusé de recevoir la délégation de ces intellectuels en les qualifiant d'« ennemis intérieurs de la Turquie qui veulent, a-t-il dit, porter atteinte au prestige de notre pays ». Il a écarté par ailleurs toute modification de la Constitution et a rejeté toute idée d'amnistie en faveur des prisonniers politiques. Depuis les élections locales de mars, les tribunaux militaires sont en tout cas à pied d'œuvre. Plus de 70 détenus, des Kurdes et des militants d'extrême gauche pour la plupart, ont été condamnés à la peine capitale; une trentaine, à perpétuité; quelque 150, à une réclusion allant de 3 à 29 ans.

Quant aux intellectuels, auteurs de la pétition, qui ont eu la délicatesse d'attendre, avant d'entreprendre leur action, la réintégration de la délégation des députés turcs dans l'assemblée parlementaire des 21 pays du Conseil de l'Europe (décidée, rappelons-le, le 8 mai), ils font l'objet à présent de poursuites judiciaires.

ABED ATTAR.

LE SOIR
21-6-1984

22.6.1984

—TURQUIE—

Vingt-sept condamnations à mort

Le tribunal militaire d'Erzincan (est de la Turquie) a condamné jeudi vingt sept démocrates à mort pour des faits survenus avant le coup d'état de septembre 1980. Sept autres condamnés à mort, au cours du même procès, ont vu leur peine commuée en détention à perpétuité.

Depuis les élections de novembre 1983, dernier avatar de la « démocratisation », 117 démocrates ont été condamnés en Turquie à la peine capitale.

Pour donner le change, un extrémiste de droite, membre de l'organisation des « Loups Gris », responsable de l'assassinat de nombreux démocrates (organisation dont faisait partie Ali Agaça le terroriste qui attentat à la vie du pape), a été condamné à mort par la cour martiale d'Izmir.

Les chiffres sont froids et secs mais ils sont clairs : c'est à gauche que frappent les dictateurs turcs.

Les prisons sont pleines : on estime à 100.000 le nombre de détenus politiques turcs, kurdes ou arméniens. Des grèves de la faim. Certains en sont morts. Le premier ministre turc, Turgut Ozal, qui porte l'habit civil, a déclaré il y a quelques jours encore qu'il ne céderait pas devant les exigences des prisonniers politiques. « Qu'ils meurent » a-t-il dit en substance...

D'autre part on a appris qu'un affrontement armé a opposé à Istanbul les forces armées de la dictature à un groupe vraisemblablement formé de militants politiques. Plusieurs militaires ont été blessés et l'armée a procédé à une quarantaine d'arrestations. L'accrochage s'est produit dans le quartier ouvrier d'Alibeykoy.

L'Humanité

GUERRE DE POSITIONS

106 prisonniers turcs continuent la grève de la faim

Plus d'une centaine de détenus sont toujours en grève de la faim dans toutes les prisons militaires du pays pour que cessent la torture et les mauvais traitements en prison. Quatre d'entre eux déjà sont morts.

Ankara (de notre correspondante)

« Il ne s'agit nullement d'une rébellion. Tout ce que les prisonniers demandent, c'est la stricte application du règlement pénitentiaire. » Le vieil avocat a la moustache grise est en colère. L'un de ses clients, un militant d'extrême gauche, est mort ce week-end après une interminable grève de la faim et une agonie de 15 jours à l'hôpital militaire d'Istanbul. Le défenseur préfère que son nom ou celui de son prisonnier ne soient pas cités, la répression n'est pas à un avocat près. Sachez donc seulement que ce gréviste de la faim mort de n'avoir pu supporter plus longtemps ses conditions de détention était un ancien étudiant de 35 ans, membre d'une organisation accusée d'actes terroristes. Incarcéré depuis plus de trois ans, il avait déjà été condamné à 7 ans et demi de prison pour « insultes au tribunal ».

« Les autorités affirment que la grève de la faim des prisonniers est « politique ». C'est faux. Ils veulent que leurs droits humains les plus élémentaires soient respectés et non pas soumis à l'arbitraire des gardiens », martèle l'avocat. Selon lui, les détenus sont battus à tout propos, les lettres de leurs familles sont lues par les autorités puis renvoyées à l'expéditeur, la promenade n'est qu'occasionnelle, les visites des parents supprimées régulièrement. Bref, tout est prétexte à humiliation et la moindre esquive de révolte a punition. « Ils en ont assez que les fouilles corporelles s'exercent jusque dans l'anus ainsi que d'être constamment insultés. Ne sous-estimez pas cette plainte, l'honneur c'est important en Turquie ».

Selon le Premier ministre lui-même, cent-six détenus sont actuellement en grève de la faim à travers toutes les prisons militaires du pays, pour obtenir ce droit à la dignité. Quatre ont déjà succombé, à Istanbul, à ce combat sans issue. Abdullah Meral, militant de Dev-Sol, Haydar Basbag, de l'Association communiste révolutionnaire (TIKB), Fatih Oktulmus (TIKB) et Sermet Parkin



Deux des opposants turcs qui occupent les locaux de la Panam à Paris, hier, escortés par les forces de l'ordre, après s'être rendus. Ils entendaient protester contre la mort des grévistes de la faim dans les prisons turques.

(Dev Sol) Les deux des trois premiers ont été confirmés officiellement par le commandement de l'état de siège d'Istanbul. La mort de Sermet Parkin ne l'a pas été. Il semble que ce jeune militant, désigné pour faire partie du groupe des grévistes « jusqu'à la mort », ait craqué et arrêté le jeûne. Il aurait alors tenté de se suicider. Deux des détenus ont été enterrés mercredi, non ensemble comme ils l'avaient souhaité, mais dans une stricte intimité soigneusement protégée par des militaires.

Le mouvement ne s'est pas arrêté pour autant. Malgré la mort de leurs

camarades dix prisonniers poursuivent la grève de la faim à l'hôpital militaire d'Istanbul. Tous sont dans un état critique, à l'image de cette jeune fille d'une vingtaine d'années, Aysel Zehir que notre vieil avocat a vue la semaine dernière dans le coma. « Elle n'avait été condamnée qu'à cinq ans, elle aurait pu être relâchée bientôt », se désespère-t-il.

Selon lui, le mouvement, entamé le 11 avril par 266 militants de gauche dont 26 femmes, a été lancé comme un défi aux autorités. L'Etat major venait en effet de publier un communiqué démentant l'existence de la torture et accusant les prisonniers de « recevoir leurs instructions de l'étranger ». Fin mai, n'ayant rien obtenu, les prisonniers ont arrêté le jeûne. Quand ils l'ont repris cinq jours plus tard, c'était sous forme d'unités combattantes de volontaires « élus » par leurs camarades. Quatorze détenus expliquent l'avocat sont ainsi prêts actuellement à prendre la relève. Ce n'est pas tout. Deux des 106 prisonniers en grève de la faim sont hospitalisés à Elazig dans l'est de la Turquie en pays kurde. Personne ne le saurait si le Premier ministre Turgut Ozal ne l'avait pas révélé. Pourtant la grève de la faim de la prison militaire d'Elazig dure depuis plus d'un mois déjà. Trente huit détenus d'extrême gauche y participent dont quatre décidés à aller jusqu'au bout, deux militants de Dev-Sol et deux séparatistes kurdes. Ils réclament à la fin des mauvais traitements et la séparation des

détenus de droite et de gauche savamment mélangés dans les mêmes cellules à des fins de « rééducation » idéologique.

Quant à la localisation des autres grévistes de la faim évoqués par Turgut Ozal mystère. Selon des familles de prisonniers d'Istanbul, des mouvements de protestation ont démarré dans les prisons militaires de Gokluk près d'Istanbul, de Malatya, dans l'est et de Bartin, sur la mer Noire. Il a été impossible d'en obtenir confirmation. Derrière les garnisons-fortresses ou sont retranchées les prisons, une grève de la faim peut rester indéfiniment silencieuse.

C'est une guerre de positions qui s'est engagée entre les prisonniers et les autorités. L'Etat major comme le Premier ministre s'obstinent à trouver des raisons politiques à la vague de revendications qui, si on y inclut les grèves de la faim du printemps à Diyarbakir et Mamak à Ankara, a soulevé bon nombre des prisons militaires ces derniers mois. Selon eux, les détenus réclament une amnistie politique, l'abolition de la peine de mort, le statut de prisonnier politique. Bref, ils ne cherchent qu'à « donner une sombre image de la Turquie à l'étranger ». Ces militants a déclaré Turgut Ozal demandent aussi la fin de l'institution du cachot ainsi que des journaux et la radio. Aucune concession ne sera faite, a-t-il prévenu. Toutes ces revendications sont « incompatibles avec le règlement pénitentiaire ».

Continu L'OR

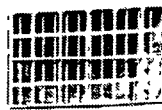
COMMENTAIRE
FRANÇOIS SERGENT

Tortures turques

Il y a peu de chances qu'Hollywood fasse un film sur lui, qu'un acteur célèbre lui prête ses traits. Encore moins que Glenda Jackson incarne sa femme. D'ailleurs personne ne sait s'il est marié. Aucune chance non plus pour que les bien-pensants organisent un pince-nez à grand spectacle où ministres et leaders de l'opposition se pressent en pleine campagne électorale. Aucun président n'a hésité à se rendre dans son pays, aucun président n'a tonné pour avoir des informations sérieuses sur son état de santé.

Il ne s'appelle pas Sakharov mais Abdullah Meral. Son combat et ses armes, la grève de la faim sont pourtant semblables à ceux du physicien soviétique et de sa femme. Mais, lui est turc et il est mort ; on serait presque tenté de dire il en est mort, tant est grande l'indifférence à l'égard de ce pays. Abdullah Meral faisait la grève de la faim comme 106 de ses compagnons — le chiffre est officiel. Déjà, quatre sont morts. Tout ce qu'ils demandent : que cessent les tortures et les mauvais traitements en prison. De ne pas être systématiquement passé à tabac ou soumis à la falaka. Une invention turque : battre la plante des pieds des prisonniers jusqu'à ce que leurs pieds enflent et qu'ils soient incapables de marcher. Avec un raffinement : les forcer à tenir debout. Une certitude : l'imagination des gardiens de prison turcs pour torturer leurs prisonniers — Kurdes ou militants d'extrême-gauche — est infinie. Tout cela avec la bénédiction des autorités qui prétendent marcher vers la démocratie. Les généraux ont peut-être fait un timide retour en direction de leurs casernes, mais leurs successeurs civils ont gardé de sales habitudes, au moins en ce qui concerne le traitement réservé aux prisonniers.

Symbologiquement, la Turquie voudrait rejoindre le Conseil de l'Europe d'où elle avait été chassée après le coup d'Etat des généraux et la vague de répression qui avait suivi. Aujourd'hui au « bénéfice du doute » (sic), les députés turcs encouragés par le coup par Jacques Baumel, député RPR français, ont été invités à siéger provisoirement au sein de l'assemblée de Strasbourg. Apparemment, quatre morts et 100 grévistes de la faim ne suffisent pas à faire douter l'auguste assemblée.



27 personnes condamnées à mort

Vingt-sept militants appartenant à différentes organisations d'extrême-droite et d'extrême-gauche turques ont été condamnés à mort par la cour martiale d'Erzincan (est de la Turquie), a-t-on appris jeudi de sources judiciaires.

Les militants étaient accusés du meurtre de 38 personnes lors d'affrontements politiques qui avaient eu lieu dans la ville de Aybasti (province de l'Ordu — nord de la Turquie) avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement militaire en septembre 1980. Ils étaient aussi accusés de onze tentatives d'assassinat et d'activités clandestines.

Sept autres condamnés à mort ont vu leur peine commuée en détention à perpétuité par la cour martiale. Cent-cinquante-six autres militants ont été condamnés à des peines de prison allant de 3 à 24 ans d'emprisonnement.

Le cour martiale d'Izmir (ouest de la Turquie) a par ailleurs condamné à mort un militant de l'organisation d'extrême-droite des « loups gris » (organisation clandestine paramilitaire proche du colonel Aspalan Turkes, actuellement en prison). Il était accusé du meurtre de quatre personnes dans la province de Denizli (sud-ouest de la Turquie).

Le Monde

1 28 juin 1984

Turquie

DES INTELLECTUELS SIGNATAIRES D'UNE PÉTITION EN FAVEUR DE LA DÉMOCRATIE ONT ÉTÉ INculpÉS

Ankara (AFP). — Cinquante-six intellectuels signataires d'une pétition pour le rétablissement de la démocratie en Turquie ont été inculpés, le mardi 26 juin, par le procureur militaire d'Ankara. Ils risquent de trois à six mois de prison pour violation d'articles de la loi martiale limitant les possibilités de critique de l'ancienne administration militaire. Leur procès devrait s'ouvrir à la mi-août devant un tribunal militaire d'Ankara.

Cette pétition, qui a recueilli mille deux cent soixante signatures d'artistes — dont l'écrivain Yasar Kemal, — d'universitaires, de journalistes et d'avocats turcs, avait été déposée, le 15 mai, à la présidence

de la République. Elle avait provoqué la fureur du président Kenan Evren, qui a dénoncé les intellectuels comme des « ennemis intérieurs de la Turquie » (Le Monde du 19 mai). Parmi les inculpés se trouvent l'humoriste Aziz Nesin, plusieurs journalistes du quotidien de gauche Cumhuriyet, l'universitaire Bahri Savci et l'ancien professeur Yalcin Kucuk.

Un millier de signataires ont été entendus par le procureur militaire dans le cadre de l'enquête ouverte par les autorités militaires contre cette démarche sans précédent d'intellectuels turcs. Ces auditions se poursuivent et d'autres inculpations pourraient suivre.

DROITS DE L'HOMME

Cinq Kurdes font la grève de la faim

Samedi 30 juin 1984. Depuis 80 jours plusieurs centaines de prisonniers politiques d'origine kurde font la grève de la faim dans les prisons turques parce que c'est la seule arme qui leur reste pour amener le gouvernement à respecter la convention européenne des droits de l'Homme, la charte des Nations Unies l'acte final d'Helsinki, parce que c'est le seul moyen à leur portée pour faire comprendre au monde la justesse de leurs revendications. Plusieurs d'entre eux sont dans un état comateux, quatre sont morts dimanche dernier.

Par solidarité cinq Kurdes font la grève de la faim depuis mercredi, à 9 heures, dans les locaux de la C.F.D.T. à Dijon. Par ce geste, ils veulent attirer l'attention des Français sur cet anachronisme : la Turquie est actuellement gouvernée par un régime totalitaire qui n'admet pas l'opposition. Or, en tant que membre de l'O.T.A.N. la Turquie est proche de nous.

Des pratiques inadmissibles dans un pays placé avec l'Occident

Le peuple kurde, dont les 20 millions de femmes, d'enfants et d'hommes repartis entre la Turquie, l'Irak et la Syrie est victime d'une erreur de l'Histoire, après la première guerre mondiale sous la pression des grandes puissances coloniales le Kurdistan envisagé lors du traité de Versailles en 1919 puis par celui de Sevres en 1920, n'a jamais été en tant qu'état la

belle occasion présentée par l'effondrement de l'Empire Ottoman, allié de l'Allemagne, a été malheureusement manquée.

La politique qui a été suivie depuis, par les quatre États du Moyen-Orient qui se partagent le Kurdistan a toujours été d'intégration et d'assimilation, visant à faire disparaître la culture originelle et la langue kurde. Un grand nombre a dû s'expatrier (on compte 350 000 Kurdes repartis en Europe Occidentale, dont le seul lien est l'Institut Kurde de Paris).

Ancien professeur de philosophie à l'université d'Ankara, M. Ali Alic est l'un des cinq Kurdes qui font la grève de la faim à Dijon. Il a fait pour nous l'historique des derniers événements en Turquie.

« Lors des élections législatives et municipales au moment même où il annonçait le passage à la démocratie le régime fasciste a intensifié ses efforts pour détruire physiquement et moralement les patriotes emprisonnés. Depuis le 6 novembre 1983 les tribunaux militaires ont prononcé 110 nouvelles condamnations à mort et 85 condamnations à perpétuité.

Si l'on compte les nouveaux procès engagés durant cette période cela porte à 5 000 le nombre de personnes qui risquent la peine capitale. Dans un communiqué du 2 avril 1984 l'état-major a fait état de 177 morts tués dans les opérations de police, 137 prisonniers sont morts sous la torture, 52 dans les prisons et 50 pendaions ».

Le gouvernement français suit de près l'évolution en Turquie

Les dirigeants et membres de divers syndicats et mouvements de la Paix, ainsi que des portes progressistes et démocratiques sont en prison par dizaines de milliers parce qu'ils ont refusé que la Turquie et le Kurdistan de Turquie deviennent des bases de lancement pour les fusées nucléaires américaines.

« La lutte que mènent les prisonniers politiques pour leur libération est une part de la lutte menée au plan mondial pour la Paix et au plan national pour la Démocratie, le travail et le pain ».

Le 24 janvier dernier, après l'arrestation de 14 professeurs à Ankara et le licenciement puis l'expulsion de 1 186 universitaires, M. Ali Kilit a écrit au président Mitterand. En réponse, le directeur du Cabinet des relations extérieures lui a fait savoir que le gouvernement français suivait de près ces problèmes et qu'il rappelle constamment aux autorités turques les devoirs qui leur incombent notamment de respecter les libertés dans la vie universitaire syndicale et politique. Il reste que, quels que soient les problèmes auxquels est confronté un gouvernement membre de l'O.T.A.N. il est vivement souhaitable que des pratiques telles que la torture, les exécutions et emprisonnements massifs doivent cesser au plus tôt.

JACQUES BARRE DE CLAIRVAUX ■

LES DEPECHEES
30-6-1984

La Turquie
à l'état brut

II. MARDIN : LES TERRES INGRATES DU SUD-EST

Un reportage
de François d'ALANÇON

Le véhicule avance péniblement sur la plaine pierreuse. Assis à l'arrière, Hahl se décide à ouvrir son livre d'algèbre. Dehors, les champs défilent à l'allure trop lente du minibus où s'entassent 12 passagers, chauffeur non compris. Il fait chaud, déjà plus de 30°, Hahl pourrait rêver mieux comme salle d'études. Pour un peu, il ferait figure d'intellectuel égaré au milieu des paysans aux visages burnés, tanés par le vent chaud des campagnes. Pourtant, il n'est qu'un lycéen ordinaire, étudiant à Diyarbakir, « capitale » du Kurdistan. Son rêve rentrer à l'Université, aller étudier à Ankara ou Istanbul, quitter ces terres qu'il juge ingrates « L'examen est très dur », soupire-t-il, comme s'il doutait à l'avance du résultat Hahl parle avec les quelques mots d'anglais qui lui viennent, tout heureux de pouvoir échanger avec l'étranger tombé du ciel.

Il retourne à Mardin, sa ville natale, à près de 100 kilomètres de là. Retour à l'ennui sa ville, on dirait que Hahl voudrait la quitter au plus vite pour d'autres lieux. Et les études, les examens sont pour lui le plus valide des passeports.

Dieu sait pourtant qu'elle est belle,

Mardin, adossée à une colline, avec ses maisons agglutinées en étages au bas d'une citadelle. A ses pieds, le damier cultivé des champs de la « Jasirah », cette longue bande de terre entre le Tigre et l'Euphrate. Mardin, qu'on appelle la Blanche, par opposition à Diyarbakir, la Noire, parce que entourée de remparts de basalte sombre. Mardin au confluent de trois races : la kurde, la turque et l'arabe. Au sud, la frontière syrienne n'est qu'à une trentaine de kilomètres. A l'est, l'Irak n'est plus très loin non plus. Au début du siècle, on comptait ici une importante communauté syrienne-orthodoxe (chrétiens jacobites) et aussi des chaldéens. Aujourd'hui, l'émigration les a réduits à quelque 75 familles et une trentaine de villages subsistent encore sur le plateau du Tür Abdin, la « Montagne des serviteurs de Dieu ».

Mais ce soir, les 40 000 habitants de Mardin vivent à l'heure du Ramadan. 19 h 50 : coucher du soleil... Comme le brut d'un coup de canon sur la ville, immédiatement suivi de la prière qui annonce la fin du jeûne. Jusqu'au prochain lever du jour. Les rues s'animent jusque bien après minuit. Les cafés font le plein, sur les terrasses, les familles ont installé des lits en bois pour trouver la fraîcheur.

Toute la journée, la ville s'est affairée. Dans les souks, arrivés au petit matin les paysans sont venus vendre

leurs vaches, leurs moutons et leurs bourricots. Pour eux, la vie est rude. Dans les villages qui entourent Mardin, les terres appartiennent à l'agha, au propriétaire. Sur le toit de sa maison, une des seules à être construite en dur, flotte le drapeau turc. Tout possédant qu'il est, l'agha doit rendre des comptes aux vrais seigneurs de la région, les militaires, installés dans des casernes rutilantes qui contrastent avec la vétusté des autres bâtiments officiels. Cela se traduit en repas offerts aux officiers qui lui « rendent visite », en « cadeaux » divers et variés pour maintenir de bons rapports : dindons et autres denrées appréciées des épouses de ces maîtres galonnés. Une dime qui coûte cher à l'agha qui ne paye qu'un maigre salaire à sa main-d'œuvre sans arriver à la retenir. De plus en plus, les ouvriers agricoles quittent les villages pour aller dans les terres plus fertiles de la région d'Adana. Là, dans les champs de coton de la plaine de Cilicie, ils travaillent de l'aube au coucher du soleil avec femme et enfants pour 600 livres par jour (environ 15 F).

Parmi ceux qui n'ont pas choisi l'exode, la contrebande a fait des heureux. Peu importe que la frontière syrienne soit hérissée de poteaux de ciments reliés de barbelés sur des centaines de kilomètres, cela n'empêche pas le trafic clandestin. Du haut de leurs miradors, les soldats turcs montent la garde.

Mais la nuit, raconte un jeune de Mardin, « la fusillade éclate entre les gardes frontières et les trafiquants ». La contrebande, c'est le café, le thé, les cigarettes et les vidéos. Du côté irakien par contre, c'est plutôt d'armes qu'il s'agit.

Au sud-est de la Turquie, on vit encore à l'état brut, pour ne pas dire brutal. Parfois, les Kurdes ont les mœurs aussi rudes que la vie qu'ils mènent. « L'an dernier, raconte Hassane, il y en a un qui s'est mis dans la tête de venger l'honneur de son cousin. Comme il ne connaissait pas le coupable, il a choisi une victime, quelqu'un assis tranquillement dans un café. » Précision : celui-ci n'était pas kurde ! Une façon de sauver l'honneur pour toute la famille sans que personne ne trouve à redire.

Quand on est pauvre, se marier coûte cher. Alors autant trouver une fille sans avoir à payer une dot trop importante au père.

« Pour cela, explique Hassane, le meilleur moyen, c'est d'enlever une fille de chrétien et de l'épouser de force... », mais il est aussi arrivé que la fille rentre chez son père au bout de quelques semaines...

Au bas de la ville, Remzi tient un restaurant. Il gagne 30 000 livres (environ 700 F) par mois. « Quel est le salaire minimum en France ? », se renseigne-t-il. Jusqu'en juin 1982, il était parti tenter sa chance à Beyrouth. L'invasion israélienne l'a fait rentrer. Beyrouth, c'était la belle vie. On dirait qu'il ne rêve que d'y retourner.

En prison, ils m'ont dit que quand elle serait grande, elle serait un ennemi du peuple turc. »



■ Dans la vieille ville de Mardin (Photo Hadjib)

« Mon mari est guérillero »

Turquie = Etat répressif difficile d'échapper à cette image quand on débarque à Istanbul. On a beau s'extasier devant la mosquée Bleue, le palais Topkapı et les rives du Bosphore, Midnight Express n'est pas loin dans la mémoire. La Turquie, vue d'Occident, c'est d'abord le refus de la démocratie, l'emprisonnement des opposants, les simulacres de procès, les nombreuses atrocités et les tortures, les brutalités policières en pleine rue. Et Amnesty International ne fait que le confirmer à longueur d'année.

Alors, la Turquie n'est-elle qu'un immense cachot ? le problème, sur cette question des « droits de l'homme », c'est que l'attitude jusque-là suivie par l'administration turque ne fait que renforcer les préventions à son égard. Le ministre turc du Travail ne vient-il pas de déclarer devant le BIT à Genève que, dans les prisons turques, on ne trouvait que « les clochards et les parasites » ? Pour un journaliste, qu'il soit turc ou étranger, impossible d'en savoir plus que les communiqués officiels des autorités. La censure interdit aux journaux turcs toute autre forme de publication à ce sujet. Quant à la presse étrangère, elle ne recueille ses informations qu'après des avocats ou des familles de détenus, informations souvent contradictoires et difficiles à vérifier.

A... fait partie de ces défenseurs, avocat spécialisé dans la défense de prisonniers militants politiques appartenant à Dev-sol, la principale organisation d'extrême gauche, et au TKIB

(Union communiste révolutionnaire) Dans son bureau défilent les familles de ses « clients ». La femme d'un prisonnier politique est venue prendre connaissance du rapport fait par les autorités sur son mari inculpe de meurtre et de hold up de banque.

Il a 22 ans et milite dans le TKPML (Parti communiste marxiste léniniste de Turquie) La plupart des prisonniers, affirme Ayse, sont des jeunes, entre 20 et 25 ans. « Ils les traitent comme des animaux », raconte-t-elle sans se faire prier, cheveux tondus, port de l'uniforme à l'instar des prisonniers de droit commun. On les oblige à chanter des marches militaires. « Quelles sont les tortures pratiquées ? Des décharges électriques, la tristement célèbre « falaka » (coups sur la plante des pieds), des « crucifi-

xions » (on pend les prisonniers par les bras au dessus du sol) « Depuis six mois, reconnait-elle, la situation s'est améliorée, ils se comportent mieux... »

Militante tout comme son mari, elle a passé quatre semaines en prison avant d'être relâchée. « Ils combattent contre le complot de la bourgeoisie », explique l'avocat dans un grand éclat de rire. « En tant que « spécialiste » de prisonniers politiques, il a l'humour facile dès qu'il s'agit de relativiser les engagements politiques des uns et des autres »

Il faut dire qu'ayse a le langage stéréotype des militants d'extrême gauche, qu'elle parle à la façon de l'élève récitant une leçon fraîchement apprise. En quoi consistait donc l'action de son mari ? « C'est un guérillero » dit elle avec un brin de

fierté. Il s'est entraîné dans des camps en tant que combattant poursuit-elle. Des exemples ? « Apprendre à utiliser des bombes, à manier le fusil mais aussi l'instruction politique. » Qu'a-t-il fait par la suite ? « On l'a accusé d'avoir tué des soldats, il a participé à des affrontements avec la police, apposé des slogans ici et là... »

Depuis le coup d'Etat du 12 septembre 1980, assure-t-elle, il y a toujours des bases d'entraînement au Kurdistan dans la région de Tunceli. Recevez-vous de l'aide de l'étranger ? Oui, des organisations aux Etats-Unis et au Chili...

L'objectif de leur lutte politique se résume de façon simple : celui du « marxisme-léninisme », mais, dit-elle, les « conditions subjectives de la révolution ne sont pas réunies : le peuple n'est pas prêt ». C'est pour cette raison qu'il est difficile de lutter contre l'armée et la bourgeoisie : « Les gens sont ignorants, c'est difficile de les éduquer. En fait, ils sont contre le régime, mais ils disent : que pouvons-nous faire ? » Elle reconnaît que « les révolutionnaires ont fait des erreurs avant le 12 septembre 1980 » : les rivalités entre les multiples fractions d'extrême gauche les ont affaiblies. Ces divisions continuent à l'intérieur des prisons puisque le mouvement de grève de la fam lancé par les militants du Dev-sol et du TKIB n'est pas suivi par les autres organisations.

Ayse a une fille de neuf mois. « En prison, ils m'ont dit que quand elle serait grande, elle serait un ennemi du peuple turc. »



■ Difficile d'en savoir plus sur les prisonniers que le texte des communiqués officiels. (Sipa Press.)

LA TRAGÉDIE ASSYRO- CHALDÉENNE

Trop peu connus, les Assyro-Chaldéens modernes, aujourd'hui dispersés, réclament des droits nationaux et culturels à l'instar de tous les peuples minoritaires. Ils sont environ 400 000, dont le tiers au Moyen-Orient (Irak : 70 000, Iran : 31 700, Syrie : 35 000, Liban : 10 000, Turquie : 1 000), le reste disséminé dans une quinzaine de pays (Etats-Unis : 120 000, Australie : 12 000, URSS (Caucase) : 30 000, Suède : 12 000, et Canada, Grèce, France, Angleterre, Allemagne fédérale, Pays-Bas, Uruguay, Argentine, Cuba...). Ils furent contraints d'abandonner leur patrie, le nord de l'Irak, le sud-est de la Turquie et le nord-ouest de la Perse (région d'Ourmia) à la suite des massacres de 1915-18, du drame d'août 1933 et des politiques répressives suivies, respectivement, par les gouvernements turcs, iraniens et irakiens.

Lorsque la Turquie entra en guerre, en novembre 1914, les Assyro-Chaldéens crurent venue l'heure de la libération du joug ottoman. Ils

prirent part activement à la guerre au côté des Alliés, sur le front du Caucase, d'abord avec les Russes de mai 1915 à octobre 1917, ensuite avec les Britanniques, au lendemain du retrait des troupes russes à la suite de la révolution bolchevique. La guerre fut très meurtrière pour ce petit peuple.

Au lendemain de la victoire des Alliés et du démantèlement de l'Empire ottoman, les Assyro-Chaldéens furent remplis d'espoir. Ils se laissèrent persuader que la Grande-Bretagne et la France leur accorderaient un foyer national sur leurs terres ancestrales ; d'autant plus que les Anglais qui occupaient l'Irak depuis 1918, notamment avec l'aide des *Assyrian Levies*, s'étaient engagés soit à leur donner une enclave autonome, soit à leur garantir par des arrangements une existence honorable.

Durant les négociations de paix, à Paris, en 1919, les revendications assyro-chaldéennes furent exposées par plusieurs délégations. Elles visaient à la constitution d'un Etat assyro-chaldéen qui s'étendrait de Mossoul à Diarbékir, d'Urra au Hakkari, comprendrait l'espace persan des plaines d'Ourmia et de Samas et un débouché maritime par Alexandrette. Au lieu d'un Etat, le Traité de Sévres (10 août 1920) leur accorda des garanties et une protection dans le cadre d'un Kurdistan autonome (article 62, III). Toutefois ces dispositions ne furent pas dans le Traité de Lausanne (24 juillet 1924) signé par les mêmes puissances qui avaient négocié le Traité de Sévres. Car entre-temps, l'interlocuteur turc avait changé de physionomie politique et les négociations furent très serrées à la Conférence de Lausanne (1922-23) : les négociateurs turcs ne voulaient pas

entendre parler d'une autonomie assyro-chaldéenne, kurde ou arménienne, et les clauses du Traité de Lausanne relatives à la protection des minorités ne furent guère respectées par la Turquie kémaliste.

En 1924, il n'existait pratiquement plus d'Assyro-Chaldéens dans le Kurdistan turc. 80 000 avaient fui en 1915 les persécutions turco-kurdes. Accompagnant l'armée britannique sur la route du nord de l'Irak, ils furent installés dans des camps, non loin d'ailleurs de leurs foyers d'avant-guerre, caressant le projet de retrouver un jour leurs domiciles et leurs biens. Espoir vite déçu, car plus le temps passait, plus ils étaient persuadés de n'être désormais que des errants, des réfugiés ; en particulier après l'attribution par la Société des Nations, le 16 décembre 1925, du Hakkari sud à la Turquie et la dispersion par le pouvoir mandataire britannique des montagnards assyro-chaldéens de cette région en plusieurs groupes sur le territoire irakien. Grave danger pour ce peuple qui risquait « de se voir absorbé par l'élément de langue arabe et en tout cas hors d'état de résister à une tentative hostile ».

Lorsque l'Irak obtint son indépendance et fut admis à la SDN, le 3 octobre 1932, le gouvernement du roi Fayçal 1^{er} dut s'engager à établir les Assyro-Chaldéens originaires du Hakkari en une unité ethnique homogène. Cependant il obtint de la SDN que le mot « unité » fut mis au pluriel, maintenant ainsi l'état de dispersion. Le gouvernement irakien s'était aussi engagé devant le conseil de la SDN à protéger ses minorités, mais dans les faits, les Assyro-Chaldéens, comme les Kurdes, furent à maintes reprises victimes d'exactions. En 1929, le patriarche nestorien Mar Eshai Shimoun XXIII déclare qu'en trois ans 79 meurtres avaient frappé des Assyro-Chaldéens sans qu'aucune poursuite légale ne s'en suivit.

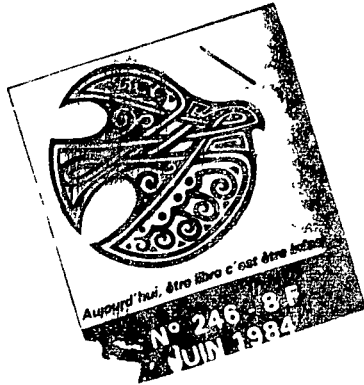
Toutes les tentatives en vue du regroupement des Assyro-Chaldéens échouèrent, car l'Irak s'y refusait. Alors, ne se sentant pas en sécurité, 550 montagnards assyro-chaldéens dirigés par Malek Yacoub et Malick Loco, se réfugièrent en Syrie, sous mandat français. Dans la nuit du 4 au 5 août 1933, revenus en Irak chercher leurs familles, ils se heurtèrent aux troupes irakiennes ; des fusillades éclatèrent. Du 7 au 15 août, des massacres furent perpétrés par les troupes du colonel Bekir Sidki. Dans la bourgade de Simélé eurent lieu d'effroyables tueries. Ernest Main, correspondant du *Daily Mail*, a vu dans l'église des enfants enduits de pétrole et brûlés vifs. *Le Journal de Genève* avance le chiffre de 2 000 victimes. Quant à la direction assyro-chaldéenne, elle fait état de 3 000 morts.

De nouveau saisie de la question, la SDN chercha à établir les Assyro-Chaldéens quelque part dans le monde, mais toutes ses tentatives avortèrent. En fin de compte, ils restèrent en Irak et une partie vint s'établir sur les rives du Khaboun, au nord-est de la Syrie (10 000 entre 1933 et 1938).

Lors de la seconde guerre mondiale, les Assyro-Chaldéens s'enrôlèrent dans l'armée britannique. Nouvelles promesses, nouvel oubli. Le 7 mai 1945, au lendemain de la guerre, le patriarche Mar Shimoun XXIII adresse une pétition à la Conférence de San Francisco, réclamant une place pour son peuple

3. Depuis, le 7 août est annuellement célébré comme le « Jour des martyrs ». Ce jour est aux Assyro-Chaldéens ce que le 24 avril est aux Arméniens

4. Cf. Pierre Rondot, « Assyriens d'aujourd'hui et d'hier », *France-Pays arabes*, avril 1983, p. 23-26. George Huxley, « Assyrian Genocides recalled », *The Economist*, 3 septembre 1983. Joseph Yacoub, « Le massacre occulté des Assyriens d'Irak », *Le Monde*, 1-2 janvier 1984 « 50th anniversary of the Simele Massacres, 1933-1983 », *Nahrain Magazine*, Berkeley, n° 3, 1983, p. 7-9.



FRONTIÈRES

LE PEUPLE BRETON

LES KURDES, UN PEUPLE ECARTELE

Le monde occidental intègre dans son dispositif militaire (OTAN) un pays de dictature: la Turquie. Depuis septembre 1980, l'ordre militaire règne à Ankara, les prisons sont pleines d'opposants. Les souffrances endurées par le peuple turc ne peuvent cependant pas estomper une autre réalité: le génocide culturel dont sont victimes depuis des générations les Kurdes établis dans l'état turc. Le «Peuple Breton» a rencontré récemment Derwes M. Ferho, membre de l'association Tekoser (l'Union des Travailleurs et Etudiants Kurdes en Belgique).

*Le Peuple Breton
Pourrais-tu te présenter ?*

Derwes Je m'appelle Derwes M Ferho pour les autorités, mais ce n'est pas mon vrai nom. En Turquie les noms kurdes ne peuvent être notés par écrit. Il

doivent être turquifiés. De plus, pour ne pas mettre en péril ma famille j'utilise un pseudonyme. J'ai donc trois noms: un kurde, le vrai, un turc, parce qu'on ne peut pas faire autrement, un pseudonyme, par sécurité. Je suis arrivé comme réfugié politique en septembre 1978 en Flandre. J'étais adhérent alors au DDKD (organisme de la jeunesse kurde) et on me reprochait de défendre l'identité kurde. J'ai dû partir pour ne pas être arrêté. Mon frère n'a pas eu cette chance. Il est en prison depuis 1980. Journaliste de centre gauche, poète, on l'a condamné pour les articles qu'il avait écrits dans son journal. Je ne sais pas quand il pourra sortir.

P.B. Il y a beaucoup d'exilés kurdes comme toi ?

Derwes Les Kurdes ont toujours été opprimés et ont dû fuir. A l'époque de l'empire ottoman déjà, certains avaient dû se réfugier dans la Russie du tsar. L'U.R.S.S. est d'ailleurs le seul pays qui nous reconnait des droits démocratiques, ou nous ayons une faculté de langue kurde, une radio, des journaux.



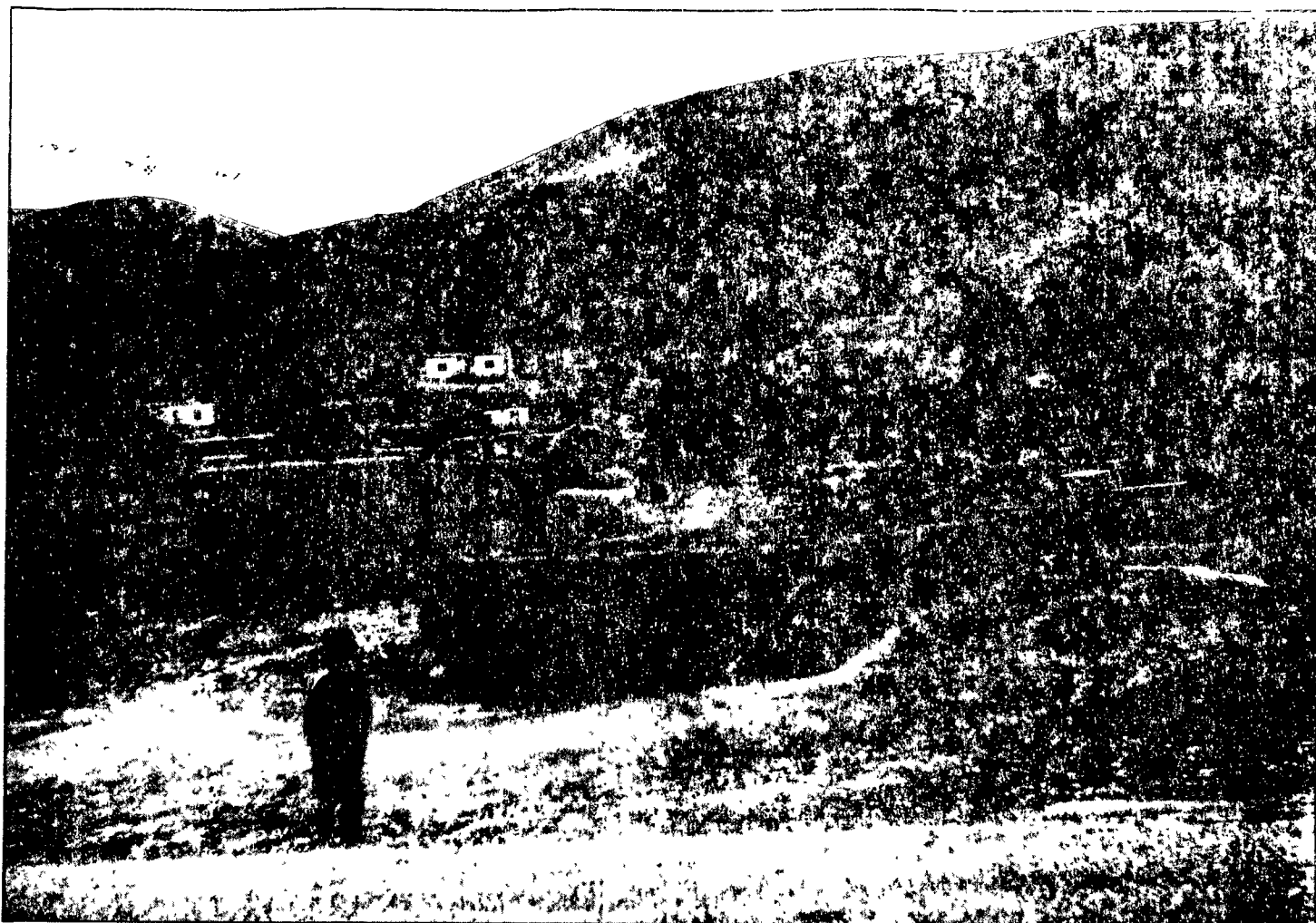


Photo Janine Sanquer

Village Kurde de Güzelsu entre Van et Hakkâri, à l'est de la Turquie.

Depuis dix ans, entre 200 et 300.000 Kurdes ont dû fuir leur pays ; ils sont allés en Europe, au Moyen Orient, aux U.S.A. et au Canada. En Flandre nous essayons de les regrouper pour régler les problèmes sociaux et entretenir notre culture

P.B. Quelles sont les raisons de cet exil ?

Derwès : En Turquie on compte environ douze millions de Kurdes (sur vingt millions en tout) Les Kurdes de Turquie, forment donc la majorité de notre peuple, mais officiellement, il n'existent pas. Il n'y a que des « Turcs des montagnes ». Tout ce qui est kurde est suspect, pourchassé. En fait pour Ankara, nous n'existons pas et ne devons pas exister. La situation est différente en Irak et en Iran où nos frères sont reconnus comme tels, même s'ils ont d'autres problèmes. En Turquie le simple fait de parler kurde suffit pour être arrêté. Dans l'armée, si un officier entend un soldat parler kurde, il fera trois ans de prison. C'est pareil dans la vie civile, dans les bureaux de l'administration, dans la rue. Si on est arrêté pour raisons politiques, on risque la prison à vie. La répression est barbare : elle vise tout le monde, pas seulement les militants. Quand les soldats arrivent dans un village après l'avoir encerclé, ils fouillent tout, se servent au passage puis obligent les gens à se déshabiller, à se rouler sur la terre ou sur des champs d'épines simplement parce qu'il sont kurdes. Et je ne parle pas des

viols, des violences physiques. Il faut bien comprendre que traiter quelqu'un de kurde est une injure pour un Turc, et se souvenir que les deux tiers de l'armée turque est en garnison au Kurdistan, ils agissent comme en pays conquis bien qu'ils prétendent être chez eux. On ne peut parler kurde qu'en cachette, écouter en cachette les émissions venant du Kurdistan irakien ou d'U.R.S.S. (Erivan). Ça fait des siècles que cela dure, aussi les Kurdes ont l'habitude du combat clandestin et de la résistance.

Chape de silence

P.B. La Turquie affirme pourtant être un état de droit.

Derwès : Une certaine façade juridique peut exister. Ainsi les emprisonnés sont défendus par des avocats durant leur procès. Mais les avocats ne peuvent voir leurs clients durant l'instruction que pendant quelques minutes, toujours en présence d'un gardien turc, en parlant turc. Au cours du procès, l'avocat doit dire que son client est innocent, mais il n'a pas le droit d'argumenter, de plaider, de le défendre en fait. La situation a encore empiré depuis septembre 1980 : avant on savait si les prisonniers étaient encore vivants, maintenant on ne le sait même plus. Les familles reçoivent quelquefois un cercueil plombé, avec inter-

dition formelle de l'ouvrir. D'autres cadavres disparaissent. L'armée fait ce qu'elle veut dans les prisons, on ignore presque tout ce qui s'y passe. Ainsi à Diyarbakir, le plus grand centre de détention (4.000 prisonniers politiques kurdes?) une quarantaine avaient entamé une grève de la faim en septembre dernier. Sept ont été assassinés par les soldats, il sont morts sous la torture. Leurs bourreaux ne pouvaient supporter l'idée que leur geste fasse connaître au monde entier les conditions inimaginables dans lesquelles vivent, survivent plutôt les prisonniers politiques en Turquie. C'est cette chape de silence qu'il faut briser : se taire c'est être l'allié objectif du fascisme turc. Je ne peux pas dire beaucoup plus sur les tortures physiques et psychiques infligées aux détenus : l'information ne passe plus. Ce sont des approximations. La vérité est-elle encore pire ?

P.B. Septembre 1980 a marqué une nouvelle dégradation. Pourquoi ce coup d'état militaire ?

Derwès : Il faut bien en voir l'enjeu véritable qui dépasse largement la Turquie. En effet toute cette région, disons la Méditerranée orientale et le Moyen Orient, est entrée en ébullition après la chute du Shah d'Iran. La révolution islamique eut à ses débuts un immense impact : elle indiquait aux peuples opprimés que la lutte contre l'oppres-



Départ pour la chasse aux loups dans le Kurdistan turc... En Turquie, le mot «kurde» a été proscrit, et les Kurdes sont officiellement des «Anatoliens de l'Est». Un certain nombre d'entre eux, marqués profondément par les brutalités d'un demi-siècle de répression, hésitent encore à se dire «kurdes», car cela pourrait toujours leur attirer des ennuis (légende et photo extraites de «Vivant Univers»).

seur pouvait être victorieuse. Bien sûr les Kurdes sont sunnites et Khomeini chiite. Ce qu'on a retenu alors c'est la fin de la dictature et la promesse d'une autonomie véritable pour le Kurdistan iranien. La suite est connue: Khomeini n'a pas trouvé dans le Coran l'autonomie ni les droits démocratiques... donc ils n'existent pas en Iran. Il a trahi toutes ses promesses et s'est montré aussi hostile que le Chah à l'égard des Kurdes qui se battent aujourd'hui contre lui comme hier contre Reza Pahlavi et sa clique. Mais en septembre 1980 des illusions étaient encore possibles et la révolution islamique, la personnalité du fanatique borné qu'est Khomeini, restaient masquées. Or le seul état de la région membre de l'OTAN est la Turquie: c'est pourquoi Washington a poussé l'armée turque à renverser le pouvoir civil pour être sûr de garder un allié fidèle en cette zone stratégique. Une radicalisation du mouvement kurde en Turquie allait directement à l'encontre de ses intérêts.

P.B. La lutte nationale a-t-elle dans

tout le Kurdistan les mêmes formes?

Derwès: Aujourd'hui en Turquie la conscience nationale kurde est écrasée par la force. Il existe des partis kurdes, en Europe, qui disent: «Nous sommes sur le terrain», mais à mon sens c'est peu probable vu la répression. La lutte armée est impossible. En Iran comme en Syrie les Kurdes se battent les armes à la main contre les dictateurs, Sadate Hussein et Khomeini. Mais en Turquie, la conscience nationale est moins vive, la résistance moins développée. Des Kurdes ont été chassés de chez eux en Irak parce que les Arabes avaient découvert du pétrole dans le sous-sol: alors ils se battent, une grande majorité de la population participe à la lutte nationale. Seule la Syrie tolère les Kurdes: les exilés peuvent s'y rendre à condition d'utiliser de faux papiers et de n'y avoir aucune activité politique. Il y a des prisonniers politiques là-bas aussi. Il faut dire que les Kurdes en Syrie sont encore nomades, ils n'ont pas de papiers et sont tolérés par force.

Nouvelle classe féodale

P.B. Ecartelé entre 4 ou 5 états, le Kurdistan existe-t-il en fait?

Derwès: La question des frontières étatiques est secondaire pour mon peuple. Les paysans des zones frontalières se sont toujours moqués des bornes frontières, leurs familles vivent depuis des siècles à cheval sur ces limites artificielles. Malgré les mines, les déplacements familiaux n'ont jamais cessé. Il y a aussi des contrats politiques entre les différentes régions du Kurdistan, une certaine aide mutuelle, mais pas de front uni. La perspective d'un Kurdistan réuni est à long terme. Par contre nous ne sommes pas contre l'idée de vivre dans un état commun avec d'autres peuples si les droits de chacun sont reconnus et respectés. C'est un peu le cas en Syrie aujourd'hui. En Iran et en Irak les Kurdes désirent une véritable autonomie. Au Kurdistan turc nous luttons pour l'indépendance car il n'y a pas d'autre voie: malgré toutes les formes d'oppression et d'étouffoir, il nous faut survivre et faire plus connaître notre cause sur le plan international. Mais je suis persuadé que nous vaincrons parce que nous sommes un peuple. En Turquie le combat nationaliste est nettement orienté vers le socialisme.

P.B. On pense surtout au Kurdistan comme à un pays féodal.

Derwès: C'est vrai, il y a vingt ans la mentalité féodale était très présente. Le chef de village dominait la vie de ses vassaux. Avec l'arrivée de certaines formes de modernité une nouvelle classe féodale est apparue dans les villes: ces nouveaux notables jouent de leur influence pour s'assurer une clientèle. Ce sont eux qui se faisaient élire avant septembre 1980, députés ou maires. La mentalité féodale n'a pas encore disparu. La plupart des villes n'ont même pas l'électricité! Il y a pourtant des barrages hydroélectriques au Kurdistan, mais toute l'électricité part vers l'ouest, vers la Turquie, comme partent le charbon, le bois, et la main d'œuvre kurde attirée par l'industrialisation turque. Notre pays est pillé, notre force de travail doit s'exiler: c'est là un choix politique du gouvernement d'Ankara car il ne répond à aucun besoin économique. Il est hors de question de développer le Kurdistan, c'est tout.

P.B. Le public occidental a découvert un peu de réalité turque au travers des films de Yilmaz Güney (Yol).

Derwès: Effectivement Güney est un cinéaste qui connaît très bien la réalité sociale au Kurdistan et en Turquie. Ses films sont toujours situés dans un contexte social très réaliste. Si on fait attention, on voit qu'il ne décrit pas seulement la vie dans les prisons mais aussi à l'extérieur des prisons car cet extérieur est aussi une prison!

Interview: **J.-C. CASSARD.**

Adresses.

— Institut Kurde de Paris, B P. 66, 75662 Paris cedex 14 — (1) 824 6464 — La véritable ambassade du Kurdistan en France!

— Tekoser, B P. 33, 1730 Zellik Belgique

TURQUIE

Féroce répression contre le peuple kurde

Le 12 septembre 1980, les militaires prennent le pouvoir en Turquie. Dans les jours qui suivent, une armée de 700 000 hommes, flanquée de la police politique, occupe le Kurdistan, au nom de la lutte contre le mouvement de libération nationale kurde, en réalité pour tenter une nouvelle fois de rayer de la carte la population de cette région.

Chars, tanks, tortures, humiliations, l'armée « pacifique » en détruisant tout sur son passage. Les militants des organisations

kurdes sont pourchassés, emprisonnés. Deux responsables du parti des travailleurs du Kurdistan sont étranglés et brûlés dans leur prison. D'autres sont internés dans des camps militaires.

En mai 1983, en collaboration avec l'armée irakienne, les militaires turcs arrêtent 1 500 Kurdes en Irak.

Le 24 du même mois, les tribunaux prononcent 35 condamnations à mort.

Nous revenons dans cet article sur le sort réservé aux Kurdes en Turquie.

A la fin de la première guerre mondiale, l'effondrement de l'empire Ottoman a ouvert la voie au partage impérialiste de la région, consommant ainsi la division du peuple kurde.

Répartis en 5 Etats, parmi lesquels la Turquie, l'Iran et l'Irak, ils sont aujourd'hui plus de 15 millions à qui est dénié le droit à une nation.

C'est en Turquie que se trouve la partie la plus vaste et la plus peuplée du territoire national kurde, sur laquelle vivent 6 à 10 millions de Kurdes qui y subissent une véritable oppression nationale.

Les discriminations aussi bien économiques, culturelles que politiques dont ils sont victimes se doublent d'une féroce répression qui survit à tous les gouvernements, civils ou militaires.

Le sous-sol kurde renferme de nombreuses matières premières que les entreprises d'Etat turques ne se privent pas d'exploiter pour le plus grand profit de l'industrie capitaliste. Celle-ci trouve dans la partie kurde du territoire des débouchés pour ses produits manufacturés et une main-d'œuvre bon marché, d'origine paysanne et contrainte d'émigrer vers les villes pour y trouver un emploi.

Ce transfert de richesses qui maintient la région dans un sous-développement chronique s'effectue au détriment des conditions de vie des masses kurdes qui connais-



Le général dictateur Evren.

sent la misère et le sous-emploi.

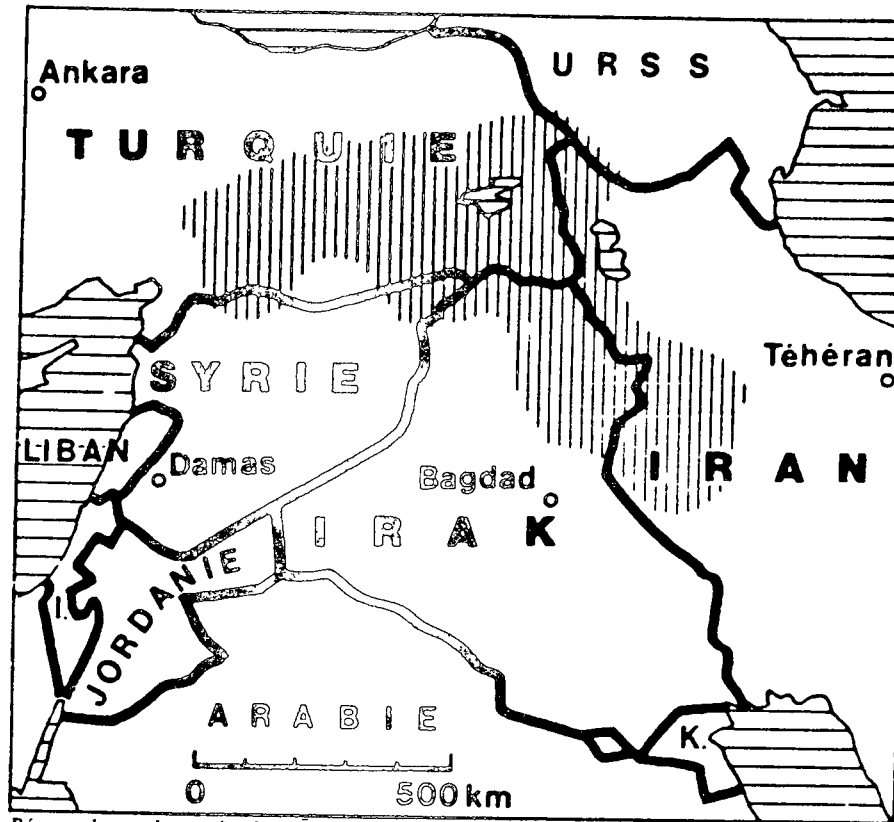
Soixante-quinze pour cent des habitants vivent en milieu rural, pratiquant une agriculture et un élevage traditionnels à l'aide de techniques qui, dans l'ensemble, relèvent du Moyen-Age.

Deux paysans sur cinq ne possèdent aucune parcelle de terre alors qu'un sixième d'entre eux s'en approprient les trois-quarts. Ces hobereaux, dont certains se sont transformés en fermiers capitalistes, jouent le rôle de relais du pouvoir, sur lesquels ce dernier s'appuie afin de maintenir une domination qui se manifeste également sur le plan culturel.

Depuis les années 1920, les divers gouvernements turcs n'ont pas épargné leurs efforts afin de faire disparaître l'idée même de l'identité nationale kurde. L'usage parlé de la langue est illégal depuis 1924 et, jusque dans les années 1960, chaque mot kurde prononcé était sanctionné d'une sévère amende.

Les trois-quarts des Kurdes ne parlant pas une brique de turc, on imagine aisément les difficultés rencontrées dans leurs rapports avec l'administration, la justice, ou bien à l'école et à la caserne.

A cette volonté d'étouffement de la langue s'ajoute, pour ainsi



Régions de peuplement kurde (en grisé sur la carte).

dire naturellement, celle qui vise à effacer l'histoire kurde en interdisant ou expurgant toute œuvre faisant référence à ce peuple, ou bien encore en écrivant une nouvelle version de l'histoire qui prétend à l'origine turque des Kurdes. Le terme « Kurdistan » est banni et soutenir qu'on est Kurde constitue un crime. « Ils n'existent pas », martèlent les oppresseurs turcs depuis des décennies, « ils sont des turcs montagnards »... qui n'ont cessé une seule seconde

de combattre pour leurs droits nationaux. Trois insurrections (1925, 1930, 1937) et, malgré une terrifiante répression, chaque année depuis 1963 se déroulent des manifestations contre la pauvreté et le chômage, alors que dans les campagnes on voit apparaître des occupations de terres pour leur redistribution, dirigées contre les propriétaires fonciers, agents du pouvoir central. Un pouvoir qui, dans ses tâches répressives contre les

Kurdes, peut compter sur l'ensemble des partis politiques.

Aucun d'entre eux, de l'extrême-droite au PC, ne soutient la cause nationale de ce peuple dont les militants sont toujours les premières victimes de la répression, comme le prouvent une nouvelle fois les milliers d'arrestations et les condamnations à mort prononcées ces derniers temps par l'actuelle dictature militaire

Christian Fostier

LE MATIN
DE PARIS
11-7-1984

TURQUIE

Les mots « malencontreux » du Club

Le Club Méditerranée, accusé de « propagande » arménienne par le ministre turc du Tourisme, a reconnu hier avoir imprimé dans sa brochure publicitaire une « phrase malencontreuse » et affirmé avoir présenté ces excuses à l'ambassade de Turquie en mars dernier. Le catalogue du club proposait des visites dans les « villages kurdes » et dans la « pres-

tiense capitale de l'ancienne Arménie ». Deux mots de trop — kurde et Arménie — que la presse turque n'a pas tardé à dénoncer avec violence. Le ministre du Tourisme menaçait, hier, de fermer les trois villages exploités par le Club dans le pays, où près de 1 000 personnes sont actuellement en vacances. La question arménienne, objet d'un grave contentieux entre la France et la Turquie, était le même jour au centre des entretiens qui ont eu lieu entre le premier ministre turc et l'envoyé spécial du chef de l'Etat français.



MERIP REPORTS

Middle East Research & Information Project

May 1984

Migrant Workers

Labor Migration in The Arab World Fred Halliday © Egyptian
Workers Abroad Robert LaTowsky © Kurdish Workers in Sweden
Mahmut Baksi • Updates West Bank Politics, Thai Workers in the Middle East

Mahmut Baksi

The Immigrant Experience in Sweden

Interview

Mahmut Baksi was born twice. The first time, in Kozluk, a village in Turkish Kurdistan, in 1944. His left-wing and nationalist activities brought him into conflict with his landowning family and with the Turkish authorities. Mahmut chose to leave, and he sought political asylum in Sweden in 1971, where he was born the second time.

The metaphor of a second birth comes from the introduction to his book of short stories, Hasan Aga, published in 1979. "I will be eight this year. I came here [to Stockholm] on May 25, 1971. This is my new birthday. I usually get a lot of candies and things to play with from my immigrant friends." In Sweden, Mahmut found that dark-skinned immigrants were treated like small children; he reasoned that Swedes dated their birth from the day they entered the "new world."

One in eight persons in Sweden is an immigrant or descendant of a foreign-born. Sweden is reputed world-wide for its liberal policy toward political refugees. Here, too, as official statistics compiled by Elin Clason show, the doors are opened wider for those from Eastern Europe than to those from the eastern Mediterranean. The sting of racial violence against black and brown people with the recession of the last decade in most of northwestern Europe has not left much mark in Sweden. Middle Easterners and Africans have not been beaten with billy clubs; gunned down in the street or pushed from moving trains as in France, England, Germany and the Netherlands. But a leaflet distributed two years ago calling for a "Swedish Sweden" is within memory. Although the economic crunch has not been as heavy

in Sweden as in other countries in the area, there is an order of priority at the workplace: Swedes, Poles and Finns, Greeks, and then Middle Easterners and Latin Americans.

During his first decade in Sweden, Mahmut feels he was treated much like the other 20,000 Turks and Kurds in the country. Now, at 40 or 13, he has achieved success in Swedish terms. A member of the Swedish Writers Union, a free-lance radio and newspaper journalist, and a prolific writer of books for adults and children in three languages (Kurdish, Turkish, Swedish) and, as of last year, a Swedish citizen, he tries to take advantage of his status to work for the Kurdish cause. Though he is most well-known in Sweden for his work on the immigrant experience, his own priorities are doing propaganda on the Kurdish question and writing for his own countrymen.

—Joan Mandell

When did you start to write, and why did you leave Turkey for Sweden?

I studied to be a teacher. I finished college in 1963, but was not able to work for very long as a teacher. In 1964, I was dismissed by the Turkish government for teaching in Kurdish. From '64 to '66 I did my military service as a regular soldier—had I not been dismissed from my teaching job, I could have served as a teacher. After the military, I went back home to my family's village, where my grandfather was a big landowner.

I worked for two years as a daily columnist for a Turkish newspaper in Batman, Kurdistan, writing on the Kurdish question, against capitalism, and against my own family. When I

tried to help people in my village, my family called me 'un-Muslim' because I was trying to tamper with the God-given order of rich and poor. During my military service I met thousands of very poor young people, and Turkish leftists and intellectuals. They convinced me to ask myself why I had so much money compared to them. My grandfather later said that if he had known how my ideas would change, he would have paid money so that I wouldn't have had to enter military service. I also got good ideas from my teachers.

In the newspaper, many capitalists refused to advertise because of my articles, so the owner told me he had to dismiss me. I went to Istanbul in 1968, where I met many Turkish communists, progressives and "separatists"—this is what the Turkish government calls Kurdish nationalists. They encouraged me to write about my life: boarding school, military service, the Kurdish question. Some Turkish intellectuals published it. A few months later, the government banned it and the court demanded that I serve a 15-year prison sentence. As a person with some reputation, especially at a time when the Turkish left was strong, I was able to stay out on bail. At the same time, I worked as a union leader for chemical workers in the DISK federation, responsible for a certain section of Istanbul, and I worked on the organization's magazine.

Finally my lawyer said that he could no longer save me from jail, and he was sure I'd get at least 15 years. He told me I should choose between prison and leaving Turkey. I got a false passport. On August 25, 1970, I drove to Germany with some friends and some German money. In those

days, you needed money, not a visa.

I stayed in Hamburg for one month and then went to Berlin, where I was granted political asylum. The German government wanted me to go to Nuremberg, but I refused. As for Berlin, it was impossible for me to live there: among more than 100,000 Turkish workers there were many agents, police and neo-fascists.

I came to Stockholm on May 25, 1971. The Swedish police immediately knew my passport was false. They locked me up for six hours, took my money and my belt. But I was eventually admitted to the country.

From 1971 to '74, I worked as a dishwasher. This is the school that all Third World immigrants must first attend when coming to Europe. I went to a teacher's school to study Swedish and about Swedish society, and at night I washed dishes. When we did practice teaching, I chose a school that was attended by many Turkish and Kurdish immigrant children. I was very surprised to see that these

children couldn't use any language properly—they spoke half Swedish and half Kurdish or Turkish. They were very poor, physically ill, asocial, aggressive, involved in petty criminal activities, and in deep conflict with their families and Swedish society alike.

I wrote an article about Kurdish and Turkish schoolchildren in 1974, called "Child Slaves." It was printed in the largest Swedish daily, *Dagens Nyheter*, and the government authorities were very angry. I was black-listed: for two years I couldn't get a job as a teacher. The social welfare office told me to work in a restaurant. Many individuals in Sweden helped me indirectly with work, to get freelance assignments on the radio. I started to publish on the immigrant question. When I became more famous, I was able to start writing on the Kurdish question once again.

Now I'm working freelance for *Aftonbladet* [the daily newspaper of the Social Democratic Party], make radio programs [Baksi is currently promoting a tour of Kurdish and Turkish singers], and I have a scholarship from the Swedish Writers Union.

Are you planning to go back to Kurdistan?

I can't go to Turkey, Iran, Iraq or Syria. My sister was killed along with 14 other young Kurdish people in Syria in 1981, 800 meters from the Turkish border. I went there for two months after her death. I got photographs of the massacre through a source that bribed someone in the

Syrian police. *Aftonbladet* sold these photos around the world and I wrote a book about the affair. Now it's impossible for me to go to Syria.

There are over two million Turks working in western Europe. What led to this massive exodus?

I remember when my grandfather bought a Ford tractor—an American model manufactured in West Germany. He said to the villagers who worked on his land, "Now I have a non-Muslim boy to work for me and he is very clever so I don't need you anymore." So they left the village. When I go to Hamburg or France now, I meet some of them. They are not angry with me because they know I am against that system, but they remind me of what my grandfather said.

Hundreds of thousands of people were pushed out of their small villages by mechanization. There were about 40,000 small villages with 100 to 200 inhabitants each. Seventy-five percent of the population lived in these small villages. In Istanbul and Ankara there were few jobs. Western Europe needed workers. Most of those who migrated remained in Europe. For them, there is more democracy in western Europe, and more social life. They find that they can't readjust to Turkish or Kurdish society, where they are now considered foreigners.

There are now 20,000 Turks in Sweden. When did the immigration start?

In Sweden Turkish immigration started in 1960. We knew nothing about Sweden from school. We thought Bakimos lived in Sweden, that there was no sun for six months, that people lived in ice houses. What Middle Easterner would ever think of coming to such a place? When my mother came to visit in 1976, she brought me five kilos of salt as a present.

In 1965, two families came here from central Anatolia and lived here a couple of years. They went back to Turkey and talked it up, and the Swedish embassy promoted Sweden as a wonderful country. From 1965 to '70 many Kurds and Turks seeking employment left central Anatolia for Sweden. During these years, there was already a housing shortage in Sweden, so the workers lived five to ten to a room. When the suburbs were built in the 1970s, their living situation improved and they brought over their wives and children. Some of the children growing up here are already taking over their parents' jobs in grocery shops or as cleaners.

Since ordinary workers can no longer enter Sweden easily, those who

do come now try to take advantage of the Swedish policy of granting residence status to all members of the immediate family of a resident or citizen. People pay high dowries to the fathers of daughters who have Swedish permanent residence status. They can't do this in other countries, like Germany.

What about those seeking political asylum?

Before 1971 there were only five Kurdish political refugees in Sweden from Turkey, but after the 1971 coup many young men came as political refugees. In 1974 there was an amnesty in Turkey and many political exiles went back home. After the 1980 military coup, many more came to Sweden. It is easier for Kurds than for other Turks to enter Sweden because we have no country, and according to Swedish law have the right to apply for political asylum. The government checks out potential political immigrants with the Kurdish organizations here. Most of those who came to Sweden as workers have their families with them. Most who came as refugees are alone.

What kind of work are the Turks and Kurds doing in Sweden?

Most are dishwashers and cleaners. The Finns, Yugoslavs, and to some extent the Greeks, are in the factories. But still life here is easier for Turks than in Germany. There, many work in factories on yearly contracts. This year more than 200,000 moved back to Turkey because their contracts were not renewed. They also have problems finding housing. Because of the differences in workplace and living conditions, the Turks in Germany are more politically conscious than those here. In Germany, 80,000-90,000 Turkish children don't go to school; in Sweden they all do.

What are the main problems faced by Turkish-Kurdish immigrants in Sweden?

There are enormous cultural problems. We don't accept this society's cultural values and they don't accept ours—on religion, food, women, morality. Children easily adapt, but not parents; this causes big conflicts within the family.

For all immigrants to Sweden, there are 240 hours of language instruction. This benefits those from some countries more than others. Most Turkish immigrants are illiterate. Sweden gives the possibility for a better material life, but it has not met our demands for culture and language.

Swedes think we are very primitive and we must accept Swedish culture at once and forget our background. They are very suspicious about people with black hair.

Are there Turkish and Kurdish women working in Sweden?

Young women, before they have children, work in restaurants, offices and hospitals as cleaners. Most can't speak Swedish. Though there are special literacy courses available, they are often after job hours and the women say they are too tired to go.

The biggest social problem for women here is that they lose contact with their husbands. It is relatively

easy for men to integrate in Swedish social life, to go to a pub, disco or cafe where it is possible for them to meet Swedish women. They say their wives cannot adapt. Most women do not want to go out for social entertainment, and most husbands are embarrassed by their wives' clothing and manners. The gap between levels of personal freedom for men and women in the Middle East increases here. Many men have left their wives, but without divorcing them, to live with Swedish women. In fact, this has happened to a majority of young couples. In some cases, the woman goes back to her father's house, unable to remarry because she is not divorced. In other cases she stays working in

"This city doesn't look like our city"

Ihsan is working 'til midnight. When he comes home, he is so tired that he just falls into bed. He hasn't even got the strength to take off his clothes. In the morning when he wakes up, it's already 11:00. Therefore, he never sees our children. They're in school when he's awake, and when they come home, Ihsan has left for work. Therefore, I don't think it matters if the children are living here or in Kurdistan. . . . You can hardly believe we're living in the same apartment, yes, in the same room. It was better when we were living in Kurdistan. Then we sometimes had letters from Ihsan

The other day I met a friend who said to me that she had seen Ihsan hand-in-hand with another woman. That means that he's cheating me. . . . Now I understand why he doesn't work in the days.

My neighbors' men are always home in the evenings. Perhaps Swedes work in the days and the immigrants in the night. Is there a law that says so? No, I don't believe that. I know many immigrants that work during the days.

I've tried to follow Ihsan sometimes, but it doesn't work. My tongue can't speak Swedish. My hands can't write. My eyes can't see, and I'm afraid to get lost in this sea of people. This city doesn't look like our city. There you can't get lost

Excerpt from Mahmut Bahsi, Pero, pp. 63-4.

Sweden. Her husband may visit her and take her earnings for himself. It is typical for a Turkish youth to come to Sweden, get sexual experience with Swedish women, at 20 or 21 go back to Turkey to get married and bring his bride back to Sweden. Three months later he doesn't want to live with her anymore. Often he sends his wife back to Turkey, with a child. Both Swedish and Turkish women are victims of this behavior.

What sorts of organizations are there for Kurds in Sweden?

All Kurdish political parties are represented in Europe. In Sweden, the Kurdish National Union is an umbrella organization for 17 organizations. It is officially recognized by the Swedish government—the first to give us official recognition. The Swedish government has financed publication of over 20 books for adults and children in Kurdish. Copies of these books are available in the Swedish embassy in Turkey, but Kurds are afraid to go past the Turkish guards at the embassy to get them, since all books in Kurdish are illegal in Turkey. I helped translate Astrid Lindgren's *Pippi Longstocking* into Turkish and into Kurdish, but poor Pippi can never go to Turkey with her Kurdish identity.

Last year, President Mitterand gave French government support to a Kurdish institute in Paris. In Germany and England, however, there are no official Kurdish institutions. Only the Swedish government has supported Kurdish publications.

When Turks return home, do they try to make any changes in Turkish society as a result of living in Europe?

Here the Kurdish-Turkish workers are like slaves, but back in Turkey, on vacation, they are treated like *aghas*. They go back and tell people how wonderful Sweden is. They lie about their circumstances. They enjoy their vacations, but they want to get back immediately to Sweden because there are no human rights in Turkey.

How are workers' remittances invested in Turkey?

Mostly in houses and small businesses.

But small villages can only take so many small shops, so when people started looking for other places to invest their money, something like a mafia sprung up. There are schemes that encourage workers to send their money back to invest in factory projects that really don't exist.

In 1983, 16 billion Deutsch Marks (DM) were sent back to Turkey in remittances from Europe, but, according to Turkish newspapers, another DM 50 billion remained in banks in Europe because people were afraid to send their money back.

Turkish banks have opened in Germany and France. They advertise cheap housing in Turkey, for example, to encourage the workers to send back their earnings. Another phenomenon is that a man can now pay the equivalent of DM 20,000 to reduce his military service from 24 to two months and he doesn't have to have his head shaved like the other recruits. We make propaganda within the Kurdish community that this money will go to the Turkish government to buy more weapons from the US to kill our families. □

On Kungsgatan

Atten o'clock on Christmas eve, some years ago, a friend and I were walking on Kungsgatan in Stockholm. I guess we had been walking five times back and forth between Stureplan and Vasagatan. On the opposite side of the street there were some other black heads. They were also walking with no special place to go. It was completely quiet. The atmosphere was very dull. It was nearly like there was a curfew, like some generals had made a military coup in Sweden that evening and that all Swedes were forbidden to go out. Now and then some police cars were passing. They drove very slowly. Not even for money could you find one Swede in the street. Even the alcoholics were away. A Sweden without Swedes! Had they disappeared to another country?

We felt sadder and sadder. Time seemed to stop. We had nothing to talk about anymore. The words had finished. All the things that could be said were already said . . .

From Mahmut Baksi, Hasan Aga

The friend in "On Kungsgatan" was Kurdish guerilla leader Necmettin Büyükaya. He was murdered by Turkish prison authorities on January 24, 1984. Necmettin lived in Sweden from 1972 to 1975, returning to Turkey following the 1974 amnesty for political activists. He went underground in 1979. In February '81, he went to Damascus to get a printing press in order to publish clandestine material in Kurdish. On his return to Turkey he was arrested.

In prison he was tortured. He was recognized by the authorities as one of the leaders of a hunger strike and removed with one other prisoner to a small cell. Both were killed; their necks were broken.

"He was my friend for nearly 22 years," reminisces Mahmut Baksi, "and he once told me, 'if one of us must die first, let it be me. You are the writer and you can explain our problem, but if you die first, I can't write about it.'"



FILE ON TORTURE

No. 1 May 1984

amnesty international

Turkey

TORTURE of political detainees was already a major concern of Amnesty International before the military coup of September 1980. An increasing number of torture allegations had led the organization to send a research mission to Turkey in May that year, when Amnesty International concluded that torture was widespread and systematic and that most people detained by police and martial law authorities were tortured—and in some cases tortured to death.

The number of torture allegations and reports of deaths in custody increased after the coup—this was undoubtedly related to the increased number of people detained and the lengthening of the incommunicado detention period since September 1980 by amendments to the martial law regulations.

The following extracts from the introductions to the country entries on Turkey in the last four Amnesty International Annual Reports illustrate how the Turkish authorities have persisted in the torture of prisoners during the present decade.

1980 — *The concerns of Amnesty International were prisoners of conscience and the legislation which leads to their imprisonment; cruel, inhuman and degrading treatment or punishment of prisoners. . . .*

1981 — *The main concerns of Amnesty International were torture, executions and . . .*

1982 — *Turkey remained under martial law throughout 1981. Amnesty International was concerned that thousands of people were imprisoned, many for non-violent political activities; torture was widely used. . . .*

1983 — *Amnesty International's concerns were large numbers of prisoners of conscience, widespread and systematic torture and ill-treatment of political prisoners. . . .*

Allegations of widespread and systematic torture of political prisoners continued throughout 1983 and the pattern has shown no significant change during 1984.

Testimony of a former prisoner

"I loosened the blindfold and looked around. The scene was horrific. People were piled up in the corridor waiting their turn to be tortured. Ten people were being led blindfold and naked up and down the corridor and were being beaten to force them to sing reactionary marches. Others, who were incapable of standing, were tied to hot radiator pipes. . . .

"An old man of about 50 had been stripped naked and was being made to hand out bread rations. The same man was forced to watch while his children were tortured, and vice-versa.

"Those lying on the ground were kicked and punched by passing torturers. The torture never let up. . . . Even when they stopped torturing you physically, the screams of the others began to torment you psychologically. After a while I was able to pick out which torture was being applied—from the screams."



Sema Ogur, who says she and her husband were tortured by Turkish security officials.

The extract on the left comes from a recent testimony received by Amnesty International from a former political prisoner in Turkey. In it, Sema Ogur, who was a student when she and her husband were arrested in February 1981, alleges that she was tortured every day for a total of 47 days in a detention centre in the capital, Ankara, and beaten and subjected to continuous cruel, inhuman and degrading treatment for 14 months in Mamak Military Prison.

Continued on page 2

Continued from page 1

The tortures she alleges include being given electric shocks, kicked, punched, beaten with truncheons; subjected to *falaka* (sustained beating of the soles of the feet); being hung by the arms from ropes attached to ceiling water pipes, tied to hot radiator pipes, and hosed down with icy water under high pressure.

Her torturers threatened to sterilize her with electricity, she says, and, in her husband's presence, threatened to rape her.

She says that her husband was tortured—with electric shocks applied to the genitals—in front of her; and that she was tortured with electricity in front of him.

Sema Ogur's testimony about

Torture, routine beatings in police stations and military prisons

Although most of the allegations of torture received by Amnesty International concern political detainees, it does occasionally receive reports of ordinary criminal suspects being tortured in order to elicit confessions, and information received over many years strongly suggests that the torture of ordinary criminal suspects is routine in Turkish police stations: most of these reports describe beatings, in particular *falaka*.

However, all the detailed information on torture in Amnesty International's possession relates to political prisoners, the majority of whom are reportedly ill-treated in some way during the detention period. Some well-known detainees—notably those detained in connection with the Turkish Peace Association and former members of parliament held immediately after the coup—have apparently not been tortured, but they constitute a small minority of such cases known to Amnesty International.

In most instances torture was allegedly inflicted by the police and took place in police stations, but Amnesty International has received detailed allegations that torture has been inflicted in military establishments in Diyarbakir, in Diyarbakir Military Prison (see page 7) and Mamak Military Prison, near Ankara. Reports have been received, too, of prisoners having been tortured and ill-treated in a number of other military establishments, including Metris Military Prison in Istanbul and Erzurum Military Prison in eastern Turkey.

both the detention centre and Mamak prison is consistent with the testimonies of two other former detainees held at about the same time and also now living outside Turkey. All three testimonies are consistent with other information about both places which Amnesty International has received in the past. Extracts from the three testimonies are given elsewhere in this *File*.

Also included are extracts from testimonies by other former prisoners in Turkey—Amnesty International is unable to confirm all the details in these testimonies but has found the former prisoners' accounts consistent as a whole with information received from Turkey over the years.

Prison Commander ordered beatings

Following the death in custody of the detainee Ilhan Erdost on 7 November 1980, the Commander of Mamak Military Prison, Colonel Raci Tetik, made this statement to the Ankara Martial Law Prosecutor:

"I had given orders that after the preliminaries were completed all prisoners with the exception of the aged, women and children, the lame and the diseased, should be struck with a truncheon once or twice each below the waist in their ruder places [buttocks] and on the palms of their hands and they should be warned not to come to prison again. I am not going to deny my order. My aim is to ensure discipline."

Methods of torture have included electric shocks, *falaka*, burning with cigarettes, hanging from the ceiling by hands or feet for prolonged periods and beating and assaults on all parts of the body, including the sexual organs.

The most severe torture has usually taken place during the detention period (when the detainee is held incommunicado). Prisoners may by law be detained for up to 45 days before having to be brought before a court to be charged or released. The main purpose of the torture appeared to be the extraction of information and confessions, although intimidation was also an important element.

The routine beatings which took place in military prisons, where people were sent after being charged or convicted, seem to have been for the sole purpose

of maintaining discipline. Amnesty International knows, however, of some instances of prisoners having been taken again for interrogation and tortured again, even after several years in prison.

• Mumtaz Kotan, a 41-year-old lawyer who has been adopted by Amnesty International as a prisoner of conscience, has been imprisoned since April 1980. He is said to have been tortured during his interrogation then. He was sentenced in July 1982 to eight years' jail for belonging to a Kurdish organization and for alleged secessionist activities. He is reported to have been tortured repeatedly throughout his imprisonment. In August 1983 his health was said to be critical.



• Mehdi Zana, also an adopted prisoner of conscience, is serving a 24-year prison term, reportedly in connection with alleged Kurdish secessionist activities. He was detained immediately after the September 1980 coup and he, too, is reported to have been tortured repeatedly throughout his imprisonment. (Both men are in Diyarbakir Military Prison.)



Evidence of torture in Turkey includes the testimony of prisoners and former prisoners, in some cases supported by medical reports, sworn affidavits made by fellow-prisoners and relatives, and evidence presented in court.

• At a court hearing in Erzurum on 2 November 1983 Nurettin Baysut appeared with his head bandaged, allegedly because of wounds caused by torture, and Salih Altindag took off his clothes and showed marks said to be the result of torture. They have been charged under Article 125 of the Turkish Penal Code with separatist activities as alleged members of the Socialist Party of Turkish Kurdistan.

The two men stated that torture in Erzurum Military Prison consisted of savage beating, *falaka* and being hit with sandbags.

Since the September 1980 coup Amnesty International has repeatedly asked the authorities to investigate allegations of torture, in particular when it is alleged that a death has resulted.

Amnesty International has submitted to the authorities the names of more than 100 people alleged to have died in custody since September 1980. In reply, it has received information from the authorities concerning 81 of these cases. In 25 cases trials or investigations were said to be in progress. Other replies indicated deaths as a result of suicide, accident or illness or referred to lack of information or any record of detention. In nine cases the

person concerned was still alive. Where no replies have been received Amnesty International does not know whether any investigations took place.

On 16 March 1982 the Minister of State, İlhan Öztrak, acknowledged publicly that 15 people had died as a result of torture since 12 September 1980.

However, a report issued by the Chief of the General Staff's Office on 29 October 1982 stated that investigations into 204 deaths alleged to have been caused by torture had determined that in only four cases were the deaths caused by torture. According to the report, 25 deaths had been from natural causes, 15 prisoners had committed suicide, five had been killed while trying to escape and 25 had been killed during clashes.

The same report said that by 4 October 1982 the martial law authorities had opened a total of 540 investigation files following claims of torture. Investigations into 316 of these cases continued; in 171 cases there were no grounds for prosecution; trials concerning 37 cases were still continuing and trials concerning 16 cases had been concluded. Thirty-four people had been acquitted and 15 others given various sentences. Of those being tried, 17 people were in custody and 76 were not.

It is doubtful if all allegations of torture reported to the authorities are investigated. In the Turkish press alone there have been reports of hundreds of defendants in political trials having retracted statements which they alleged had been made as a result of torture.

Police HQ in Ankara cited by ex-detainees

One of the places most frequently cited by former prisoners in Turkey as a torture centre is Police Headquarters in Ankara.

The First Branch of the Ankara Security Directorate operates from these headquarters and is reputed to use as a holding and torture centre a building there known as the *Degerlendirme ve Arastirma Laboratuvarı* (DAL), Evaluation and Research Laboratories.

Over the years Amnesty International has received numerous reports of people having been tortured at Police Headquarters, and in particular in the DAL. The alleged victims include **Ayşe Necmiye Bekel**, who was held in the DAL after her arrest in July 1981 and has been adopted as a prisoner of conscience—she is an Appeal Case in this *File*.

More recently, Amnesty International received reports in February 1984 that



This picture of 41-year-old political prisoner Ulvi Oguz was taken just after he had collapsed during a visit by Turkish journalists to Mamak Military Prison in February 1982. The journalists had been invited to the prison after publicity abroad about alleged deaths in custody in Turkey. Foreign correspondents were not included in the authorities' invitation.

Ulvi Oguz, adopted by Amnesty International as a prisoner of conscience, was arrested in May 1981 and is still on trial with over 200 others on charges alleging membership of the Turkish Communist Party. He is reported to have been tortured during detention and told an Ankara military court that a confession had been extracted from him under torture.

When he collapsed during the journalists' visit, the Prison Commander, Colonel Raci Tetik (see column 2 on previous page), is reported to have said: "He is putting on a show." He had the man examined by a prison doctor who pronounced him to be suffering from "nervous exhaustion"—and is reported to have added that this was common at Mamak Military Prison.

Sevgi Kilic and 14 other teachers had been tortured while being held at Police Headquarters, probably in the DAL.

The following information is based on the three testimonies recently received by Amnesty International from **Sema Ogur**, **Nursal Yilmaz** and **Meryem Sendil Colakoglu**, all three of whom had alleged that they were tortured in the DAL during 1981, and also in Mamak Military Prison, to which they were afterwards transferred.

The three were sentenced (*in absentia*) in May 1983 to six years, eight months' imprisonment for belonging to a prohibited organization.

Sema Ogur says she and her husband were arrested at a friend's house on 15 February 1981, blindfolded and taken to the DAL, where the couple were interrogated and tortured. She was there for 21 days and was twice taken to hospital, spending one night on a drip feed in an emergency ward. She says that she asked doctors to record torture marks on her body, but they refused.

She was moved from the DAL to a women's prison, held there for 25 days, then freed. (Her husband had meanwhile been moved to Mamak Military Prison and is still there, serving a sentence of 10 years, eight months' imprisonment.)

In October 1981 she was rearrested and taken back to the DAL, where the torture continued over the next 26 days, which,

she says, she spent mostly in solitary confinement in a pitch dark cell. She—and the two others—says they were blindfold during most of the torture sessions.

According to Sema Ogur, her torture began immediately she arrived at the DAL and included being forced to stand on one foot and to lean forward against a wall with all her weight resting on her forefingers; being beaten, kicked and punched; having her outstretched arms tied to pipes on the ceiling and then being left hanging in a crucifixion position—"It was as if my arms were coming off. . . . The pain became so bad that my screams drowned their [the torturers'] voices."

She describes also how she was forced through a car tyre, so that her body assumed a U-shape, with her head, arms and legs sticking out of one side of the tyre and her lower back and buttocks out of the other: then the soles of her feet were beaten with a thick stick—"I had made the acquaintance of the *falaka* torture."

She was also given electric shocks—"They wet the inside of my crotch and began applying electricity. . . . One of the torturers shouted: 'If you don't give us what we want, we'll continue to apply electricity to your ovaries and sterilize you.'" She was also forced to strip naked and was then hosed down with icy water from a high pressure jet.

In her testimony, Sema Ogur describes the crowded conditions in the DAL, with victims piled up in the corridors, and the incessant noise: the shouts of the torturers and the screams of the tortured . . . "so that it was impossible to sleep".

On her second day in detention she thought she heard her husband screaming and then . . . "I was again taken blindfold to the torture room opposite [her cell]. Once inside they took off the blindfold, and, sure enough, it was my husband.

"He was lying naked beside a black tiled wall. His hands were tied behind his back and they were administering electricity to his genitals.

"After showing him to me, they retied the blindfold and, in a voice my husband could hear, threatened to strip and rape me.

"They wanted us to reveal our address. . . . They said I could save my husband if I gave them the address. [She says she and her husband did not want to reveal it for fear of endangering friends.]

"On another occasion I was again suspended from the ceiling and electricity was being administered to my toes. I was semi-conscious when I heard them bring my husband in. They told him that he could save me if he talked."

During her second spell in the DAL her husband was brought there from prison and tortured for a week, she says.

Sema Ogur says that her husband later described in court one of the tortures inflicted on him: the "Palestine method", which involved having the hands and feet bound together behind the back and then being hung face down from a rope attached to the four limbs.

* * * *

The testimonies of Nursal Yilmaz and Meryem Colakoglu catalogue much the same brutalities inflicted on prisoners as Sema Ogur's: each describes how she was beaten, kicked, punched, given electric shocks, hung from ceiling pipes (including by the "Palestine method"), subjected to the "car tyre" *falaka* torture and hosed down with icy water.

• Nursal Yilmaz: "I was subjected to the torture . . . of being suspended by the wrists three times. . . . Once they made my fiancé watch while I was being tortured. . . .

"Similarly they made me watch while he was being tortured. They hung him on the wall by his wrists. . . . His body would not stay straight . . . it arched . . . I suppose because of the pain. He was blindfold . . . and his trousers were undone. From this I deduced that they had given him electric shocks to his penis. . . . He later confirmed that this had been so. For a long time he passed blood with his urine because of the severe torture. . . .

"One day . . . I saw from under my blindfold that they were doing something to his leg in the corridor. When I came closer I saw that they were washing a gaping wound across his ankle . . . open to the bone."



Meryem Sendil Colakoglu (left) and Nursal Yilmaz, who say they were tortured in the DAL centre at Ankara Police Headquarters and later during detention in Mamak Military Prison.

Nursal Yilmaz was arrested with her fiancé (whom she later married), his sister and a friend on 12 February 1981. All four were tortured at the DAL, she says. She was held there twice, for 25 days and, after rearrest in October, for 23 days. She was subsequently moved to Mamak Military Prison, where she was held for 14 months. Her husband is still there, serving a 25-year sentence.

• Meryem Sendil Colakoglu says she was held in the DAL for 23 days, from 17 October 1981, then moved to Mamak and detained there for just over a year, until her release on 24 November 1982.

"Countless hours of the most unimaginable affronts to human dignity began with the first kicks as I was bundled into the police car," she says. "My demands to know what was happening, where I was being taken, were met with kicks and punches. Once in the car I was blindfolded and the policeman next to me pushed my head between his legs and began beating my back—"We are going to what you might call a beauty parlour," he said. "You go in looking like this and you come out a different shape."

Of one period of her detention in a DAL cell she says: "I was unable to distinguish day from night. . . . The screams never let up. Doors were constantly opening and shutting, prisoners were taken out and others thrown back in, in a flurry of kicks and abuse. . . .

"I lay there semi-conscious until they came back for me. . . . Then they dragged me out in my bare feet, as my shoes no longer fitted me, and carried me to the room where I had first been tortured. [There] A male colleague . . . was under the *falaka*. They were beating him with all their might, while at the same time saying and doing things to me which should not be done to a woman—in order to pressurize him."

Mamak Military Prison

"Before my arrest I had heard that the torture did not stop after Police Headquarters but that it continued in different forms in prison, too. This was confirmed by my own experience in Mamak Military Prison."—Meryem Colakoglu

The testimonies of the three former detainees present a grim picture of imprisonment in Mamak—harsh and arbitrary military-style discipline for men and women detainees, enforced by punishments which included severe beatings, incarceration in crowded, insanitary "death cells" and deprivation of privileges, including visits by relatives.

Daily beatings

"Morning and evening inspections were the scene of daily beatings. They hit you for the slightest infringement of the rules: looking sideways, not shouting your name at the top of your voice, not standing straight, not stamping your feet like a soldier, etc.

"These beatings took place in the presence of the prison doctor, who was on the inspection team. Our bodies were constantly black and blue. . . ."—Sema Ogur

The "Induction centre": After arrival, prisoners are said to have spent up to two days in a cage ("exactly like a lion's cage"—Sema Ogur), being forced to march up

Continued on page 6

APPEAL CASES

Pasa UZUN

A founder member of a Kurdish cultural and youth association, he has been detained since 1979 and is reported to have been tortured on several occasions in Diyarbakir Military Prison. He is believed to have been tortured most recently during the hunger-strike that ended there on 3 March 1984. He is said to be in very poor health.

Pasa Uzun, 31, was a student at a teachers' training institute in Konya when he and some 200 other members of the Progressive Democratic and Cultural Association (known as the DDKD) were arrested. The DDKD had been legal until its proscription under martial law, declared in Diyarbakir in April 1979.

The DDKD trial opened in Diyarbakir Military Court on 19 November 1980. In September 1982 it was combined with the trial of the Kurdish Workers' Party (KIP) and by 1 March 1984 the number of defendants was reported to have increased to 625, all charged in connection with alleged Kurdish separatist activities.

Pasa Uzun is reported to have been extensively tortured after he had delivered a 16-page defence statement during the opening hearing of the trial in November 1980. He is reported to have been unable to walk when brought to a trial hearing on 19 March 1981 and to have been barely audible when he tried to tell the court how he and other prisoners had been tortured.

Before that hearing he was reported to have been hung by his feet over a period of 22 days and to have been given electric shocks on many parts of his body.

He is said also to have been held in isolation on several occasions in so-called "death cells" in Diyarbakir Military Prison No. 5.

In a letter dated 15 August 1982, the Kurdish lawyer Serafettin Kaya—detained in Diyarbakir Military Prison between February and September 1981 and now in exile—stated that Pasa Uzun's foot was then black and had become stiff as a result of ill-treatment.

Pasa Uzun is reported to have been put in isolation during three hunger-strikes in Diyarbakir—July to September 1982; September 1983; and end-1983 to 3 March 1984. He is understood to have been tortured during each of those periods.

Amnesty International has adopted him as a prisoner of conscience, considering him to have been imprisoned because of his non-violent activities.

Please send courteous letters:

- *urging his immediate and unconditional*



Pasa Uzun

release, as a prisoner of conscience;

- *urging that he receive immediate, appropriate medical care;*
- *urging that the reports of his torture and ill-treatment in custody be impartially investigated and that anyone found to have been responsible be brought to justice.*

Addresses for appeals

Send your letters on these appeal cases to: Mr Turgut Özal / Prime Minister / Basbakanlik / Ankara / Turkey; and to: General Necdet Urug / Chief of General Staff / Ankara / Turkey.

Ayse Necmiye BEKEL

A former assistant lecturer in political science at Ankara University, she has been detained since July 1981 and is reported to have been tortured at Police Headquarters in Ankara and badly beaten in Mamak Military Prison.

Necmiye Bekel, who is married, is one of well over 200 people who are on trial in Ankara on charges under Article 141/5 of the Turkish Penal Code of belonging to the illegal Turkish Communist Party.

She was arrested on 17 July 1981 and reportedly taken to the DAL at Police Headquarters in Ankara and tortured. She is said to have been pregnant at the time and to have had a miscarriage as a result of her ill-treatment.

She was later moved to Mamak Military Prison. A former prisoner, Nursal

Yilmaz (see page 3), who said she had shared a ward with her there, has told Amnesty International that Necmiye Bekel was one of a number of women who were badly beaten with her at the end of 1981.

Nursal Yilmaz said she feared that Necmiye Bekel would still be subject to beatings. Such ill-treatment had been routine during the 14 months up to December 1982 that she had been in Mamak, she said . . . "and my information is that conditions there have got worse."

Necmiye Bekel was among 205 defendants who went on trial in Ankara Military Court on 15 February 1982. By the end of 1983 the number of defendants had risen to 288, including Necmiye Bekel's husband, Sahir Sukru Bekel, who is also being held in Mamak. The trial continues.

Amnesty International has adopted Necmiye Bekel as a prisoner of conscience. Although the Turkish Communist Party has always been illegal in Turkey, it has not as an organization supported or participated in violent activities, and anyone imprisoned solely for allegedly belonging to it is considered by Amnesty International to be a prisoner of conscience.

Necmiye Bekel, who is 37, received her doctorate from the University of Paris (Nanterre).

Please send courteous letters:

- *urging her immediate and unconditional release, as a prisoner of conscience;*
- *expressing concern about reports that she has been tortured and ill-treated, and fears that she may still be subject to beatings and other ill-treatment in Mamak Military Prison;*
- *urging that the allegations of her torture and ill-treatment be impartially investigated, and anyone found to have been responsible brought to justice.*

Political prisoners

According to official figures, on 30 June 1983 there were 21,046 political prisoners held in military prisons, but, after ratification of sentence by military courts of cassation, political prisoners are transferred to civil prisons and no figure is available for the number of political prisoners in civil prisons. It is not known exactly how many among the total number of political prisoners are people charged or convicted on account of their non-violent political or religious beliefs or activities, but Amnesty International has been informed about several hundred people it believes to be prisoners of conscience and understands that the actual number may be much higher.

Continued from page 4

and down singing marching songs—and being beaten if the officer in charge was dissatisfied with the performance.

"By the time you get out of the cage your hands are swollen from being beaten. The training goes on from morning till night, and sometimes all night. . . . the whole idea . . . is to break the prisoner's spirit," said Nursal Yilmaz.

After "induction" the women were moved into wards of up to 50 inmates each. Exercise was limited to five minutes daily—during this time prisoners were forbidden on pain of beatings to talk, look about them or even glance up at the sky.

Men and women exercised at different times and were forbidden to look at each other. Neither Sema Ogur nor Nursal Yilmaz saw their husbands in Mamak during the 14 months all four were there together—nor were they allowed to communicate in any way.

"The only time I saw my husband or heard him speak was in court," Sema Ogur told Amnesty International (both were defendants in a group trial). "Even then we were not allowed to be near each other, nor could we exchange greetings."

Her husband was imprisoned in the basement, she on the ground floor of the same prison block.

'Death cells'

One of the punishments referred to in the testimonies is confinement to minute cramped stone "death cells" in the basement.

" . . . we were put—two or three at a time—in cells measuring four handspans in length and breadth [about a metre square]. . . . for 15 days without a break and not allowed to go to the toilet—we had to use a drawer in the cell for the purpose. Every morning and evening we were taken out for inspection and to be beaten," said Nursal Yilmaz.

Meryem Colakoglu said she was kept in such a cell twice, for eight and seven days, with two other women.

"It was virtually impossible for the three of us to squat down. . . . We ate our food and went to the toilet in the same tiny cell . . . let out only twice a day [to collect food and be inspected]. We were regularly beaten at inspection. . . .

"When I got out I ached terribly. . . . There had only been one blanket between us, so we were all cold and exhausted and suffering from lack of fresh air."

Complaints to the authorities, including judges, were apparently futile: "To put forward even the smallest demand was regarded as a violation of the rules and meant a spell in the cells or the cages," said Meryem Colakoglu.

Sema Ogur said she was beaten after she had tried to lodge a complaint during her trial.

" . . . the judges did not want to know and cut my statement short. . . . [later] I was confined in the cage and beaten severely."

'Subscribers to torture' at Erzurum Military Prison

"Certain prisoners had been tortured so regularly it was as if they had subscribed to it. Every day at a certain time they knocked at the door and told the answering guard that it was time for their 'treatment'. [They had been ordered to do so.] If the guard had nothing better to do . . . this prisoner was taken out into the corridor and received the 'necessary treatment' until he cried for mercy. . . . When the guards . . . were [busy] torturing others, especially newcomers, the treatments of the 'subscribers to torture' were postponed."

This extract—dealing with Erzurum Military Prison in eastern Turkey—comes from detailed testimony given by Nizamettin Kaya, who was taken into custody on 24 January 1981 on suspicion of belonging to the Turkish Kurdistan Socialist Party. He alleges that he was tortured every day for 50 days in police headquarters in the town of Agri and then tortured and repeatedly beaten while being held in Erzurum—he was released in mid-1982.

He says that in the police headquarters he was blindfolded, beaten, kicked and given *falaka* with truncheons and canes;

given electric shocks to his toes, hands, nose and ears; hung from ceiling pipes; and beaten all over the body.

He relates how he was handcuffed to radiators in corridors so that every passing official could hit or kick him.

One day, after a prolonged torture session, "My feet were swollen and even burst and cracked in places. . . . [They] forced my feet into my shoes. . . . Afterwards they told me to jump on each foot 100 times. I could not, so they kept beating me with the truncheon on my head. I was desperate. I tried to jump. . . . They kicked me on the legs and stepped with their heels on my toes, squashing them. . . . then [one of the torturers] got tired and—I am guessing now because I was blindfold—he sat down in the armchair of the Chief and [falling asleep] started to snore."

In April 1981 he and 10 other detainees were taken to Erzurum Military Prison—"When we showed our wounds and bruises and other traces of torture to the [Military] Prosecutor, he said: "We are not interested in this . . .".

The 11 detainees from Agri were allocated to a ward and then "we were given a good 'welcome beating' to show who was who". According to Nizamettin Kaya's account, the military-style discipline in Erzurum was harshly enforced, with truncheon-beatings for the slightest infringement of the "rules" (which included learning Kemal Ataturk's Principles by heart and memorizing nationalist marching songs).

"One day, on the pretext that a cigarette stub was found on the doorstep of the ward, they beat the cigarette smoking inmates 100 times [each] with the truncheon and non-smokers 50 times."

Hunger-strike by Mamak prisoners over torture

More than 500 political prisoners in Mamak Military Prison went on hunger-strike on 22 February 1984 to protest against torture and bad prison conditions.

Scores of prisoners had been admitted to hospital by the time the strike ended on 4 April. The authorities say 46 prisoners were admitted—but unofficial sources told Amnesty International that 64 prisoners were still in hospital on 5 April.

One of the hunger-strikers is reported to have been Abdullah Yilmaz, husband of Nursal Yilmaz. She said she had heard that he was in poor health.

Amnesty International has been told that during the latter part of the hunger-strike the torture and beatings alleged by the prisoners had stopped. Visits by relatives and lawyers are reported to have been permitted during the last fortnight of the strike,

although under difficult circumstances. Such visits had reportedly been stopped after the hunger-strike began.



Inmates marching in Mamak Military Prison

Torture became routine, he says—“Many of us had bad bruises and even open wounds on our faces, heads and different parts of our bodies.” Eventually “we reached such a state that our psychological balance was completely disturbed. Some of us screamed . . . in our sleep . . . others burst into laughter . . . then woke up crying . . .”

Nizamettin Kaya says that torture in the prison stopped in December 1981, mainly because of resistance by the prisoners themselves, but also because of pressure put on the martial law authorities by prisoners' families; another reason was “the anti-torture attitude of the Director of the Central Prison.”

However, Amnesty International's information is that prisoners in Erzurum have again been tortured since mid-1982, when Nizamettin Kaya was released.

Girls and women from 15 to 55 among victims, says ex-detainee

“At the Iskenderun Martial Law Command I was put into a dormitory with 17 other girls and women, between the ages of 15 and 55. A 15-year-old girl was paralysed after what she saw at the [Antakya political police] Centre. The others were trying to help her to walk. They (the police) were after the sons of the 55-year-old woman. They could not find the sons, so they were holding and torturing the mother instead. Her arm was broken due to these tortures. The wrist of a 19-year-old girl had burst open due to continuous beatings with a truncheon. She was trying to bandage her wrist with the help of some other women. The fingers of the 42-year-old woman were covered with black marks, burned from electric shocks.

“The policemen could come any time to the Martial Law Command, pick out anybody they chose and take him or her back to the [political police] centre to be tortured. They took two girls from our ward; these girls came back completely finished. Due to the tortures they had undergone, they kept screaming at night in their sleep.”

This extract comes from the testimony of Gulhan Tomak, a former prisoner who was detained in Antakya in June 1981 when she was 16—she was taken away by police 20 minutes after she had arrived at a friend's house to attend a wedding.

Continued on page 8

DIYARBAKIR MILITARY PRISON

Frequent allegations of the torture of Kurdish prisoners in Diyarbakir Military Prison have been received from before 1980 right up to the time of going to press.

In May 1982 Amnesty International asked to be allowed to send a team to check on reports that nearly 100 Kurdish prisoners were in poor health as a result of torture and harsh conditions.

One of the people it named at the time, Kurdish lawyer Huseyin Yildirim, was later released and left Turkey—he gave a horrific account of tortures he said he and other Kurdish prisoners had suffered, including being beaten and given electric shocks on sensitive parts of the body while tied to a wooden cross. Three of these prisoners are known to have died in custody. The authorities acknowledged one of the deaths: they said the prisoner had committed suicide.

Among the reported victims during 1983 were Mumtaz Kotan, Rusen Arslan, Mehdi Zana, Nazif Kaleli and Pasa Uzun (an Appeal Case in this File).

In September 1983 prisoners belonging to various political groups went on hunger-strike to protest against torture, bad prison conditions and restrictions on access to lawyers. The strike ended after the authorities had reportedly given assurances that torture would be ended and conditions improved.

A second hunger-strike began at the end of December and lasted until 3 March. Once again the authorities reportedly agreed to prisoners' demands for a halt to torture, and the restoration of concessions granted



Nazif Kaleli, 44, former teacher of English and trade union leader, who is reported to have been tortured repeatedly in Diyarbakir Military Prison. He is said to have been brought there unconscious in April 1980 after extensive torture following his arrest in late March that year. Married, with two children, he is reported to be seriously ill.

after the first strike but then withdrawn.

At least two people died directly as a result of this second hunger-strike and 45 were taken to hospital, many reportedly in a critical condition.

In January 1984 an Amnesty International delegate had visited Diyarbakir and on 16 February the organization had called on the head of the Turkish armed forces to account publicly for seven people reported to have died in the prison in unexplained circumstances in January.

In reply the authorities said one prisoner had died of a brain tumour and one after an operation for cancer of the pancreas; the names of two were not known to the prison authorities; one named prisoner was still alive; and the other two had committed suicide.

Being beaten with a truncheon considered a 'luxury'

“In Diyarbakir Military Prison it is a luxury to be beaten with a truncheon. . . . they use the handles of shovels and pickaxes . . . thick wooden sticks and chains for daily routine beatings.”

This extract comes from a former prisoner's account of detention, imprisonment and torture in Police Headquarters, Ankara, in Mamak Military Prison and in Diyarbakir Military Prison in 1980, 1981 and 1982. He was released in 1982 while his trial continued and he is believed now to be in hiding. Amnesty International is withholding his name to protect him from possible repercussions.

He describes a range of tortures which he says were inflicted on him, including beatings, *falaka*, electric

shocks, burning of body hair, being hung in the “crucifixion” position, and beaten with sandbags. He says also that a note that he was to be denied food, water, sleep and toilet facilities was pinned to his back while he was in Police Headquarters.

An official who called himself “Captain Gestapo” told him: “There is a big notice pinned on your back my son. You'll be allowed nothing. You'll be dying soon anyway.”

He describes beatings in Mamak Military Prison but makes it plain that his experiences there were mild compared to the pain and humiliations he and fellow-prisoners allegedly endured in Diyarbakir. The treatment there, he says, was “absolutely ruthless and pitiless, inhuman and hostile.”

Continued from page 7

She says she was tortured at a centre used by the First Branch (political police) and later in civilian prisons in Iskenderun and Antakya.

She is now living outside Turkey.

Official versions conflict over death of detainee

The case of **Mustafa Hayrullahoglu** illustrates how uncertain are the circumstances of a number of deaths of political prisoners in Turkey.

In December 1982 Amnesty International was informed that Mustafa Hayrullahoglu, who had been detained in October/November 1982, had been tortured and was critically ill. On 9 December it asked the Turkish Ambassador in London, Rahmi Gümürküoğlu, for information about him and called for an investigation into the allegation that he had been tortured. No reply was received, so on 5 January 1983 Amnesty International sent its inquiries to the Turkish Foreign Minister. No reply was received.

On 5 April 1983 Amnesty International received information that Mustafa Hayrullahoglu was dead. After months of trying to discover his whereabouts his family finally learned that he had been buried in Kasimpasa cemetery in Istanbul. They subsequently received two letters from the authorities:

- The Martial Law Prosecutor for Istanbul stated that Mustafa Hayrullahoglu had been detained on 21 October 1982 and had committed suicide on 26 October.

- The Public Prosecutor for Istanbul stated that he had been detained on 5 November 1982, had become sick on 16 November and had died on the way to hospital.

On 11 May 1983 Amnesty International wrote again to Ambassador Gümürküoğlu, asking to be informed if any investigation had taken place into Mustafa Hayrullahoglu's death. No reply has been received.

Pre-coup violence

During the five years preceding the 1980 coup political violence had resulted in more than 5,000 assassinations by right-wing and left-wing groups. Martial law was imposed in 13 of Turkey's 67 provinces in December 1978, after more than 100 people were killed in Kahramanmaraş. It had been renewed every two months and extended to cover 20 provinces by the time the coup took place.

Immediately after the coup thousands of people were detained, including members of parliament, members of political parties and trade unionists. The period for which people might be kept in deten-

WHAT YOU CAN DO . . .

1. Write the two letters you are asked to send on behalf of the two victims cited in the Appeal Cases in this *File on Torture*. Address your letters as indicated, or send them to the Turkish embassy in your country.
2. Please write a further letter expressing your concern about reports of widespread and systematic torture in Turkey.

- Point out that the United Nations has banned torture in all cases (in its 1975 Declaration on the Protection of All Persons from Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment) and urge the Turkish authorities to order all military, police and security forces not to torture prisoners in their custody, and to make it clear to all law enforcement personnel that torture of prisoners is a criminal act which will not be tolerated in any circumstances.

- Urge them also, as a safeguard against torture, to grant relatives and lawyers access

to prisoners throughout the detention period.

3. You can also help get the facts about torture in Turkey out into the open. Share this *File on Torture* with your friends and colleagues. Bring it to the attention of your community centre, place of work, trade union, school, college or religious congregation.

4. Send a copy of this *File on Torture* to your local newspaper, suggesting that the editor print a summary of it for readers.

5. Support the practical efforts of Amnesty International. Contact the movement's office in your region today. Subscribe to the monthly *Amnesty International Newsletter*, which will include other *Files on Torture*. Make a donation to keep our work going and find out how you can add your voice to our urgent appeals. If there is no Amnesty International office in your region, write to the International Secretariat, 1 Easton Street, London WC1X 8DJ, United Kingdom.

tion without charge was increased from 15 to 30 days and then, in November 1980, to 90 days; in September 1981 it was reduced to 45 days. All political and trade union activity was banned and several newspapers were closed down. Changes in the martial law regulations

alarm or excitement among the public".

All political offences are still tried by martial law courts, except for some press offences, which are tried in civilian courts.

Declaration on Torture

"No State may permit or tolerate torture or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. Exceptional circumstances such as a state of war or a threat of war, internal political instability or any other public emergency may not be invoked as a justification of torture or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment." Article 3 of the United Nations Declaration on the Protection of All Persons from Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

extended the powers of martial law commanders, giving them control over mail, communications, press censorship and all labour and trade union activities. People could be sentenced to from six to 24 months' imprisonment for propagating "erroneous, unfounded or exaggerated information in a manner [likely] to create

Five countries allege Turkey in violation of human rights convention

The European Commission of Human Rights has ruled that applications filed by five European countries against Turkey for violation of the European Convention on Human Rights are admissible for hearing by the Commission.

The five countries — Denmark, France, the Netherlands, Norway and Sweden — had filed applications against Turkey under Article 24 of the Convention (on inter-state complaints).

Their applications alleged that Turkey had been in violation of a number of articles of the Convention, including those relating to the prohibition of torture and inhuman or degrading treatment or punishment, liberty and security of person and right to a fair trial by an independent and impartial tribunal.



LA LETTRE HEBDOMADAIRE **DE LA FIDH**

59

VENDREDI 8 JUIN 1984

LETTRE OUVERTE ADRESSEE PAR 1260 INTELLECTUELS TURCS
AU GENERAL EVREN

DERNIERE MINUTE

Mehdi ZANA, ancien Maire de DIYARBAKIR, vient d'être condamné à 7 ans de prison pour "outrage à Magistrat".

Cette peine s'ajoute à celle de 24 ans de prison prononcée contre lui le 26 octobre 1983.

Officiellement, Mehdi ZANA aurait été condamné pour avoir crié après la lecture de ce précédent verdict :

"A bas le fascisme, vive le socialisme".

La FIDH observe cependant que ni les Avocats, ni la famille de Mehdi ZANA n'étaient au courant de ce nouveau procès qui s'est déroulé trois semaines après que Mehdi ZANA ait pu s'entretenir à la prison de DIYARBAKIR avec une mission parlementaire du Conseil de l'EUROPE.

Au cours de cet entretien, Mehdi ZANA avait affirmé qu'il avait été systématiquement torturé pendant 17 mois et que, pour cette raison, il avait perdu l'usage de son oreille droite et était dans un mauvais état général.

Pour la FIDH, il ne faut pas chercher plus loin les causes de la nouvelle condamnation de Mehdi ZANA.

1260 intellectuels turcs viennent d'adresser une lettre ouverte au Président de la République, le Général EVREN.

Parmi les signataires, se retrouvent les plus célèbres de ce pays, aussi bien dans le domaine littéraire, artistique ou universitaire.

Cette initiative est sans précédent en TURQUIE, ce qui en démontre l'importance, d'autant qu'elle émane de personnalités qui, pour la plupart, sont restés muets depuis le coup d'état militaire de septembre 1980. Cette longue lettre ouverte est en réalité un réquisitoire contre l'absence de démocratie et les violations répétées et systématiques des droits de l'homme en TURQUIE.

Cette lettre ouverte survient après qu'une mission parlementaire du Conseil de l'Europe ait visité deux prisons turques dans des conditions particulièrement criticables et que ce pays a été réintégré au sein de l'Assemblée du Conseil de l'Europe dont il était pourtant exclu depuis le coup d'état militaire.

Devant l'intérêt manifestement évident de ce texte, la FIDH a décidé de le publier ci-dessous dans son intégralité, d'autant que ses signataires font actuellement l'objet d'une information ouverte par la justice militaire turque.

La TURQUIE vit l'une des crises les plus graves de son histoire qu'elle n'a pas encore pu surmonter. Sans aucun doute, tous les secteurs, les couches et les dirigeants de notre société ont une responsabilité commune dans cette crise. • Nous autres, intellectuels turcs, sommes conscients de nos lacunes, de l'importance et de la priorité de notre responsabilité. Cette conscience nous donne le devoir et le droit d'exprimer nos points de vue sur la transition de notre société vers un régime sain et fiable.

Nous estimons nécessaire d'exprimer nos points de vue dans le cadre autorisé par les règlements en vigueur et la loi numéro 2969. Sans approuver les restrictions (à la liberté d'expression), nous avons cependant à agir dans ce cadre.

Le seul soutien pour nous, qui n'avons nul autre but que celui d'exercer, en tant que citoyens, notre responsabilité démocratique, est la légitimité que nous croyons que les hommes de notre pays conféreront à nos vues.

Au cours de cette entreprise qui s'inspire des problèmes sociaux, nous n'avons eu aucun lien d'aucune sorte avec aucun milieu politique, aucun organisme, aucune organisation ou parti, ni de l'intérieur ni de l'étranger et on ne saurait en envisager.

Nous croyons avec ardeur que notre société pourrait atteindre un avenir meilleur en usant de méthodes rationnelles. Avec cette conviction et en assumant notre responsabilité collective, nous nous servons de notre droit de requête qui procède de la Constitution, pour présenter respectueusement aux plus hautes sphères de l'Etat nos observations, nos opinions et nos demandes relatives au bien public.

Les observations et demandes des soussignés relatives à l'ordre démocratique en TURQUIE:

La démocratie vit avec ses institutions et ses principes. Si, dans un pays, les institutions, les concepts et les principes qui constituent le ciment de la démocratie sont détruits, il devient difficile d'en enrayer les dégâts. Rendre la démocratie étrangère à ses propres valeurs et institutions, la conserver formellement tout en la vidant de son contenu, est aussi dangereux que de la détruire. Pour ces raisons, nous plaçons pour la sauvegarde des institutions, des concepts et des principes qui maintiennent debout notre formation étatique, point d'une accumulation historique et pour leur renforcement dans un contexte démocratique.

Notre peuple est digne de tous les droits de l'homme en vigueur dans les sociétés modernes et il doit les posséder tous, sans exception. Nous considérons comme

LA LETTRE DE LA F.I.D.H LA LETTRE DE LA F.I.D.H

Il faut prendre les mesures nécessaires pour supprimer totalement la torture. Si, au cours de la défense, de l'interrogatoire et de l'instruction, l'on s'écarte des règles de l'Etat de droit et, dans les méthodes de jugement, l'on tient pour inexistantes les garanties universelles, en premier lieu le principe selon lequel "tout prévenu est présumé innocent tant qu'il n'est pas condamné", l'arbitraire deviendra, notamment dans les procès politiques, l'un des éléments fondamentaux du jugement.

Prenant en considération le fait que tous les secteurs de la société ont leur part de responsabilité dans la genèse des actions de terreur et pour écarter l'idée d'une solution basée sur la mort, nous croyons à la nécessité d'arrêter l'exécution des peines de mort déjà ratifiées et de supprimer la peine de mort.

Partant de la vérité universelle selon laquelle une justice tardive est une injustice, nous sommes de l'avis qu'il est nécessaire de terminer au plus tôt les procès en cours.

Ce sont les conditions sociales et politiques qui engendrent les crimes. Il ne faut pas oublier la responsabilité incombant à la société dans la période agitée que vit la TURQUIE. Pour ces raisons là et en vue de contribuer à la paix sociale, nous estimons inévitable une large amnistie.

La politique qui est le moyen de distinguer dans la vie publique le bien du mal, le vrai du faux, suppose la participation de tous au gouvernement. Les défauts inévitables de la politique quotidienne, qu'on voit dans tout pays, ne saurait justifier que l'on entrave la voie qui doit restée ouverte à quiconque de servir la société par la politique, que celle-ci devienne le monopole des couches précises, d'une personne ou des personnes.

On ne saurait réduire la politique à des décisions administratives.

La volonté nationale n'a de signification que dans les régimes où tous les secteurs de la population peuvent s'organiser librement. Dans les pays où nul n'est accusé en raison de ses opinions politiques et philosophiques, où aucun citoyen n'est blâmé à cause de ses convictions religieuses, la volonté nationale est la force suprême. La légitimité de cette force suprême est fonction de son attitude à l'égard des libertés et droits fondamentaux.

Les conditions qui empêchent que la volonté de la majorité s'exprime librement, sont contraires à la démocratie. De même, supprimer les droits fondamentaux sous prétexte d'une volonté majoritaire, est également incompatible avec la démocratie.

Au cours du processus historique, les constitutions ont pour but de garantir les droits et les libertés de l'homme. Les réglementations qui affaiblissent l'individu face à l'Etat, sous quelque nom qu'elles soient adoptées, signifient un éloignement de la démocratie. Dans ce cas, au lieu de devenir la source de la vie démocratique, la constitution devient un obstacle à la démocratie.

LA LETTRE DE LA F.I.D.H LA LETTRE DE LA F.I.D.H

déshonorant que notre pays soit devenu un pays dont
- les garanties en matière des droits de l'homme soient
discutées à l'étranger.

Le droit à la vie, à une existence digne est le but principal de toute vie organisée et sociale, et, à notre époque, on ne saurait sous aucun prétexte le supprimer : c'est un droit naturel et sacré. Ce droit n'acquiert de sens que lorsque l'on peut exprimer librement la pensée, la développer et s'organiser autour d'elle. Nous considérons le fait que nos citoyens produisent des idées nouvelles et différentes, non pas comme on s'efforce de le faire croire comme source de crises, mais comme une nécessité de la vie sociale.

La justice qui constitue le dernier recours des hommes est aussi le support principal d'une existence digne d'un être humain. Sa réalisation nécessite que l'on emploie les moyens d'un Etat de droit moderne, que la quête de justice ne soit d'aucune façon entravée et que l'on n'ait pas recours à des procédés de jugement exceptionnels, à des méthodes extraordinaires.

Nous sommes de l'avis que le fait que des formes de gouvernement exceptionnelles acquièrent, dans des périodes considérées comme normales, de la pérennité, est incompatible avec la conception contemporaine de la démocratie.

Le fait que les droits des citoyens soient restreints sans une décision de justice, que les délits soient constitués par décisions administratives unilatérales impossibles à contester, la privation des droits politiques, les accumulations générales, ouvrent la voie à des désastres sociaux. Le fait que l'adhésion à des associations, des coopératives, des fondations, des chambres professionnelles, des syndicats et des partis, et l'expression des opinions ne constituant pas un délit au moment où elles ont été émises, soient, conformément à une conception devenue dominante par la suite, retrospectivement considérées comme des délits, est incompatible avec la notion de l'Etat de droit.

On ne saurait tenir le système démocratique lui-même pour responsable des actions de terreur intensive qu'a connue la TURQUIE.

Toute société organisée se doit de combattre les actions violentes. Néanmoins, le propre d'un Etat est de respecter les principes de droit lors de la lutte contre la terreur. L'existence de la terreur ne peut jamais justifier le recours par l'Etat aux mêmes méthodes.

La torture, dont l'existence est attestée par des décisions, même de la justice, est un crime contre l'humanité. Nous sommes préoccupés par le fait que la torture soit devenue une habitude de punition primaire, préliminaire et sans jugement.

En outre, nous considérons comme souffrance et torture les conditions de détention dans les prisons qui dépassent leur objectif de restriction de liberté.

LA LETTRE DE LA F.I.D.H LA LETTRE DE LA F.I.D.H

En premier lieu, les partis, les syndicats, les organisations professionnelles et les associations sont les supports indispensables de la démocratie. Les organisations professionnelles, en même temps qu'elles sont chargées de défendre la solidarité et les intérêts de leurs adhérents, doivent, avec les partis politiques, être l'instrument et le facteur de défense des libertés démocratiques des individus et des groupes et de leur participation au pouvoir. Pour cette raison, nous croyons nécessaire que les droits de s'organiser et de participer soient, lors des aménagements constitutionnels, protégés par les garanties les plus larges.

Il est impérieux pour l'avenir d'une société et pour son développement, qu'il y ait dans la vie de cette société des éléments de liberté, de diversité et de nouveauté. De ce fait, toute production d'idées doit être protégée les propositions nouvelles doivent pouvoir être présentées librement au public.

La presse libre est l'un des éléments fondamentaux d'un régime démocratique. Pour l'assurer, il faut que la société puisse être informée d'une manière indépendante, pluraliste et sans surveillance, que des opinions différentes soient librement répercutées et que des critiques de tout genre puissent trouver place dans la presse. La formation d'une opinion publique pluraliste et le contrôle démocratique du pouvoir ne peuvent être réalisés qu'avec une telle presse.

Pour ces mêmes raisons et comme condition préalable de son impartialité, nous croyons aussi à la nécessité d'assurer l'autonomie du TRT (Office de la radio-télévision turque).

L'objectif fondamental de l'éducation est de former des hommes pensant librement, instruits, compétents et productifs. En revanche, oeuvrer à former un seul type d'homme est incompatible avec les évolutions contemporaines et la démocratie pluraliste. La démocratie contemporaine vise à former des hommes regardant le monde d'un oeil critique.

Priver d'autonomie les universités, qui constituent le secteur le plus instruit de la société, prétendre qu'elles ne sont pas dignes de s'administrer, signifie nier que la démocratie puisse fonctionner dans notre pays. Le fait de placer tous les établissements d'enseignement supérieur sous les ordres d'un organisme excessivement puissant, constitué par des gens nommés, empêche d'ores et déjà de bien former les jeunes, entrave la recherche scientifique et suscite de graves soucis pour l'avenir du pays. Pour cette raison, nous estimons nécessaire que le système de YOK* soit modifié au plus tôt dans le sens d'une autonomie basée sur le principe électif.

Nous voulons préciser expressément que la suppression des limitations juridiques et pratiques entravant la libre formation des produits de pensée et d'art et la reconnaissance aux intellectuels et aux artistes, comme à tous les citoyens, des garanties générales constituent une condition de civilisation.

LA LETTRE DE LA F.I.D.H. LA LETTRE DE LA F.I.D.H

Un développement social, sain, nécessite la liberté dans la production et la diffusion de toutes les oeuvres d'art. La suppression complète de la censure qui limite considérablement la création culturelle, qu'aucun sujet ne soit tabou, que la responsabilité pénale ne soit déterminée que par des instances juridiques ordinaires.

A la lumière de tout cela, nous qui sommes conscients de nos responsabilités à l'égard de la société, croyons avec toute notre sincérité qu'en dépit des différences de pratiques tenant aux conditions spécifiques de chaque pays, la démocratie contemporaine possède un contenu invariable, que notre nation approuve aussi les institutions et les principes qui forment ce contenu, qu'il est nécessaire de supprimer par des moyens démocratiques les législations et les pratiques contraires à ce contenu et que nous parviendrons, de cette façon, à sortir sains et assurés de la crise que nous vivons actuellement.

*YOK : Yüksek Öğretim Kurumu : organisme d'Enseignement Supérieur, la toute puissante structure de tutelle, chargée de la gestion des Universités (NDLR).